

ÉTATS-UNIS — TRUMP EST-IL DEVENU
FOU? **SUISSE** — LE LABORATOIRE
DES CRISES POLITIQUES À VENIR



Nucléaire
Tchernobyl, au cœur
de la zone interdite



**Courrier
international**

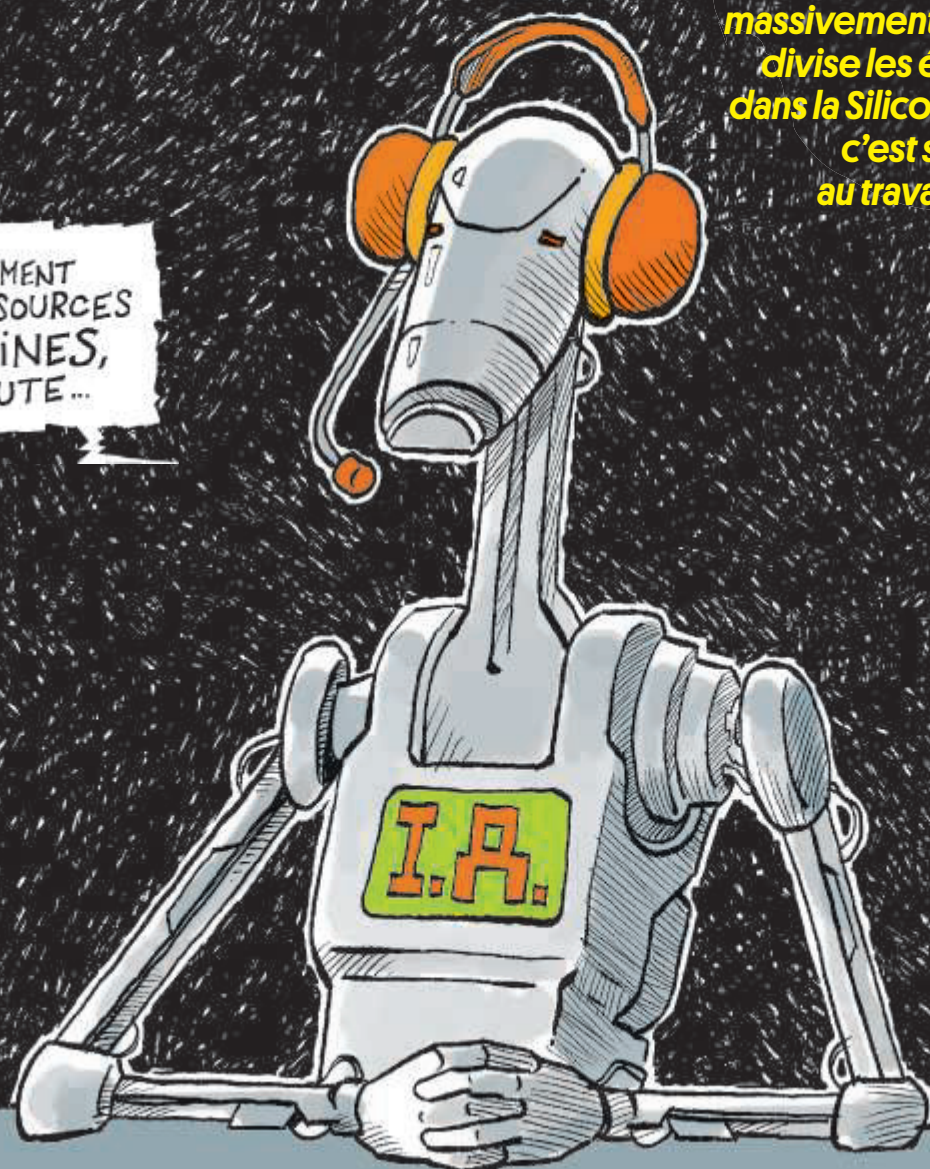
N° 1851 du 23 au 29 avril 2026
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,60 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,50 \$CAN, DOM 15,90 €,
Espagne 5,90 €, Grande-Bretagne
5,90 £, Grèce 6 €, Italie 5,90 €,
Japon 1400 ¥, Maroc 52 DH,
Pays-Bas 6,40 €, Portugal cont. 5,90 €,
Sénégal 3300 XPF, Suisse 7,30 CHF,
TOM 1200 XPF, Tunisie 13 DT,
Afrique autres 3800 FCA

IA TOUS REEMPLACÉS?

*L'intelligence artificielle menace-t-elle
massivement les emplois? La question
divise les économistes. Pour l'heure,
dans la Silicon Valley comme en Chine,
c'est son utilisation généralisée
au travail qui pèse sur les salariés.*

DÉPARTEMENT
DES RESSOURCES
HUMAINES,
J'ÉCOUTE...



M 03183 - 1851 - F : 5,20 €





Pourquoi choisir Caisse d'Epargne pour épargner ? La réponse est dans la question.

Parce que l'épargne est notre métier, nous avons forcément une solution de placement qui vous convient : Assurance vie, Plan d'Epargne Retraite, Diversification Financière.



**CAISSE
D'EPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Investir sur les produits financiers vous expose à un risque de perte en capital.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 207 603 030 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS PARIS N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Epargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit Photo : Coco Amardeil.



LES CHOIX
DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

IA : tous
remplacés ?

A quelle sauce allons-nous être mangés ? C'est la question que se posent de plus en plus de salariés dans le monde à l'annonce des plans sociaux de ces derniers mois dans la tech (notamment chez Oracle, Block, Amazon ou Meta). Si leurs inquiétudes semblent légitimes, les motivations de leurs employeurs le sont beaucoup moins. Selon les patrons de la tech, explique **The Economist**, les progrès "fulgurants" de l'intelligence artificielle rendront bientôt "les humains superflus" sur le marché du travail. Un argument qui permet de justifier à moindres frais les vagues de licenciements en cours. Tous les économistes, pourtant, ne partagent pas cette analyse. À ce stade, même si l'avenir s'annonce incertain,

rien ne dit que l'IA aura un effet aussi dévastateur sur l'emploi. C'est une possibilité, pas une certitude. "Des économistes et des experts de l'apprentissage automatique affirment que la technologie actuelle n'est pas prête à prendre le travail des humains à grande échelle", écrit ainsi **The Wall Street Journal**, qu'on peut difficilement soupçonner de gauchisme. La peur de devenir obsolète (Fobo, pour "Fear of being obsolete") reste pourtant largement répandue, notamment chez les cols blancs. C'est pour tenter d'y répondre que nous avons choisi de consacrer notre dossier aux répercussions réelles de l'IA sur les salariés plutôt qu'au discours des "techno-évangélistes" – comme les qualifie **The New York Times** –, qui annoncent un peu vite une révolution qui permettrait de libérer les travailleurs des tâches ingrates (quand elle ne les libérerait pas tout court du travail). Or que voit-on aujourd'hui dans la plupart des entreprises

qui ont généralisé l'utilisation de l'IA ? Des salariés épuisés, stressés, un sentiment d'aliénation, comme le décrivent très bien deux journalistes du média **Shuzhi Qianxian** dans un article que nous avons traduit du chinois, et qui s'appuie sur les témoignages édifiants de quatre salariés qui utilisent l'IA au quotidien. Ce qu'ils décrivent tous ? Une surcharge de travail induite, une complexification des tâches. "Dans les grandes entreprises, l'IA améliore l'efficacité des employés, les libère des tâches répétitives et fastidieuses et compense leurs faiblesses, reconnaissent les deux auteurs. Mais elle rend aussi la survie en entreprise plus difficile. Puisqu'elle uniformise les compétences de base, on ne peut plus compter que sur des valeurs fondamentales : la compréhension de la nature humaine, l'ouverture à l'inconnu, ainsi qu'un esprit capable de penser de manière indépendante." Un article rare, à lire absolument. Dans un autre article traduit de l'anglais celui-là (et toujours

sans IA), le **Wall Street Journal** décrit la façon dont les entreprises de la Silicon Valley imposent désormais à leurs salariés de maîtriser ces outils. Or, relève le journal, "les travailleurs de la tech partagent en grande partie les sentiments du grand public, en particulier le scepticisme par rapport au temps que l'IA fait gagner. De plus, entendre leurs patrons affirmer que l'IA finira par réduire les effectifs ne laisse pas de les inquiéter." Menace ou pas, la vérité est sans doute à chercher entre les deux, explique **The Atlantic** dans l'article passionnant qui ouvre notre dossier et qui convoque le paradoxe de Jevons, un concept hérité de l'époque victorienne, pour tenter de comprendre ce qui se joue réellement dans la révolution de l'intelligence artificielle. Plutôt que de multiplier frénétiquement les requêtes sur la "job apocalypse" sur Google, "les cols blancs feraient mieux de répondre à cette question : 'Suis-je plutôt charbon ou cheval ?'" prône Annie Lowrey. Allusion à la disparition

massive des chevaux dans les exploitations agricoles après l'apparition des tracteurs quand le charbon, lui, fut synonyme d'adaptation, de relance des économies et de l'emploi. "Les êtres humains sont capables de se transformer. Nous nous adaptons, nous changeons, même quand un robot révolutionne notre métier." Si, comme le charbon, la technologie change la façon de faire son travail, "elle ne met pas forcément au chômage". On voudrait la croire.

Note de la rédaction : en écho à ces questionnements et pour rappeler que *Courrier international* est bien un journal fait par des êtres humains, nous avons décidé de mettre en avant le travail de nos équipes, journalistes et traducteurs, en signant les revues de presse et les traductions.

En couverture :
IA : dessin de **Chappatte** paru dans **Le Temps**, Genève.
Tchernobyl : à la frontière entre la Biélorussie et la zone d'exclusion de la centrale, en 2022. Photo **Tyler Hicks** / *The New York Times*



Sommaire



DESSIN DE DANZIGER. ÉTATS-UNIS/TCA

ÉTATS-UNIS p.10

Trump est-il
devenu fou ?

Le comportement changeant et les propos outranciers du président américain ces derniers jours sont venus relancer un débat qui l'accompagne depuis son entrée en politique il y a dix ans, relève **The New York Times** : cet homme est-il fou à lier ou fait-il semblant de l'être ?

SUISSE p.18

Le laboratoire
des crises politiques
à venir

Immigration, fiscalité : par ses référendums, note le **Financial Times**, la Confédération fait souvent émerger les tensions qui traverseront ensuite les démocraties voisines.

NUCLÉAIRE p.36

Tchernobyl : au cœur
de la zone interdite

Le 26 avril 1986, l'explosion d'un réacteur de la centrale projetait des éléments radioactifs dans l'atmosphère. Quarante ans après, la décontamination est entravée par la guerre, constate **New Scientist**.

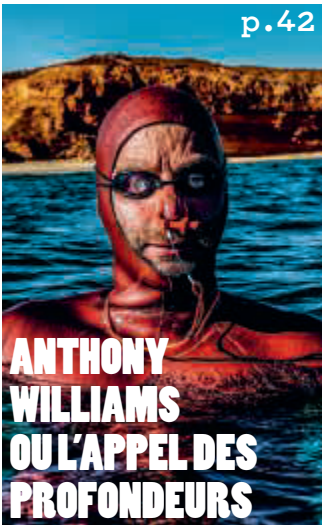


PHOTO JULIAN KINGMA

Coach mental pour sportifs d'élite, ce Néo-Zélandais s'est mis sur le tard à la plongée en apnée pour mieux comprendre les dangers affrontés par ses clients, raconte **The Sydney Morning Herald**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Arab Digest (arabdigest.org) Londres, en ligne. **The Atlantic** Washington, mensuel. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Jazeera** (aljazeera.net) Doha, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **The Print** (theprint.in) New Delhi, en ligne. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien. **Tages-Anzeiger** Zurich, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Weixin** (WeChat) (weixin.qq.com) Shenzhen, en ligne. **Wiener Zeitung** Vienne, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **États-Unis.** Mythos, l'IA qui effraie même son créateur

D'un continent à l'autre

10. **États-Unis.** Trump est-il devenu fou ?

12. **Mexique.** La triple révolution de Sheinbaum

13. **Liban.** Une joie douloureuse

14. **Iran.** Vivre sous le joug numérique

16. **Ukraine.** Le difficile retour

des prisonniers de guerre

18. **Suisse.** Le laboratoire

des crises politiques à venir

20. **Soudan.** La pire crise

de réfugiés au monde

22. **Inde.** Les villes en proie à la folie des "dark stores"

24. **Philippines.** Une loi

pour en finir avec les dynasties

26. **France.** Grasset sans

auteurs : adieu le pluralisme ?

À la une

28. **IA :** peur sur l'emploi

Transversales

36. **Environnement.** Tchernobyl, au cœur de la zone interdite

40. **Économie.** L'Iran

et la Chine "dédollarisent"

l'ordre international

41. **Sciences.** Échange de bons

procédés entre fourmis

360°

42. **Portrait.** Anthony Williams ou l'appel des profondeurs

46. **Musique.** Le rap en ukrainien se cherche encore

48. **Culture.** En Haïti, le fragile espoir de l'art

50. **Histoire.** L'incroyable talent des chirurgiens de la préhistoire



SUR NOTRE SITE

Iran. Vers un retour de la guerre ?

Alors que les escarmouches se sont multipliées dans le détroit d'Ormuz, la crainte d'une reprise des hostilités traversait la presse étrangère à la veille de l'expiration du cessez-le-feu, attendue le 22 avril. Suivez la situation au quotidien sur notre site.

Société. Optimiser son temps libre grâce aux podcasts ? Une fausse bonne idée

Rendre chaque minute aussi "productive" que possible en écoutant des podcasts, c'est le "piège" dans lequel est tombé le journaliste et écrivain américain Thomas Chatterton Williams. Il s'interroge dans **The Atlantic** sur les effets de ces injonctions à l'optimisation. À retrouver dans notre édition Courrier Week-end.

Reportage. Le Bauhaus dans le collimateur de l'AfD

Dans l'est de l'Allemagne, le parti d'extrême droite milite pour le retour d'une architecture "traditionnelle" et fustige l'esthétique des grands ensembles du début du xx^e siècle. Une bataille culturelle et politique qui pourrait lui faire gagner des voix, analyse le titre conservateur **Frankfurter Allgemeine Zeitung**.

L Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ 1 AN (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de ~~253 €~~*

☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de ~~306,40 €~~*

RCO26BO01

☐ Madame ☐ Monsieur

NOM..... PRÉNOM.....

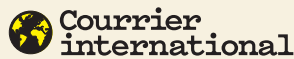
ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures
et le samedi de 9 heures à 17 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'accès en illimité à tous les contenus du site et de l'application : articles, vidéos, stories, chroniques...
- Plus de trente ans d'archives
- Le Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Avril 2026. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación ÉDITION Anouk Delpont, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Sasha Mitchell (chef de service adjoint, Royaume-Uni, Irlande), Étienne Bouche (Russie), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande), Beniamino Morante (Italie), Carole Lyon (Belgique, Pays-Bas), Hélène Bienvenu (Pologne), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotellevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 1693) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Sandrine Morel (chef de service, Amérique latine), Sacha Carion (Mexique, Panama), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivore (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bêléil (chef de informations, 1732), Hugo Florent, Ouméma Nechi, Eloïse Duval (Stories) HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Paul Blondé (chef d'édition), Mélanie Chenouard (chef d'édition) ÉDITEURS Étienne Bianchi, Maxime Bourdier, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Camille Miloua Giraudeau (vidéo Stories), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRACTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Solal Abéles, Françoise Hérold, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Grahel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Diane Perpère (1608), Alizée Marchal (1738), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Giuseppe Arditi, Lucie Aubourg, Jean-Baptiste Bor, Véronique Curély, Geneviève Deschamps, Maria Fernandez, Claire Fleux, Philippe Godefroy, Anna Kerautret, Shania Mintchev, Valentine Morizot, Benjamin Plet, Basile Richard, Clémentine Soupert-Lejeune, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Anne Thivaille, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeraliyeva PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968) Directrice déléguée Mickaëlle Goffaux Directrice commerciale Barbara Bleuse Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (1606) Gestion Mathilde Banner (1626) Droits Blandine Mosnat (1652) Comptabilité 014884551 DIRECTRICE DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude ADJOINT À LA DIRECTION DES VENTES Romain Galdeano Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin Chef de produits Valentin Moreau Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont, Kevin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeai, Camille Lefaux, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier international SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier international c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H7K 7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisation : Pot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.





Area View 360° Volkswagen

Vision panoramique

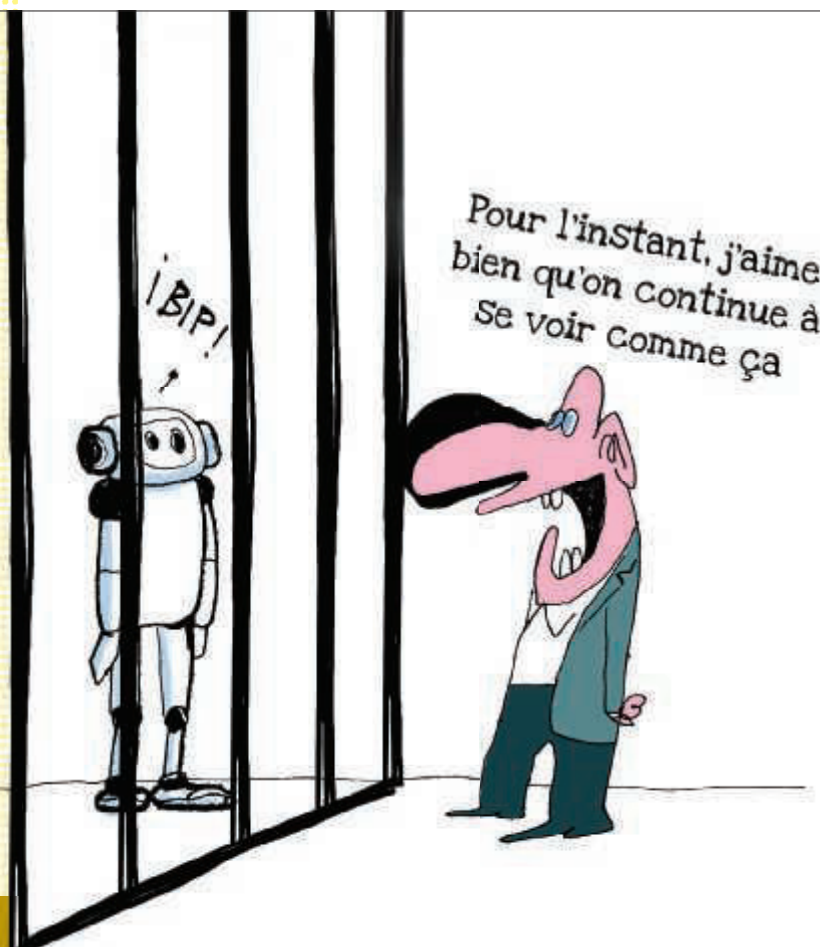
On n'a rien inventé.

Les technologies d'aide à la conduite ne dispensent pas le conducteur d'être vigilant. En option selon les modèles et les finitions. Plus d'informations sur volkswagen.fr
SAS Volkswagen Group France, RCS Soissons 832 277 370.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer

États-Unis. Mythos effraie même son créateur

Le nouveau modèle d'intelligence artificielle d'Anthropic est trop dangereux, affirme son fondateur, car il est capable de déceler des failles de sécurité jusque-là indétectables. Alors que les milieux financiers et politiques s'inquiètent, les experts sont divisés.



✎ Dessin de Ramsés, Cuba.

Le nouvel Orban de l'UE?

BULGARIE — La victoire, certes annoncée de longue date, de l'ancien président Roumen Radev au scrutin législatif anticipé du 19 avril est devenue, au fil des heures, un raz de marée électoral. Sa coalition, Bulgarie progressiste, créée en à peine quelques semaines, a remporté près de 45 % des suffrages, relève **24 Tchassa**. Une victoire écrasante qui lui permettrait, avec 132 députés sur 240, de gouverner sans recourir à une alliance avec d'autres partis, renchérir **Dnevnik**. "L'ancien président disposera d'une majorité absolue. L'instabilité politique prend ainsi fin. Toute la responsabilité repose désormais sur un seul homme. Il promet de démanteler le 'modèle oligarchique' en Bulgarie. Mais aussi un dialogue pragmatique avec la Russie, ce qui suscite des inquiétudes quant à savoir s'il ne deviendra pas le nouveau Viktor Orban de l'Union européenne [UE]", résume **Svobodna Tochka**.

— Courrier international

Tout a commencé le 7 avril, avec l'annonce par Anthropic que Claude Mythos Preview, son nouveau grand modèle de langage (LLM), était "trop dangereux" pour que l'entreprise américaine d'intelligence artificielle (IA) "le mette à disposition du grand public", rapporte **Scientific American**. Depuis, les spécialistes en cybersécurité "sont divisés quant à savoir si Mythos constitue une rupture majeure ou s'il s'agit d'une étape prévisible sur une pente déjà inquiétante", note le magazine scientifique. Le monde de la finance et les gouvernements, eux, prennent le risque au sérieux.

Le LLM se distinguerait par ses qualités de détection des failles de sécurité. Anthropic affirme qu'"avant même son lancement officiel, Mythos a décelé 'des milliers' de vulnérabilités dans des programmes informatiques dont les concepteurs n'avaient pas conscience", relate **Le Devoir**. Comme ce "défaut dans un logiciel vidéo testé plus de 5 millions de fois par ses auteurs sans que le problème ait été relevé". En guise de parade, Anthropic a "créé le projet Glasswing, en partenariat avec des géants technologiques comme Amazon, Apple et Microsoft, mais aussi avec des sociétés de cybersécurité comme CrowdStrike et Palo Alto Networks", pour colmater les brèches identifiées dans les logiciels les plus stratégiques. L'entreprise californienne affirme qu'il s'agit de "garder une longueur d'avance sur les cybercriminels".

Cette stratégie a soulevé des "soupçons de coup d'éclat médiatique", résume le quotidien de Montréal. "Claude Mythos est probablement une percée technique réelle, mais qui a été enveloppée dans une scénographie médiatique

extrêmement habile", estime Karim Jerbi, directeur de l'Union neurosciences et intelligence artificielle du Québec. Fanny Tan, chercheuse en cybersécurité, note que Mythos n'a pas été suffisamment testé par des experts indépendants et qu'"il est donc difficile d'évaluer les conséquences, tant positives que négatives, de l'existence de cet outil".

Un risque exagéré? Les milieux politiques et économiques n'ont pas attendu de contre-expertise indépendante pour organiser des "réunions d'urgence, après la découverte de failles dans l'ensemble des systèmes d'exploitation et des navigateurs", constate la **BBC**. "Les ministres de l'Économie, les responsables des banques centrales et les acteurs du monde de la finance expriment leurs vives inquiétudes." Au média public britannique, François-Philippe Champagne, ministre des Finances canadien, confirme que "Mythos a fait l'objet de discussions approfondies entre ses homologues lors des réunions du Fonds monétaire international", la semaine dernière à Washington : "C'est suffisamment grave pour mériter l'attention de l'ensemble des ministres des Finances."

Le gouvernement américain, qui avait banni Anthropic des commandes officielles de l'armée, "s'apprête à mettre à la disposition des principales agences fédérales une version du puissant modèle d'IA d'Anthropic", révélait le 16 avril **Bloomberg**. Le 21 avril, **Axios** soulignait que la NSA, l'Agence de la sécurité américaine, utilise déjà "largement" Mythos, "bien que les plus hauts responsables du ministère de la Défense (qui supervise la NSA) affirment que l'entreprise constitue un 'risque pour la chaîne d'approvisionnement'". Mais

"les besoins du gouvernement en matière de cybersécurité semblent l'emporter sur le conflit qui oppose le Pentagone à Anthropic", constate le média en ligne.

Anthropic pourrait avoir exagéré le risque posé par Mythos en annonçant que son modèle provoquerait "le chaos s'il était rendu public", avance **The Register**. Finalement, dans le cadre de Glasswing, une cinquantaine d'organisations testent son modèle afin de découvrir les failles de sécurité de leurs produits. "Mais combien de problèmes ont réellement été découverts?" En analysant la base des vulnérabilités et expositions courantes (CVE), Patrick Garrity, de la société spécialisée VulnCheck, a compté depuis février "peut-être 40" failles repérées par Anthropic... "ou peut-être aucune".

— **Annick Rivoire**

À la une



"LE MOMENT MYTHOS"

À la une de son dernier numéro, **The Economist** met en scène cinq patrons de la tech : Dario Amodei (Anthropic), Demis

Hassabis (Google DeepMind), Elon Musk (xAI), Mark Zuckerberg (Meta) et Sam Altman (OpenAI), qui "exercent, tels des demi-dieux, un commandement sur les modèles d'IA" toujours plus puissants. Pour le magazine, le monde connaît son "moment Mythos", du nom du dernier modèle d'Anthropic. Un article à lire sur le site de **Courrier international**.

Vent debout



ALLEMAGNE —

Une marée de pancartes colorées et de slogans contre les énergies fossiles s'affichait à la une

du quotidien **Die Tageszeitung** le 20 avril. "Le soleil et le vent, eux, ne passent pas par le détroit d'Ormuz", lit-on sur un panneau brandi par un manifestant. Comme lui, une partie de la population critique les solutions proposées par Berlin pour affronter la crise énergétique, notamment la réduction d'une taxe sur le gazole et l'essence, sans chercher à favoriser les énergies renouvelables. De quoi relancer une dynamique que l'on croyait presque enterrée : le mouvement pour le climat. Plus de 80 000 personnes ont défilé le 18 avril dans les rues de Berlin, Cologne, Munich et Hambourg, selon les organisateurs des manifestations. De quoi faire dire au journal de gauche en une : "Le pétrole enflamme le mouvement pour le climat."

LA PHOTO

DE LA SEMAINE



Record pulvérisé



CHINE — “L’amélioration a été spectaculaire”, commente sobrement le **Global Times**, titre rattaché au Parti communiste chinois. Le 19 avril, un robot humanoïde a couru un semi-marathon à Pékin en 50 minutes et 26 secondes. Mesurant 1,69 mètre et baptisé “Lightning” (“Éclair”), il établit un nouveau record : en 2025, lors du premier semi-marathon ouvert à des humanoïdes, Tiangong Ultra avait bouclé les 21 kilomètres en 2 h 40 min 42 s. Et surtout, il fait mieux que le record du monde humain, établi à 57 min 20 s par l’Ougandais Jacob Kiplimo.

Un narco irlandais arrêté à Dubaï

IRLANDE — “Wanted” par les autorités américaines, contre une récompense de 5 millions de dollars, et par la justice de son pays d’origine, l’Irlandais Daniel Kinahan a été cueilli le 17 avril non loin de sa résidence de Dubaï, aux Émirats arabes unis. Héritier du cartel de Kinahan, empire du crime organisé fondé par son père, Christopher “Christy” Kinahan, le natif de Dublin vivait en exil dans le Golfe depuis une dizaine d’années, dans une impunité totale. Avant qu’une enquête journalistique, qui a révélé en mars ses liens avec des trafiquants de pétrole iranien, “ne provoque un vif émoi aux Émirats au moment où l’Iran lançait chaque nuit des drones sur le pays”, explique **The Sunday Times**. Au point d’inciter les autorités à intervenir.

Accord opaque

RD CONGO — Un premier contingent de 15 migrants expulsés des États-Unis, pour la plupart originaires du Pérou et d’Équateur, est arrivé à Kinshasa dans la nuit du 16 au 17 avril. “Le dispositif d’accueil suscite des interrogations”, commente **Le Potentiel**, alors que les détails de l’accord entre les deux pays n’ont pas été révélés. Le président congolais, Félix Tshisekedi, chercherait des retombées financières et diplomatiques, notamment la consolidation du soutien de Washington face aux rebelles du M23.

Raviver la flamme de l’innovation ?

ÉTATS-UNIS — Tim Cook quittera la direction d’Apple au début de septembre, a annoncé le géant le 20 avril. Il sera remplacé par John Ternus, jusqu’ici

responsable des produits physiques, de l’iPhone au Mac. Cette passation n’était pas attendue si rapidement, et **The Wall Street Journal** se demande si John Ternus “saura raviver l’esprit d’innovation d’Apple, certains critiques estimant qu’il s’est affaibli sous Cook”. Le PDG, arrivé à la tête du groupe californien en 2011, et son équipe ont notamment manqué le tournant de l’IA générative.

71,4

MILLIARDS DE DOLLARS seront nécessaires pour reconstruire la bande de Gaza d’ici à 2036, selon une étude conjointe de la Banque mondiale, de l’ONU et de l’UE, publiée le 20 avril. La crise du logement “figure parmi les conséquences les plus graves de la guerre”, note **The Palestine Chronicle**. Plus de 371 000 habitations ont été endommagées ou détruites, laissant plus de 60 % de la population de l’enclave sans logement.

RUSSIE

En route vers la récession ?

Vladimir Poutine a reconnu, le 15 avril, que l’économie russe avait ralenti plus fortement que prévu.

— Courrier international



À la une de son édition du 17 avril, **Izvestia**, quotidien pourtant proche du pouvoir, a osé publier une caricature sur laquelle on voit la courbe de la croissance économique (en bleu) s’effondrer,

bien loin de celle des prévisions (en rouge). La présidente de la Banque centrale, Elvira Nabioullina, le ministre du Développement économique, Maxime Rechetnikov, et le ministre des Finances, Anton Silouanov, assistent, impassibles, à la présentation.

“Poutine tire la sonnette d’alarme”, alertait pour sa part **Ura.ru**, média régional pro-Kremlin, se faisant l’écho d’une réunion sur les questions économiques, le 15 avril. Pour la première fois, constatait **Kommersant**, point de “triumphalisme”. Vladimir Poutine a reconnu que “la dynamique économique est en berne depuis deux mois” et que les indicateurs restent “en dessous des attentes”.

Le PIB a reculé de 1,8 % en janvier et février, et les difficultés affectent déjà l’industrie, le secteur de la construction ainsi que les investissements. **Ura.ru** explique que le président russe s’inquiète de la “faible croissance économique depuis le début de l’année” et d’un “déficit budgétaire important” que “même la flambée des prix du pétrole”, dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, ne permet pas de combler. À l’instar des autres médias critiques du pouvoir, **Radio Svoboda** souligne que le ralentissement de la croissance est “plus fort que prévu”. Désormais, la probabilité d’une récession d’ici à 2027 est jugée “élevée”.

Le lendemain de la réunion au Kremlin, la présidente de la Banque centrale, Elvira Nabioullina, a même reconnu que l’économie russe rencontrait, “pour la première fois dans l’histoire moderne”, une pénurie de main-d’œuvre. Une pénurie, écrit **Radio Svoboda**, que les entreprises dénoncent depuis longtemps, sur fond de guerre, de mobilisation et de départs du pays.

— Aruzhan Yeraliyeva

✓ *Dessin de Haddad paru dans Al Hayat, Londres.*

FOOTBALL

La Coupe du monde que tout le monde va détester

Après le prix des billets, celui des navettes pour se rendre dans les stades américains a été révélé. Et il est “révoltant”, s’indigne ce journaliste britannique, qui dénonce la cupidité de la Fifa.

—The Guardian, extraits (Londres)

Comme tout journaliste ayant du nez pour les sujets qui sortent de l’ordinaire, ma curiosité a été piquée au vif cette semaine par l’annonce d’un ticket de bus à 95 dollars. Quels raffinement à bord pouvaient donc justifier un tarif de 70 livres sterling [81 euros] pour un trajet d’une demi-heure entre le sud de Boston et [le stade de] Foxborough? Un massage shiatsu personnalisé? Un espace piscine? Un menu gastronomique? Un concert éclair – mais poignant – de Céline Dion dans l’allée centrale? Bref, je sentais qu’il était de mon devoir de journaliste de percer ce mystère.

Hélas, en y regardant de plus près, le Boston Stadium Express mis en place pour la Coupe du monde de l’été à venir semble bien n’être qu’un bus on ne peut plus ordinaire, équipé de sièges on ne peut plus ordinaires. Votre ticket non remboursable (pas de réductions pour les enfants) vous donne juste le droit d’être déposé à un quart d’heure à pied du stade, pour être récupéré au même endroit en sortant du match. Autant dire qu’il n’y a rien de bien sorcier dans le raisonnement du comité organisateur de Boston: s’il vous soulage de 70 livres sterling, c’est parce qu’il en a le pouvoir, parce que le Mondial est un événement qui n’a lieu qu’une fois, et parce que, si vous refusez de mettre la main à la poche, un autre gogo que vous le fera.

De toute manière, si vous avez en votre possession le précieux sésame pour assister à Écosse-Maroc ou à Angleterre-Ghana, ce sera à peu près le seul moyen de vous y rendre. La place de stationnement y coûtera en effet 129 livres sterling

[148 euros], et même 199 livres sterling [228 euros] pour les matchs des quarts de finale. La course en taxi sera sans doute encore plus douloureuse. Si vous avez un ami qui a une voiture, celui-ci ne sera pas autorisé à vous déposer. Mais peut-être que rien de tout cela n’a vraiment d’importance dans le contexte plus large de cette compétition déjà ternie, déjà navrante, incarnation grotesque du capitalisme prédateur et de ses abus autoritaires.

Tarif “carnassier”. Mais bon, parfois, dans la vie, ce sont les petits détails qui marquent. Jusqu’à présent, la couverture médiatique consacrée au prix des billets s’est surtout focalisée sur les cas les plus choquants: 516 livres sterling [591 euros] pour Angleterre-Croatie, 8333 livres sterling [9556 euros] pour la finale au stade d’East Rutherford [à New York], qui serait paraît-il le billet le plus onéreux de l’histoire du ballon

rond. Et, de fait, ces montants ont fait les gros titres: c’est le genre de sommes qui peuvent changer une vie, dignes de celles qu’on gagne dans les jeux télévisés, gonflées par un modèle tarifaire à géométrie variable, opaque et carnassier. Mais quelqu’un a-t-il seulement une idée de ce qu’est censé coûter un billet de finale de Coupe du monde de nos jours?

En revanche, tout le monde a une idée de ce que coûte un trajet en bus. Le ticket de bus, c’est le mètre étalon que tout le monde sait cerner, et c’est la raison pour laquelle le supplément impudemment infligé par la Fifa n’en est que plus révoltant. Car, ne vous y trompez pas, il s’agit bel et bien d’un supplément de la Fifa, incarnation d’un modèle financier qui voit l’instance dirigeante du football siphonner la quasi-totalité des bénéfices sonnants et rébuchants tout en faisant peser sur les villes organisatrices la quasi-totalité des coûts.

La Fifa fait ainsi main basse sur toutes les recettes de la billetterie, des droits de retransmission, du merchandising et des stands de nourriture. Elle empoche même celles des parkings. Pendant ce temps, le pays organisateur, lui, doit supporter l’ensemble des coûts d’infrastructure supplémentaires, des fan-zones [esplanades permettant au grand public de suivre les matchs sur grand écran] à la sécurisation des sites en passant par la protection policière des arbitres.

Il s’agit en substance d’un racket digne de la mafia, qui oblige les collectivités locales à déployer des trésors d’imagination pour récupérer leur (colossale) mise initiale. Et Boston n’est

pas un cas isolé. Si l’on en croit un article du *New York Times*, [la régie de transports en commun] New Jersey Transit prévoit de facturer [150] dollars [128 euros] la navette entre la gare de Pennsylvania Station et le MetLife Stadium [distants d’une trentaine de kilomètres], où l’Angleterre disputera son dernier match de poule. À quoi s’ajoute le marché de la revente, où les billets sont parfois copieusement majorés, la Fifa prélevant 15 % de commission (excusez du peu) à chaque étape.

Le résultat, c’est un Mondial unique en son genre dans l’histoire moderne: un tournoi qui ne fait pas mystère de son mépris pour le public payant ni de son objectif de tirer pleinement profit de son monopole, ni de son

intention d’en faire l’événement le plus fade et le plus ruineux possible pour le spectateur. En témoignent également, au passage, les interdictions de voyager imposées [aux ressortissants de] quatre des pays en lice (la Côte d’Ivoire, Haïti, l’Iran et le Sénégal), les formalités d’entrée sur le territoire quasi réhilitaires, la menace permanente de descentes de l’ICE [police de l’immigration] dans les villes organisatrices.

Si la Coupe du monde de 2018, en Russie, et celle de 2022, au Qatar, étaient en fin de compte des opérations tape-à-l’œil de “sportwashing” [procédé consistant à améliorer son image grâce au sport], des numéros de propagande bien huilés, celle de 2026 en Amérique sera celle qui vous méprise, toute honte bue, brandissant fièrement le noir étendard du capitalisme tardif dont elle est le symbole.

Si l’indignation atteint de telles proportions, c’est peut-être aussi en raison du statut culturel unique en son genre de la Coupe du monde: un événement censé

Le tournoi ne fait pas mystère de son mépris pour le public payant, ni de son objectif de tirer profit de son monopole.

nous appartenir, à toutes et à tous. En réalité, le véritable héritage de ce Mondial – dont les répercussions s’étendent bien au-delà du football – sera peut-être d’avoir révélé au grand jour le dédain des puissants pour le bas peuple. Toutes ces années, des milliers de supporters se sont bercés de l’illusion selon laquelle les investissements et la croissance présentaient l’avantage suivant: le sport permettait de récolter les fruits du capitalisme débridé tout en conservant sa substantifique moelle, une forme de passion.

Or voilà où nous en sommes rendus aujourd’hui: une Coupe du monde élargie à 48 équipes, qui va durer plus longtemps que bien des guerres, qui va essorer la plupart des grands joueurs, sous les yeux de supporters eux-mêmes plumés jusqu’au dernier centime, transbahutés dans des bus à 70 livres sterling le siège, qui subiront en prime l’humiliation de faire le pied de grue pendant des heures et de dévoiler l’historique de leurs réseaux sociaux aux douanes américaines.

Ou peut-être, a contrario, devrions-nous en concevoir une forme de gratitude. Car, en faisant la preuve de leur cupidité sans vergogne et de leur mépris manifeste, ces braves gens de la Fifa tombent au moins le masque et nous révèlent, à toutes et à tous, le fond de leur pensée.

—Jonathan Liew, publié le 16 avril, traduit par Jean-Baptiste Bor



VHILS

INVITÉ SPÉCIAL

de *Courrier international*



Le 7 mai, *Courrier international* invite **Vhils**, figure majeure de l'art urbain, à investir les pages du magazine et son site.

Un numéro spécial avec **quatre couvertures** en relief conçues par l'artiste.

Et un dossier consacré à **la place de la culture** dans les dynamiques des villes, de Lisbonne à Chengdu, de San Francisco à Johannesburg.

SOIRÉE DE LANCEMENT

LE 7 MAI 2026

À PARTIR 19H30, À L'AUDITORIUM DU GROUPE LE MONDE (PARIS XIII^e)
VENEZ RENCONTRER L'ARTISTE ET LA RÉDACTION.

Au programme : une rencontre entre Vhils et l'architecte et urbaniste Patrick Bouchain autour de la culture et des villes. Débat suivi d'un cocktail.



d'un continent à l'autre.

amériques



Moyen-Orient...	13
Europe	16
Afrique	20
Asie	22
France	26

États-Unis.

Trump est-il devenu fou ?

Le comportement changeant et les propos outranciers du président américain ces derniers jours sont venus relancer un débat qui l'accompagne depuis son entrée en politique il y a dix ans : cet homme est-il fou à lier ou fait-il semblant de l'être ?

—The New York Times, extraits (New York)

Toute une série de déclarations échevelées et confinant parfois à la grossièreté, couronnée par ses menaces contre l'Iran (*"une civilisation entière va mourir ce soir"*) et sa diatribe contre le pape (*"LAXISTE en matière de criminalité et catastrophique en politique étrangère"*) ont donné à beaucoup l'impression d'être face à un autocrate fou, ivre de son pouvoir.

Ce que conteste la Maison-Blanche, où l'on assure que Trump est en totale maîtrise de lui-même et ne laisse aucun répit à ses adversaires. Mais les propos éruptifs du président interrogent en cette période où les États-Unis sont en guerre. Si le pays a déjà eu des présidents dont les capacités ont été mises en doute, tout récemment encore avec Joe Biden, jamais dans l'histoire moderne la santé mentale du chef de l'État n'avait été discutée aussi largement ni avec tant de détails médicaux et juridiques.

Du côté des démocrates, qui depuis longtemps questionnent tout haut les capacités mentales de Trump, les appels se multiplient pour que soit invoqué le 25^e amendement [de la Constitution], qui permet de destituer un président inapte à exercer ses fonctions.

Mais cette inquiétude n'agite pas seulement la gauche, les *late night shows* ou les psychiatres. Des généraux à la retraite, des diplomates, des représentants étrangers s'en font également l'écho. Et plus étonnant encore, on l'entend même au sein de la droite américaine, de la part d'anciens alliés du président.

"Cinglé génocidaire". Ainsi de l'ancienne députée républicaine Marjorie Taylor Greene, qui a appelé à recourir au 25^e amendement, car, selon elle, menacer de détruire la civilisation iranienne ne relève *"pas de la rhétorique musclée, mais de la démence"*. De son côté, la podcasteuse d'extrême droite Candace Owens a qualifié Trump de *"cinglé génocidaire"*.

L'équilibre mental de Donald Trump est un sujet y compris pour d'anciens proches collaborateurs ayant basculé du côté de ses détracteurs. Le président est *"un homme qui est manifestement fou"* et sa dernière salve de publications belliqueuses sur son réseau Truth Social *"souligne l'ampleur de sa folie"*, estime ainsi Ty Cobb, qui fut conseiller juridique de la Maison-Blanche sous le premier mandat de Trump. *"Clairement, il ne va pas bien"*, a écrit la semaine dernière Stephanie Grisham, une ancienne porte-parole du président.

Ces critiques et soupçons n'ont pas gagné le Congrès, où les parlementaires républicains continuent d'afficher leur loyauté, ni le cabinet présidentiel, dont l'approbation serait nécessaire pour invoquer le 25^e amendement. Mais elles témoignent d'un malaise grandissant chez les Américains, qui, comme l'ont montré de récents sondages, s'interrogent de plus en plus sur les capacités de Trump – qui fêtera bientôt son 80^e anniversaire.



Les démocrates, eux, ne mâchent pas leurs mots : Trump est *"une personne extrêmement malade"*, estime le sénateur de New York Chuck Schumer ; un individu *"déséquilibré"* et *"déchaîné"*, dit le député de New York Hakeem Jeffries ; un homme qui *"a un pète au casque"*, pour Ted Lieu, député de Californie.

Jamie Raskin, député du Maryland, a écrit au médecin de la Maison-Blanche pour demander une évaluation du chef de l'État, évoquant dans sa lettre *"des symptômes de démence et de déclin cognitif"* et des crises *"de plus en plus incohérentes et explosives, marquées par la grossièreté et les menaces"*.

Les défenseurs du président n'ont pas manqué de riposter :

"Menacer de détruire la civilisation iranienne relève de la démence."

Marjorie Taylor Greene,
ANCIENNE DÉPUTÉE
RÉPUBLICAINE

ce que ses critiques appellent de la psychose, eux appellent ça de la stratégie. *"Trump sait exactement ce qu'il fait"*, écrit Liz Peek, commentatrice pour Fox News. *Et il va continuer à exercer ces pressions militaires et diplomatiques maximalistes pour débarrasser le Moyen-Orient de l'Iran et de cinquante ans de terreur."*

"Génie très stable". Trump s'était décrit lors de son premier mandat comme *"un génie très stable"*, et il se vante régulièrement de réussir des examens cognitifs conçus pour détecter la démence. Interrogé sur cette question la semaine dernière par un journaliste, il a balayé les critiques concernant sa santé mentale. *"Je ne suis pas au courant, a-t-il déclaré. Mais si c'est le cas, il va falloir qu'on ait plus de gens comme moi, vu que jusqu'à ce que j'arrive, notre pays se faisait arnaquer pour ses échanges commerciaux et pour tout, depuis des années."*

Contacté sur le sujet, Davis Ingle, un porte-parole de la Maison-Blanche, nous a répondu

↓ Dessin de Danziger paru dans
The Rutland Herald, États-Unis.



par e-mail : “La vivacité d’esprit du président Trump, son énergie sans pareille et sa facilité d’accès tranchent totalement avec ce que nous avons vu les quatre années précédentes.”

La stabilité mentale de Trump est une question récurrente depuis sa première candidature présidentielle en 2016. Les psychiatres sont nombreux à avoir émis un avis. John F. Kelly, qui fut chef de cabinet à la Maison-Blanche pendant son premier mandat, avait même acheté un ouvrage signé par 27 de ces spécialistes, paru sous le titre *The Dangerous Case of Donald Trump* [“Le Cas dangereux de Donald Trump”, non traduit en français] afin de comprendre son patron :

il était arrivé à la conclusion qu’il souffrait de troubles mentaux.

Ce n’est pas la première fois que la santé mentale d’un président est mise en doute : John Adams, Andrew Jackson et les deux Roosevelt [Theodore, puis Franklin] ont été régulièrement taxés de folie par leurs adversaires politiques. Abraham Lincoln souffrait de dépression. Woodrow Wilson n’a plus jamais été le même après son AVC. Lyndon Johnson alternait entre phases maniaques et accès de mélancolie. À la fin de sa présidence, Ronald Reagan semblait décliner [il a ensuite déclaré un alzheimer].

Certains admirateurs de Trump se plaisent à le comparer au président républicain Richard

Nixon, qui avait fait sienne la “théorie du fou” : lors de négociations de paix au Vietnam, son conseiller à la sécurité nationale, Henry Kissinger, avait pour consigne de dire à ses interlocuteurs que le président était instable et imprévisible, pour obtenir davantage d’eux dans les pourparlers. Mais de l’avis de certains conseillers de Nixon, il ne faisait pas que jouer au fou.

Trump lui aussi tente parfois de mettre à profit sa réputation d’instabilité mentale. “Faites-leur croire que je suis fou”, avait-il dit à Nikki Haley, alors ambassadrice américaine aux Nations unies, lors de son premier mandat, en parlant des Nord-Coréens. Mais cette fois, quand il a menacé de détruire la civilisation iranienne, il ne faisait pas semblant : “J’étais prêt à le faire”, a-t-il assuré au *New York Post*.

Guerre imaginaire. Si l’opinion se préoccupe autant de l’état mental d’un président, c’est que l’époque a bien changé depuis Nixon. Contrairement aux années 1970, aujourd’hui “il se passe beaucoup de choses au vu et au su de tous”, en particulier sur les réseaux sociaux et sur les chaînes de télévision du câble, fait remarquer Julian E. Zelizer, historien à Princeton. “Et ce président qui, par nature, n’a que mépris pour les garde-fous ou le décorum, plus encore que Nixon, se sent d’autant plus autorisé à laisser libre cours à sa colère et à son impulsivité.”

Depuis le début de son deuxième mandat, Trump semble encore plus incohérent et moins mesuré. Il recourt davantage à l’injure, parle plus longuement et assène régulièrement des propos qui tiennent plus de son imagination que de la réalité. Il n’arrête pas de dire que son père est né en Allemagne, alors qu’il a vu le jour dans le Bronx. Il part dans des digressions pour le moins curieuses. Il confond le Groenland avec l’Islande, et s’est carrément vanté

“Trump sait exactement ce qu’il fait pour débarrasser le Moyen-Orient de l’Iran.”

Liz Peek, COMMENTATRICE
POUR FOX NEWS

d’avoir mis fin à une guerre entre le Cambodge et l’Azerbaïdjan – que 6 500 kilomètres séparent.

Avant même de se lâcher contre le pape Léon XIV, puis de poster une image de lui-même en Jésus (qu’il a ensuite effacée), Donald Trump avait déjà choqué par ses explosions de rage contre ses contradicteurs. Ceux qui le contrarient sont accusés de sédition, un crime passible de la peine capitale. Quand l’ancien directeur du FBI et procureur spécial Robert Mueller [qui avait enquêté sur les ingérences russes lors de l’élection présidentielle américaine de 2016] est décédé, Trump a écrit : “Bien, je suis content qu’il soit mort.”

Ces derniers jours, le locataire de la Maison-Blanche a déclaré que “le président du nouveau régime iranien” était “bien moins radicalisé et bien plus intelligent que ses

prédécesseurs.” À cela près que l’Iran n’a pas changé de président. Peut-être faisait-il référence au nouveau guide suprême, l’ayatollah Mojtaba Khamenei – sauf qu’il est jugé plus intransigeant encore que son père, Ali Khamenei, tué au tout début de la guerre.

La grande différence avec son premier mandat, c’est qu’il n’y a pas grand monde dans son proche entourage, comme John F. Kelly naguère, pour estimer qu’il en va de sa responsabilité de contenir Trump. “Quand il agit comme ça, tout le monde autour de lui regarde ailleurs sans rien dire, souligne Julian Zelizer. Ils n’essaient apparemment même pas de manœuvrer un peu en douce pour l’arrêter, comme c’était le cas pendant son premier mandat.”

Peut-être parce qu’il a de la marge auprès de sa base électorale. “C’est un style qui plaît à toute une frange de l’électorat, en particulier chez les républicains, en cette époque de grande polarisation politique, relève Zelizer. Qu’y a-t-il de plus antisystème que quelqu’un qui ne respecte rien?”

—Peter Baker,
publié le 13 avril,
traduit par Julie Marcot

Un adepte de la “théorie du fou” de Nixon

●●● “Donald Trump n’a jamais caché son admiration pour Richard Nixon, qu’importent le scandale du Watergate et sa démission dans le déshonneur”, rappelle **The Guardian**. Le milliardaire et l’ancien président républicain ont même entamé une correspondance dans les années 1980, et, selon le quotidien britannique, Trump lui a en quelque sorte rendu hommage en mettant en pratique sa “théorie du fou” avec ses récentes menaces contre l’Iran. Pourtant, “les preuves que Nixon ait trouvé un instrument diplomatique efficace en simulant la folie sont au mieux lacunaires”, surtout dans la guerre du Vietnam, où son jusqu’au-boutisme apparent n’a pas fait plier les Nord-Vietnamiens. Ce stratagème “n’a presque rien permis d’obtenir”, renchérit le **Financial Times**, alors que Nixon le pratiquait mieux que Trump. Notamment, il ne proférait pas ses menaces publiquement. Ainsi, “s’il décidait de ne pas les mettre à exécution, il ne risquait pas de perdre la face devant le monde entier”.

La Fabrique de l'information.

le vendredi 14H–15H
François Saltiel

Le Magazine des grands
récits médiatiques



Retrouvez chaque
semaine la chronique
des journalistes de

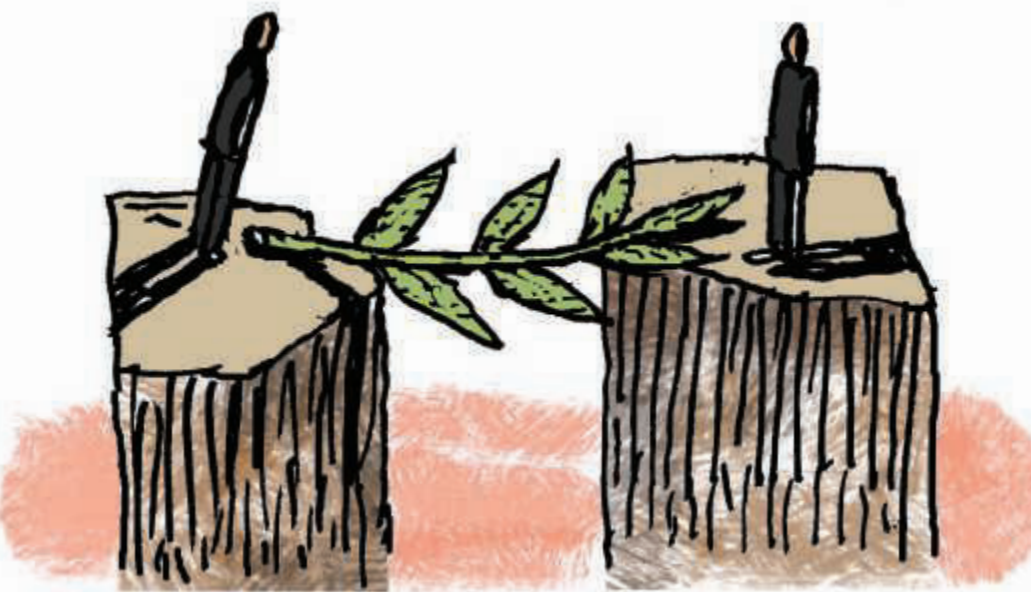
Courrier
international



MEXIQUE

La triple révolution de Sheinbaum

En se rendant au forum des progressistes, à Barcelone, le 18 avril, la présidente mexicaine met fin à sept ans de brouille avec l'Espagne, place son pays sur le devant de la scène internationale et envoie un message de fermeté à Trump.



— **El País América** (Mexico)

Parmi l'héritage laissé par l'ancien président Andrés Manuel López Obrador à sa successeur, la relation troublée avec l'Espagne était un legs trop lourd à porter. Claudia Sheinbaum a décidé de s'en délester. L'Espagne est un pays avec lequel le Mexique partage des liens forts, aussi bien historiques qu'actuels. Et la présidente mexicaine s'est faite plus conciliante à mesure que l'ancienne métropole a renoncé à son refus obstiné de reconnaître ses excès dans la conquête de l'Amérique, problème à l'origine des tensions. [Le 16 mars, Felipe VI a reconnu pour la première fois des torts aux conquistadors espagnols dans leur colonisation de l'Amérique.]

Résultat, les deux pays n'ont jamais été aussi proches depuis sept ans. Sheinbaum a reconnu les efforts consentis par les autorités espagnoles et a accepté elle aussi de faire un geste : c'en est fini des demandes adressées à la monarchie pour qu'elle assume ses responsabilités dans cette période de l'histoire. La stratégie [mexicaine] relève plutôt de la pédagogie. "Il est important que nous continuions à envoyer

beaucoup d'expositions, que des anthropologues [mexicains] aillent en Espagne raconter ce qu'ont été les grandes civilisations [précolombiennes], que nous expliquions comment nous avons vécu l'arrivée des Espagnols", a-t-elle fait valoir le 13 avril. La culture a rétabli les liens rompus, et c'est encore la culture qui permettra de renforcer la compréhension mutuelle.

Visite historique. Il a fallu de nombreuses années et une multitude de gestes pour aboutir à la situation actuelle, d'autant plus importante que les deux gouvernements sont proches sur tous les autres dossiers. Dans un contexte où le président américain a pris la tête du bloc réactionnaire dans le monde, les deux pays ont dû mettre de côté leurs divergences [sur la question coloniale] pour nouer une alliance progressiste qui puisse faire front contre le trumpisme.

Samedi [18 avril], huit ans après la dernière visite d'un président mexicain en Espagne, Sheinbaum atterrira à Barcelone pour concrétiser cette alliance lors d'un forum de leaders mondiaux auquel elle a été invitée, précisément, par le chef [du gouvernement] espagnol, Pedro Sánchez.

Il s'agit d'une visite express au cours de laquelle sont prévus des panels d'experts sur les migrations, les inégalités et la démocratie, entre autres, ainsi que des discussions sur l'alternative progressiste pour un nouvel ordre mondial. Indépendamment du programme, la simple photo des deux dirigeants ensemble donne un nouvel élan à une gauche qui jusqu'à présent subissait passivement le bellicisme interventionniste de Trump.

Sheinbaum et Sánchez sont respectés et leur présence, outre celle d'autres représentants de

la gauche américaine, comme le Brésilien Lula da Silva ou le Colombien Gustavo Petro, envoie un message d'unité et de force.

Ce n'était pas facile pour Sheinbaum de s'arracher à l'héritage de López Obrador. En réinterprétant la conquête [par les Espagnols], le Mexique devait aussi faire son mea culpa sur son traitement des communautés amérindiennes. Mais la succession des événements (notamment les agressions américaines au Venezuela et en Iran) a incité le Mexique à rechercher des alliés idéologiques et économiques autres que son principal partenaire commercial, les États-Unis, avec qui les relations sont particulièrement tendues.

"Sheinbaum essaie de gommer certaines aspérités de son gouvernement, héritées du sexennat précédent, afin que le Mexique ait un positionnement fort en Amérique latine et joue un rôle de charnière entre l'Amérique latine et l'Europe", note Claudia Márquez, spécialiste des relations internationales à l'Unam [Université nationale autonome du Mexique].

Le lien avec le gouvernement espagnol est essentiel à cet égard, et il fonctionne dans les deux sens. "L'Espagne a toujours considéré le Mexique comme un pays stratégique. Le Mexique est le pays le plus internationalisé et le plus ouvert d'Amérique latine", a déclaré en décembre [2025] la conseillère économique de l'ambassade d'Espagne au Mexique. Pour l'Espagne, a-t-elle précisé, le Mexique est la "plateforme" clé pour "se développer sur d'autres marchés". L'aspect économique vient s'ajouter à un contexte idéologique qui invite à bien s'entendre

avec ceux qui partagent les grands principes de politique étrangère, comme le pacifisme, affiché tant par Sheinbaum que par Sánchez dans leurs pays respectifs.

La présidente du Mexique doit profiter aussi des affinités idéologiques entre les différents gouvernements latino-américains, sachant que des élections vont se tenir au Brésil et en Colombie cette année, deux scrutins encore très incertains. Ce sera aussi le tour de l'Espagne l'année prochaine, et une éventuelle victoire de la droite ne ferait qu'agrandir le fossé entre les deux pays en ce qui concerne l'interprétation de la conquête espagnole. Le contexte actuel est le plus favorable, et les deux dirigeants sont conscients d'avoir là la meilleure occasion – et

"Sheinbaum essaie de s'assurer des alliés face à un acteur, les États-Unis, qui multiplie les coups."

Claudia Márquez, EXPERTE EN RELATIONS INTERNATIONALES

peut-être la seule – de promouvoir leurs ordres du jour, qui sur l'essentiel sont les mêmes.

De plus en plus, Sheinbaum donne de la voix en politique étrangère et prend ses distances par rapport à son prédécesseur. "Elle va participer plus activement [aux relations internationales] et essayer de s'assurer des alliés face à un acteur, les États-Unis, qui multiplie les coups au-dessous de la ceinture, poursuit Claudia Márquez. La présidente cherche un équilibre."

Sheinbaum se tient dans cet équilibre fragile lors de chacune de ses déclarations, pratiquant le funambulisme pour défendre avec fermeté ses positions sans que son homologue américain y voie une attaque directe. Les deux pays sont sur le point de réviser le TMEC [traité Mexique-États-Unis-Canada, successeur de l'Aléna], traité qui régle le commerce en Amérique du Nord, et la fluidité des négociations sera essentielle pour obtenir un résultat satisfaisant pour tous.

Sheinbaum a fait un pas en avant et table d'ores déjà sur le renforcement des liens entre l'Amérique latine et l'Europe.

— **Elena San José,**
publié le 14 avril,

traduit par Olivier Ragasol

Un "meeting anti-Trump"

●●● Le 18 avril, la quatrième "rencontre pour la défense de la démocratie" a rassemblé à Barcelone une dizaine de chefs d'État européens, américains et africains pour ce que **Politico Europe** a appelé un "meeting anti-Trump". "Engagés en faveur d'un ordre mondial fondé sur la paix et le multilatéralisme", ils ont jeté "les bases d'une nouvelle alliance mondiale contre la vague réactionnaire", estime **El Diario**. Dans un communiqué conjoint, Claudia Sheinbaum, Pedro Sánchez et Lula se sont engagés à fournir davantage d'aide à Cuba pour soulager la "crise humanitaire" sur l'île. Et ils ont demandé que soit évitée "toute action susceptible d'aggraver les conditions de vie de la population ou contraire au droit international", rapporte le journal mexicain **La Jornada**. Une référence voilée à une possible intervention des États-Unis contre le régime castriste.

Liban. Une joie douloureuse



FOCUS

À la faveur de la trêve, des milliers de Libanais découvrent leurs villages détruits. D'autres, occupés par Israël, restent interdits d'accès.

—The Guardian, extraits (Londres)

A 5 heures du matin, Mohammed Achour roulait à pleine vitesse vers sa ville natale de Chaqra [dans le sud du Liban]. L'armée libanaise, Tsahal [l'armée israélienne] et le Hezbollah avaient tous avisé les habitants du sud du Liban de ne pas retourner chez eux, en raison du danger persistant malgré le cessez-le-feu. Mais cet homme âgé de 60 ans était déplacé depuis quarante-quatre longs jours et refusait d'attendre une seule heure de plus pour revoir sa maison.

"Ils m'ont dit que ma maison avait été détruite. Mais je voulais venir la voir de mes propres yeux", explique l'homme. Il a laissé sa famille à Beyrouth, soucieux de leur épargner les ravages qui les attendent dans leur village.

Ponts effondrés. Mohammed Achour fait partie des milliers de Libanais qui se sont empressés de retourner dans leur village ce vendredi [17 avril], dans les heures qui ont suivi l'annonce du fragile cessez-le-feu de dix jours entre Israël et le Liban. Les habitants sont retournés dans le sud du pays malgré les routes jonchées de débris et les ponts effondrés. "C'est notre pays. Que la trêve soit courte ou longue, même si elle ne dure qu'une heure, nous reviendrons", affirme le sexagénaire avant de prendre la route pour Chaqra.

Entassées dans des voitures surmontées de matelas, des familles ont ainsi pris l'autoroute, accueillies par des foules brandissant des drapeaux du Liban et du Hezbollah pour célébrer le retour des habitants. Certains formaient un V

avec leurs doigts, en signe de victoire. Mais cette atmosphère festive a tourné court lorsque les résidents ont finalement atteint leur village.

Hassan Najdi, ingénieur électricien de 28 ans, est de retour dans sa maison de Srifa, lourdement endommagée. Debout devant les ruines, il observe les décombres qui jonchent son jardin. Son regard se lève vers le toit de la maison

voisine; la sienne a été carbonisée par les flammes. "Tout a beaucoup changé. L'aspect du lieu est complètement différent. Quand on entre dans le village, on ne reconnaît même plus la Srifa d'avant", se désole le jeune homme tout en s'employant à dégager l'entrée de sa maison.

Srifa a payé un lourd tribut au cours de ces quarante-quatre jours de guerre. Quelques heures avant l'annonce du cessez-le-feu, les

forces aériennes israéliennes y ont mené une dizaine de frappes. Les trois quarts des maisons dans le quartier de Hassan Najdi ont été détruites. Plus de 2100 personnes ont été tuées par Israël [dont plus de 1700 combattants du Hezbollah, selon Tsahal] aux cours des six semaines de guerre au Liban, et Srifa n'a pas été épargnée.

L'oncle de Hassan, Wadih Najdi, est chirurgien. Il a passé toute la période de la guerre à travailler à l'hôpital public de Tebnine. La clinique qu'il possède avec sa femme a été endommagée. Les fenêtres ont toutes été soufflées et leur matériel médical couvert de débris. Pourtant, il était soulagé de rentrer chez lui. "Rentrer chez moi est une joie mais aussi une souffrance. Je suis triste que tant de jeunes soient morts, des amis et des compagnons de route, et je me déssole de voir les routes et les villages démolis, surtout à Srifa, où les dégâts sont énormes, déplore-t-il. Mais, si Dieu le veut, tous ces dommages matériels pourront être réparés."

Pause éphémère. Le retour des Libanais dans leurs villes et villages fut un moment doux-amer, non seulement à cause des maisons détruites, mais surtout parce que les habitants redoutent de ne pas pouvoir y rester. Le cessez-le-feu de dix jours a été assorti de mises en garde de la part d'Israël comme du Hezbollah : à la moindre violation de la trêve, les hostilités reprendront.

La guerre, déclenchée le 2 mars après que le Hezbollah a tiré des roquettes sur Israël en représailles à l'élimination du guide suprême iranien, a entraîné l'invasion terrestre du Liban ainsi qu'une campagne de bombardement de

↑ Samira Nazal récupère quelques affaires, dont un portrait de sa mère, dans les ruines de sa maison et de sa petite épicerie, à Srifa, dans le sud du Liban, le 17 avril.

Photo David Guttenfelder / The New York Times

l'armée israélienne. Pour l'instant, le conflit est gelé, mais la situation est provisoire. Dans le sud du Liban, les civils savent bien que ce cessez-le-feu est provisoire, et ils ne croient pas en une paix durable. Ils ont néanmoins choisi de profiter de cette pause dans le conflit, si éphémère soit-elle, pour rentrer chez eux.

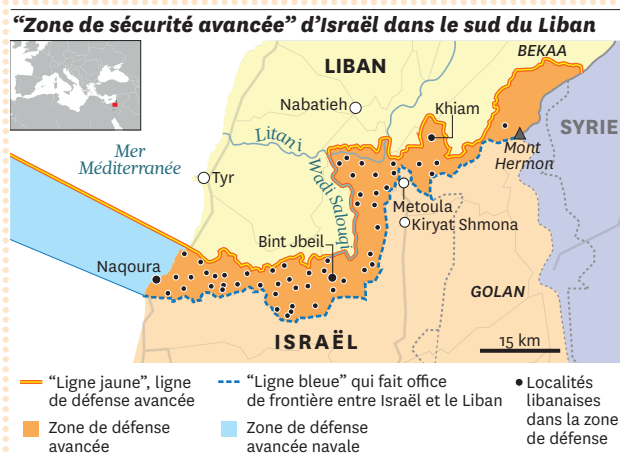
"Nous avons décidé de rentrer pendant ces dix jours, même si nous ignorons si les Israéliens vont tenir leurs promesses", explique Hassan Najdi. D'autres habitants n'ont pas eu cette chance. Les soldats israéliens restent en position dans les villages frontaliers, et les Libanais qui ont essayé de s'approcher ont été accueillis par des tirs de sommation.

Depuis un mois qu'elle occupe le pays, l'armée israélienne a réduit à néant des villages entiers le long de la frontière à coups de bulldozers et de bombardements. Hassan Najdi et son oncle sont conscients de la chance qu'ils ont : ils ont pu revoir leurs villages même si les dégâts sont importants, même s'ils ne pourront sans doute pas rester. "Dans le Sud, nous avons l'habitude de dire : si nous n'avons plus de maison, nous pouvons toujours vivre dans des tentes", dit Najdi.

—Abbas Abdelkarim et William Christou, publié le 19 avril, traduit par Anna Kerautret et Mélanie Liffschitz



Israël impose une "ligne jaune"



●●● Israël a publié le 19 avril une carte montrant une "zone de défense avancée" dans le sud du Liban. S'étendant le long de la "ligne bleue", qui fait office de frontière entre les deux pays, jusqu'à 10 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais, cette zone est délimitée au nord par une "ligne jaune" – comme celle qui sépare la bande de Gaza en deux –, que le Hezbollah entend "briser". Vidée de ses habitants, cette bande frontalière, où l'armée israélienne entend opérer librement, est le théâtre de démolitions à grande échelle. "La Nakba du Liban-Sud", titrait le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour** le 21 avril. Deux jours plus tard, les ambassadeurs libanais et israélien aux États-Unis devaient à nouveau se rencontrer à Washington pour parler de la trêve – extrêmement fragile –, qui pourrait être prolongée.



Vivre sous le joug numérique en Iran

Depuis la fin de février, le pouvoir a bloqué l'accès à Internet à la plupart des Iraniens. Non seulement ils sont coupés du monde, mais leur activité professionnelle est également perturbée.

— **Financial Times**,
extraits (Londres)

Quand les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran en assassinant le guide suprême Ali Khamenei et en appelant le peuple iranien à se soulever contre le régime, la République islamique s'est empressée de maintenir son emprise par le blocage d'Internet et la restriction des communications avec le reste du monde.

Quelque quarante-cinq jours plus tard, des millions d'Iraniens sont toujours coupés de tout service en ligne, ce qui en fait d'après, l'ONG NetBlocks la plus longue coupure nationale de l'accès à Internet qui ait été enregistrée.

Il en découle pour les 90 millions d'habitants des conséquences de grande ampleur, qui viennent s'ajouter à la violence du choc économique provoqué par une guerre ayant entraîné le bombardement des infrastructures, des usines et des institutions publiques.

Ahmad, gérant d'une petite librairie en ligne à Téhéran, communiquait avec sa clientèle sur WhatsApp et Telegram : il témoigne de la situation "catastrophique" que la guerre et le blocage d'Internet créent pour son commerce, puisqu'il a dû licencier trois personnes qu'il employait pour des tâches administratives et le conditionnement des colis. Alors qu'il vendait en moyenne 10 livres par jour, ce chiffre est tombé à deux ou trois par semaine. "Nous faisons tout nous-même, du début à la fin, ajoute Ahmad. Et encore faut-il qu'on arrive à vendre trois livres par semaine."

L'accès à Internet a toujours été soumis à de strictes restrictions, et nombre d'Iraniens utilisent des outils illégaux tels que des

VPN, ou même des connexions à Starlink, pour contourner la censure. Il n'empêche qu'après le blocage les connexions sont tombées à 1 % de l'activité habituelle, selon NetBlocks. Cette coupure a été imposée quelques semaines seulement après une interruption de vingt jours en janvier, durant une vague de manifestations contre le régime.

Les Iraniens se tournent vers le Réseau national d'information (RNI), une version parallèle et fermée d'Internet où il est possible d'accéder à quelques sites officiels de l'État, des applications bancaires, des services de taxi et des messageries locales telles que Bale ou Eitaa, qui fonctionnent sur des serveurs iraniens.

À l'annonce d'un fragile cessez-le-feu de deux semaines entre les

pour la vie privée, mais aussi parce que le RNI n'est pas en mesure de proposer aux entreprises les outils dont elles ont besoin. Les start-up comptent sur un "vaste éventail de prestations implantées à l'étranger et de logiciels de type serviciel dont le fonctionnement repose sur le cloud mondial, précise-t-il. La possibilité de se développer, d'assurer la maintenance et d'améliorer concrètement leurs produits est réduite à néant."

Des écoles ont transféré leurs cours sur le RNI pendant la guerre, mais la plateforme officielle d'apprentissage en ligne, appelée Shad, dit connaître des latences dues à l'afflux de millions d'élèves et d'étudiants qui submergent ses serveurs.

Prétexte sécuritaire. Des représentants de l'État iranien ont fait savoir que le blocage d'Internet avait été mis en place pour des raisons de sécurité. Certains pans de la population, notamment des responsables politiques, des fonctionnaires de l'État, des personnalités du monde des affaires ainsi que des médias, ont toutefois conservé un accès.

Les autorités n'ont pas indiqué dans quels délais elles rétabliraient pleinement l'accès à Internet. Fatemeh Mohajerani,

Plus de 1600 exécutions en 2025

●●● L'Iran a exécuté au moins 1639 personnes en 2025, un plus haut historique depuis 1989, selon un rapport publié le 13 avril par deux organisations de défense des droits humains, Ensemble contre la peine de mort (ECPM) et Iran Human Rights (IHR). Un nombre en hausse de 68 % par rapport à l'année précédente, lors de laquelle 975 exécutions avaient été recensées, s'alarment les deux ONG. Parmi les personnes

exécutées en 2025 figuraient 48 femmes. "Compte tenu de l'accès limité à l'information en Iran", précise le rapport, ces statistiques reflètent le nombre minimal d'exécutions. Le chiffre réel pourrait être bien plus élevé. Le régime a accru son recours à la peine capitale comme "outil de pression politique et de répression des manifestations", déplore le rapport, qui s'inquiète d'une nouvelle recrudescence des pendaisons dans le contexte actuel.

porte-parole du gouvernement, a déclaré début avril que ces restrictions n'étaient pas permanentes et qu'un "retour à la normale" interviendrait après la guerre.

Ces déclarations floues ne rassurent guère la population. Farnaz, créatrice de mode à Téhéran, qui commercialise en ligne sa marque de vêtements décontractés, ne fait pas exception. Elle prévoyait de relancer son entreprise après des semaines d'interruption dues à la coupure de janvier, mais la guerre a sabordé

ses projets. Avant, elle vendait une robe par jour, mais elle n'en a plus écoulé que trois en trois semaines. "Depuis le début de la guerre, il n'y a que deux ou trois personnes qu'on connaissait déjà, et non des clientes sur Internet, qui ont fait des achats", recense-t-elle.

Majid Khakpour dirige quant à lui l'association professionnelle de Téhéran regroupant les entreprises dont l'activité dépend d'Internet : il estime que ce type de sociétés emploie environ 10 millions de personnes

"Les entreprises qui dépendent d'Internet sont menacées dans leur globalité."

Majid Khakpour, DIRECTEUR
D'UNE ASSOCIATION
PROFESSIONNELLE

États-Unis et l'Iran à partir du 7 avril, Ahmad a contacté toute sa clientèle pour l'encourager à basculer vers les messageries locales afin de communiquer avec lui. "Mais ces plateformes iraniennes sont pleines de bugs. On ne peut pas ajouter facilement de photos et elles fonctionnent très mal", précise-t-il à propos de l'exaspération que suscitent la lenteur et les dysfonctionnements sur ces messageries, submergées par la demande depuis le blocage d'Internet.

Analyste de l'économie numérique vivant à Téhéran, Nima Namdari explique que de nombreux internautes refusent d'adopter les plateformes locales, craignant un manque de respect



↓ Dessin de Yorgos Konstantinou paru dans *Unbias the News*!, Berlin.

directement ou indirectement. “Ces entreprises sont aujourd’hui menacées dans leur globalité”, déclarait-il après le blocage d’Internet en janvier. Environ 85 % de la population iranienne utilise Internet, d’après des chiffres de la Banque mondiale datant de 2024.

Mahshid, qui enseigne l’anglais, témoigne que ses revenus sont tombés à zéro ou quasiment depuis que la guerre a perturbé ses cours en ligne et en présentiel. “La moitié de mes élèves ont cessé de venir aux leçons car c’était dangereux de faire le trajet sous les bombardements et l’autre moitié ne peut plus se connecter”, résume-t-elle.

Si la demande de VPN a flambé durant le dernier blocage, la hausse des prix fait qu’ils sont trop chers pour la majorité des Iraniens. Les autorités répriment par ailleurs ceux qui utilisent des terminaux Starlink, et poursuivent toute personne se servant d’Internet pour envoyer à l’étranger des photos et des vidéos prises en Iran. En quelques semaines, les forces de sécurité ont confisqué des centaines de dispositifs Starlink et arrêté des dizaines de personnes.

— **Bitta Ghafari**,
publié le 14 avril,
traduit par Leslie Talaga

Une catastrophe environnementale

En détruisant de nombreux navires et sites industriels, la guerre entre les États-Unis et la République islamique a provoqué une grave crise écologique dans la région, dont les effets dureront.

— **Arab Digest**,
extraits (Londres)

Il y a un peu plus d’un mois, un énorme panache de fumée noire s’élevait au-dessus de Téhéran après une attaque aérienne d’Israël contre les dépôts pétroliers de la capitale. Des fumées brûlantes se sont répandues à travers la ville, une pluie de suie a recouvert les bâtiments, les voitures, les gens. Le Croissant-Rouge a mis en garde la population contre les pluies acides et l’a incitée à ne pas sortir.

“Toute la ville est envahie par la fumée, a raconté un habitant au *Guardian*. J’ai du mal à respirer, les yeux et la gorge me brûlent, et beaucoup sont dans le même état que moi. Mais les gens doivent encore sortir, parce qu’ils n’ont pas le choix.”

Au-delà des coûts humains et économiques, le Moyen-Orient va connaître une grave crise écologique en raison du conflit entre les États-Unis et l’Iran. Entre les frappes aériennes sur les infrastructures pétrolières, les conséquences maritimes d’attaques contre les navires et les retombées potentielles de sites nucléaires, les effets vont se faire sentir pendant des années.

“Ce conflit a des conséquences graves et immédiates sur l’environnement”, a déclaré Inger Andersen, directrice générale du Programme des Nations unies pour l’environnement (Unep). L’offensive du 7 mars contre la capitale iranienne, dont la population avoisinait les 15 millions

d’habitants avant la guerre, et les attaques ultérieures contre les infrastructures énergétiques de la ville auront, avec le temps, de graves conséquences sur la santé de la population et des écosystèmes.

“Les épaisses fumées de pétrole enflammé, qui transportent des composés dangereux, sont maintenant directement inhalées par la population iranienne – y compris de jeunes enfants –, ce qui fait craindre des répercussions à long terme, tant pour la santé humaine que pour celle des écosystèmes”, affirme l’Unep dans un communiqué.

Les frappes sur les infrastructures pétrolières ne se limitent pas à l’Iran. Des gisements en Irak, au Koweït et dans d’autres pays du Golfe ont également été touchés. Ces attaques ont rejeté des produits chimiques toxiques dans l’air et vers les sols, où ils vont s’infiltrer jusque dans les nappes phréatiques.

Usine pétrochimique. Les cibles strictement militaires étant épuisées, les frappes américaines et israéliennes ont ensuite pris pour cible des sites industriels. Le 6 avril, des avions de chasse ont frappé le complexe pétrochimique d’Assalouyeh [sur les bords du golfe Arabo-Persique]. Les deux plus grandes usines sidérurgiques d’Iran sont hors service après les multiples frappes aériennes des dernières semaines. Téhéran a riposté en attaquant un certain nombre de sites industriels autour du Golfe, notamment une usine de désalinisation indispensable au Koweït.

Toutes ces attaques devraient avoir d’importantes répercussions pour l’environnement. À elles toutes, elles pourraient représenter une catastrophe pour l’air, l’eau et les sols de la région, pour de nombreuses années.

Les risques pour l’environnement concernent aussi l’eau. Les attaques contre les bateaux, en particulier les pétroliers, risquent de répandre du pétrole et du gaz dans l’océan et de causer des dommages irréversibles aux récifs coralliens et autres spécimens de la vie marine dans les eaux peu profondes du Golfe.

À la fin de mars, au moins 18 navires commerciaux avaient été pris pour cible, selon un décompte de Reuters. D’autres bateaux ont été attaqués depuis.

Outre les navires commerciaux, les États-Unis et Israël ont infligé de lourdes pertes à la marine iranienne. Selon le Centcom [United States Central Command, le Commandement central des États-Unis], 60 bateaux iraniens ont été coulés dans les douze premiers

Les frappes sur les infrastructures pétrolières ont rejeté des produits toxiques dans l’air et les sols.

jours de la guerre. Comme leurs équivalents civils, ils perdent du pétrole dans l’eau, ainsi que des produits chimiques et autres substances toxiques.

En utilisant des images satellite, le militant et chercheur Wim Zwijnenburg a repéré une nappe de pétrole de 25 kilomètres de longueur près du port de Bandar Abbas, causée par la destruction du porte-drones iranien *Shahid Bagheri*. Le pétrole qui fuit représente “une menace pour l’environnement côtier et marin de la réserve de biosphère de Hara et des zones humides du détroit de Khuran”, affirme-t-il.

Les États-Unis et Israël ont aussi frappé des cibles de façon répétée près de la centrale nucléaire du Bouchehr, sur la côte sud de l’Iran. Construite en collaboration avec les Russes, cette infrastructure produit de l’électricité depuis 2011 et contient de grandes quantités de combustible nucléaire sur le site.

Heureusement, jusqu’à présent, la centrale n’a pas été touchée. Mais la frappe la plus proche a atterri à 75 mètres du périmètre de l’usine, d’après l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA). Le directeur de l’AIEA, Rafael Grossi, assurait [avant le

cessez-le-feu] que “la poursuite d’activités militaires” à proximité [de la centrale] “pourrait provoquer un accident radiologique grave”. “De telles attaques constituent un danger bien réel pour la sécurité nucléaire”, avait-il ajouté.

Non seulement la zone qui entoure la centrale nucléaire serait gravement endommagée si elle était frappée, mais les substances radioactives seraient transportées par le vent de l’autre côté du Golfe, vers les Émirats arabes unis, l’Arabie saoudite, Oman et au-delà.

Alan Eyre, du Middle East Institute [groupe de réflexion établi à Washington], a déclaré à Al-Jazeera que la plus grave menace en cas d’attaque serait que des produits radioactifs contaminent l’approvisionnement en eau de toute la région. “Une fois qu’une certaine radioactivité s’est accumulée dans l’eau, la désalinisation devient impossible”, met-il en garde. Or transformer l’eau salée de l’océan en eau potable est essentiel pour la survie des pays du Golfe. Les Émirats, Bahréïn, le Qatar et le Koweït ont tous besoin de la désalinisation pour couvrir au moins 40 % de leurs besoins en eau.

Les dommages écologiques pourraient ainsi devenir bien plus graves si la guerre se prolongeait et si elle s’intensifiait au point que des installations nucléaires soient endommagées.

— **Winthrop Rodgers**,
publié le 14 avril,
traduit par Olivier Ragasol

SOURCE

ARAB DIGEST

Londres, Royaume-Uni
arabdigest.org

Créé en 2013, ce site Internet couvre l’ensemble des pays du Moyen-Orient. Il publie des lettres d’information quotidiennes avec des analyses pointues sur l’actualité. Issu d’un “petit forum privé” lancé à l’instigation d’un ancien des services secrets britanniques, il est dirigé par d’ex-journalistes de la BBC. Parmi les collaborateurs : “des décideurs, d’anciens responsables politiques, des hommes d’affaires et des universitaires” du monde entier.



“Toute la ville est envahie par la fumée. J’ai du mal à respirer, les yeux et la gorge me brûlent.”

UN HABITANT DE TÉHÉRAN

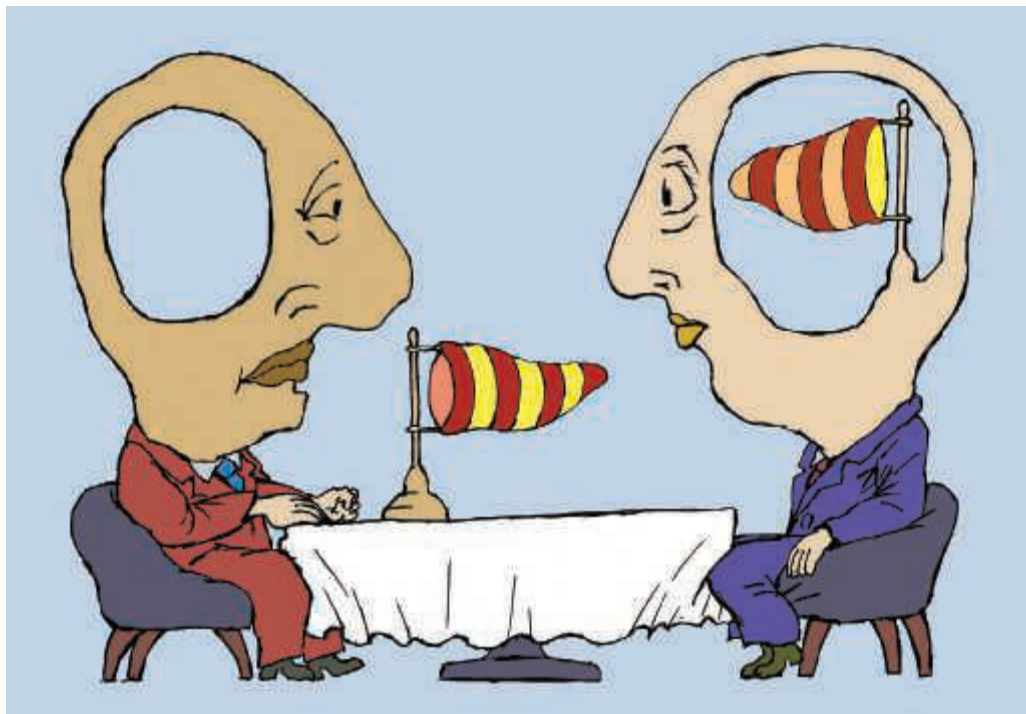


europe

Ukraine. Le difficile retour des prisonniers de guerre

Les échanges de détenus représentent sans doute la seule forme de coopération encore fructueuse entre la Russie et l'Ukraine. Ce journal autrichien raconte le combat mené pour leur libération et leur réinsertion dans la société.

✎ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.



—Wiener Zeitung,
extraits (Vienne)

En fin de matinée, il y a encore un espoir de les revoir. À midi, la plupart des personnes présentes commencent à se dire que non. Mais les cars finissent par arriver et là, c'est de nouveau la joie – pour ceux qui ont réussi à rentrer et pour tous ceux qui n'ont pas attendu en vain. Ils sont là, ils brandissent des photos portant des noms et des numéros de téléphone : jusqu'au soir, on peut encore espérer qu'un des rapatriés reconnaisse quelqu'un sur les photos, qu'il ait vu cette personne vivante, qu'il puisse confirmer qu'elle est prisonnière – ou qu'elle n'est plus en vie.

C'est l'une de ces journées où le printemps et l'hiver n'ont pas encore décidé qui aurait le dernier mot. Une foule est rassemblée dans une installation

médicale de [la ville ukrainienne de] Tchernihiv, près de la frontière avec la Russie, depuis les premières heures du jour. Du thé est servi sous une tente. Ils sont quelques centaines à attendre, en grande majorité des femmes de tous âges et des messieurs d'un âge avancé – des mères, des épouses, des sœurs, des pères. Un échange de prisonniers doit avoir lieu ce jour-là et le lendemain. Cinq cents en tout. Des pères, des frères, des fils. Certains sont en captivité depuis le début de l'été 2022.

Les rapatriés ont déjà passé la frontière, les SMS ont déjà été envoyés à leurs proches. On sait maintenant qui serrera les siens dans ses bras et qui ne le fera pas. Quatre ambulances finissent par débouler dans la cour. Elles transportent des personnes qui ont un besoin urgent de soins médicaux. Des cris de joie s'élèvent, ponctués de « Bienvenue à la maison ! »

Puis arrivent quatre cars. Les centaines de voix s'élèvent de nouveau : « Bienvenue à la maison ! » Les portes des cars s'ouvrent et des hommes amaigris, au crâne rasé et au visage affaissé descendent et regardent la foule d'un air incrédule. Ils sont conduits dans un bâtiment par un corridor de cris de joie. Ils ne sont plus prisonniers, mais un nouveau combat commence – celui du retour.

La captivité en Russie, c'est la violence : passages à tabac quotidiens, électrochocs, interrogatoires, coups, mauvais traitements, sous-alimentation, absence de soins médicaux et, surtout, isolement, pas de contact avec la famille, en général pas de

Nombre de rapatriés ne savent même pas que leur pays existe encore.

contact avec une organisation internationale comme le Comité international de la Croix-Rouge, et bombardement constant de propagande russe. Nombre de rapatriés ne savent même pas que leur pays existe encore. Ils descendent du car persuadés que personne ne les attend. Et ils se retrouvent devant des centaines de personnes qui poussent des cris de joie.

Maksym Butkevych a été prisonnier des Russes. Il a eu de la chance, déclare-t-il : avant son service militaire, [ce militant et journaliste ukrainien] était connu dans la société civile, et c'est d'ailleurs toujours le cas. Cela a augmenté sa valeur d'échange. Il a été traité un peu mieux que les autres prisonniers de guerre ukrainiens. Après son retour, il a fondé l'ONG Prinzip Nadij (« Principe d'espoir »), qui s'occupe des rapatriés et de leur entourage – famille, amis, connaissances, mais aussi représentants de l'administration et des médias. Il faut apprendre à ceux-ci comment se comporter avec les anciens prisonniers. Car la captivité laisse des traces.

Dents manquantes. « Les rapatriés sont désorientés, ils doivent se réhabituer à la vie en liberté, raconte Maksym Butkevych. Même si on n'a pas d'importantes douleurs physiques, cela peut être très désagréable de voir de grands groupes de personnes ou des foules, d'être livré à soi-même, d'avoir trop de sensations en même temps : trop de couleurs, de bruits, de cris, trop d'effusions. » Et bien sûr, les libérés sont souvent confrontés à des problèmes ou des défis sociaux.

Il y a ceux que la famille attendait, sauf que, après la captivité, la vie de famille est difficile ; il y a ceux qui n'ont plus personne, ceux que leur compagne n'a peut-être pas attendus ou dont la famille a été anéantie ; il y a ceux qui ne peuvent pas rentrer chez eux parce que leur ville est occupée par les Russes ; il y a les problèmes psychologiques qui n'apparaissent que longtemps après ; il y a les problèmes physiques, par exemple les dents manquantes en raison des tortures, ce qui complique la réinsertion sur le marché du travail.

Le programme de réinsertion mis en place par l'État ukrainien dure environ trois semaines. C'est à ce moment-là que les ONG prennent le relais, faute

de ressources, précise Maksym Butkevych.

Si les gens viennent en masse assister aux échanges de prisonniers, c'est pour une bonne raison : la Russie ne communique pratiquement aucune information personnelle sur les prisonniers, contrairement à ce que prévoit la convention de Genève. Si l'on sait qui est encore en vie, qui est prisonnier et qui est probablement mort, c'est grâce aux déclarations des prisonniers de retour de captivité. Les gens venus assister à la libération des prisonniers ont collé des photos sur des raquettes de badminton pour pouvoir les brandir plus haut : ils espèrent un signe de vie, que l'un des soldats ait vu leur proche vivant ou

La captivité en Russie, c'est la violence : électrochocs, coups, sous-alimentation et, surtout, isolement.

puisse confirmer qu'il est mort. Plus de 70 000 soldats ukrainiens sont portés disparus, selon les chiffres officiels [de 2025].

Le traitement des prisonniers de guerre est une affaire délicate dans la guerre de la Russie contre l'Ukraine. L'échange de prisonniers est encore plus délicat. C'est un commerce : prisonnier contre prisonnier, mort contre mort, et on parvient toujours à récupérer un ou deux civils enlevés par la Russie. Il y a eu plus de 70 échanges depuis février 2022. Le lien établi entre les deux pays sur cette question est le dernier canal de communication plus ou moins institutionnalisé qui demeure entre les belligérants.

Deux cents prisonniers sont échangés ce jour-là. Le lendemain, ils seront 300. L'Ukraine remettra le même nombre de Russes à la Russie. Comme l'explique Petro Yatsenko, le porte-parole du groupe de coordination qui gère cette question du côté ukrainien, les négociations pour un échange sont toujours difficiles : « Il n'existe pas de formule, pas de règles. Chaque échange de prisonniers est unique. » Il faut attendre la dernière seconde pour savoir si un échange va vraiment avoir lieu. Parfois les Russes l'annulent sans explication, puis il y a plusieurs échanges consécutifs, puis encore rien pendant des mois.

Vu d'Ukraine

Une trêve de Pâques inexistante

●●● Une trêve pour la Pâque orthodoxe avait été décrétée par le Kremlin, qui avait auparavant rejeté une proposition de Kiev en ce sens. Mais elle n'a guère été respectée, signale la presse ukrainienne. Certes, quelques heures avant qu'elle ne commence officiellement (elle devait s'étendre du samedi 11 avril après-midi au dimanche 12 avril au soir), un échange de prisonniers a bien eu lieu, et aucun drone ou missile n'a visé les villes du pays. Mais sur le front, les combats n'ont pas faibli. Les deux camps s'accusent mutuellement de ces violations. En réalité, affirme sur son site la chaîne de télévision **Freedom**, "une trêve durable n'est pas profitable pour la Russie. [...] Il ne s'agissait que d'une opération psychologique russe pour laisser croire que la paix est possible. Cela devait inciter les Ukrainiens à céder davantage face aux exigences maximalistes de Poutine".

On constate cependant une tendance depuis un an : les échanges sont le résultat minimal de négociations politiques qui n'aboutissent pas. C'est le seul sujet technique sur lequel on peut trouver une sorte d'accord. Aucun des deux camps ne tient de chiffres officiels sur le nombre de prisonniers de guerre, ou "fonds d'échange". Mais l'Ukraine s'efforce de faire preuve de la transparence prévue par la convention de Genève : les camps de prisonniers sont connus, les prisonniers peuvent travailler, contacter leur famille et sont pris en charge médicalement. En revanche, la

Russie est un trou noir : informations personnelles, traitements réservés aux prisonniers, nombre de camps, elle ne dit rien. De plus, les prisonniers sont souvent à l'isolement ou détenus dans un "camp dans le camp", un site isolé auquel personne n'a accès.

Coups jusqu'à la perte de conscience, électrochocs sur les parties génitales, pénétrations anales avec un manche à balai, privation de nourriture, humiliations diverses, c'est avec ce vécu que les rapatriés descendent des cars au milieu d'une mer de personnes brandissant des photos de disparus. Une vidéo de la libération de Maksym Butkevych, en octobre 2024, le montre se dirigeant vers une caméra avec un grand sourire pendant qu'on entend une voix de femme crier joyeusement son nom. C'est une journaliste qu'il connaît très bien, une amie. Cependant, il était content qu'il n'y ait eu que peu de gens sur place à ce moment-là.

Miracles. Les soldats sont conduits dans un autre bâtiment au milieu d'une haie de photos de pères, de fils, de maris, mais aussi de filles et d'épouses – tous portés disparus. Ici, il n'y a que les vagues récits de camarades expliquant comment untel a disparu sur le champ de bataille; il y a les récits du camp faits par les prisonniers; il y a l'espoir des proches qui s'amenuisent de jour en jour. Mais il y a aussi les miracles : lors de l'échange précédent, il y avait un homme qui avait été déclaré mort. Lors du debriefing, trois soldats ont assuré l'avoir vu en vie, raconte Petro Yatsenko. Or dans ce domaine, toute information est bonne à prendre. Cela aide quand on peut dire aux Russes que telle personne se trouve dans tel camp, tel bâtiment, à tel étage, dans telle cellule. Le soldat déclaré mort a été échangé récemment.

Mais le plus souvent, on ne peut même pas confirmer le décès d'une personne. La ligne de front s'étire sur une bande de 1 à 50 kilomètres de large, une bande au sein de laquelle l'évacuation des blessés peut prendre plusieurs jours et présente de grands risques. Et selon les armes utilisées, il n'y a souvent même plus de corps.

—**Stefan Schocher**, publié le 6 avril,

traduit par Isabelle Boudon

HONGRIE

Magyar à l'assaut des médias pro-Orban

Le futur Premier ministre souhaite "suspendre" la radiotélévision publique une fois aux affaires. Les médias fidèles au pouvoir déchu craignent une "vengeance" généralisée.



— Courrier international

Peter Magyar ne perd pas de temps. Le 12 avril, durant son discours de victoire, le futur Premier ministre hongrois appelait à la démission de ceux qu'il qualifie de "piliers du système" Orban, relève le site **Telex**. Le quadragénaire visait en particulier le président de l'Autorité des médias, composée de fidèles de la Fidesz, le parti du chef de l'exécutif sortant. Trois jours plus tard, Magyar est directement passé à l'offensive à l'antenne de la radio et de la télévision d'État, qu'il avait durant sa campagne promis de "suspendre [...] tant qu'une information équilibrée n'est pas garantie".

"Ce sera la fin de cette usine à mensonge une fois que notre gouvernement sera formé", a tancé Magyar au cours d'une interview choc sur la chaîne publique M1, accusée d'avoir refusé de l'inviter pendant dix-huit mois. "Depuis 2010 [année de l'élection d'Orban], pas une seule parole de vérité n'a été prononcée ici."

Sur le plateau, il "a démolit l'usine à mensonges de l'État-parti" comparée à "Goebbels et à la Corée du Nord", applaudit le portail **444**.

"Pendant plus d'une quinzaine d'années, personne n'était là pour démentir les mensonges financés par l'argent public. Mais cette fois-ci, le futur Premier ministre a fait savoir que ces mensonges auraient des conséquences", salue le média.

L'après-midi même, les employés de l'agence de presse nationale MTI, sous le contrôle de la radiotélévision publique, ont lancé une "jacquerie" pour "réclamer un service d'information indépendant et la suppression des pouvoirs de contrôle du directeur de l'information", indique **24.hu**.

La révolte aurait éclaté après que ce dernier, Zolt Nemeth, a déclaré qu'il n'y aurait "aucun changement significatif" jusqu'à l'arrivée du nouveau gouvernement, précise le site.

"La suspension des médias publics n'est qu'un tout début : le monstre médiatique de la Fidesz pourrait bien s'effondrer rapidement", pronostique **HVG**, citant notamment la chaîne privée TV2, le groupe d'influenceurs Megafon et l'agence Mediaworks. "La réalité du marché pourrait bientôt donner une claque aux médias gouvernementaux et aux publications généreusement subventionnées par la

✎ Dessin de Kianoush, Iran.

publicité publique mais peu consultées", enchaîne le magazine libéral.

Les premières secousses se font sentir. Le 16 avril, TV2 licenciait sa directrice de l'information, Vivien Szalai, "dans le cadre de la réorganisation de l'entreprise", explique le site **Index**. Le lendemain, Mate Tibor Silhavy, membre du conseil d'administration des médias publics dont Magyar réclamait le départ, annonçait sa démission, "car la société hongroise souhaite un changement systémique" et il "ne veut pas représenter un obstacle", relève un autre article.

Magyar Nemzet redoute une "vendetta" généralisée de Peter Magyar, qui aurait des "conceptions bien particulières sur les freins et contre-pouvoirs". Selon le quotidien conservateur, "les nouveaux détenteurs du pouvoir souhaitent faire tout ce qu'ils veulent de la Hongrie, sans que ni le chef de l'État, ni la Cour des comptes, ni l'Autorité de la concurrence, ni la Cour constitutionnelle, ni le pouvoir judiciaire, ni la Cour suprême, ni même le procureur général aient leur mot à dire".

Origo tacle des "méthodes brutales" ainsi qu'un projet qui "marque clairement le début d'une prise de contrôle massive des institutions par la gauche". "Sous couvert des mots d'ordre 'État de droit'

"Depuis 2010 [année de l'élection d'Orban], pas une seule parole de vérité n'a été prononcée ici."

Peter Magyar, INTERVIEWÉ SUR LA CHAÎNE PUBLIQUE M1

et "démocratie", ils entendent remplacer les titulaires actuels de fonctions publiques par leurs propres partisans, quitte à réécrire de force la Constitution", poursuit le média proche du gouvernement Orban.

"Magyar ne prépare pas un changement de régime mais un démantèlement arbitraire du système juridique. Son parrain, Ferenc Madl [président du pays de 2000 à 2005], n'avait pas été traité aussi irrespectueusement par les gouvernements de gauche [de l'époque]", critique le magazine de droite **Mandiner**. Et selon un éditorial accusant Magyar de "bafouer l'État de droit", une telle attitude "risque d'engendrer des problèmes sociaux, voire une guerre civile".

—**Joël Le Pavous**



SUISSE

Le laboratoire des crises politiques à venir

Immigration, fiscalité : par ses référendums, la Confédération fait souvent émerger avant les autres les tensions qui traverseront ensuite les démocraties européennes.

— **Financial Times**,
extraits (Londres)

Un peu avant 8 heures du matin, par un vendredi estival pour un printemps, le train qui va de Zurich à Berne (une heure de trajet) est tellement bondé qu'on voyage debout. Une escouade de skieurs cancanne à haute voix, tandis que des fonctionnaires en baskets, ayant trouvé place assise, pianotent sur leur ordinateur, écouteurs vissés dans les oreilles. Des touristes déambulent dans la voiture-restaurant. Anna Müller, fonctionnaire helvétique, vient de se prendre le bec avec un skieur dont le matériel empiétait sur son siège. *"Voilà, c'est pour ça que je vais voter oui en juin, rouspète-t-elle. En Suisse, les trains sont sursaturés."*

La votation à laquelle elle fait allusion est un référendum organisé cet été à l'échelle fédérale visant à plafonner à 10 millions de personnes la population de la Confédération [lire l'encadré]. Les Suisses sont actuellement 9,1 millions. Si le pays vote oui, cette décision pourrait compromettre certains accords noués avec l'Union européenne (UE), comme celui sur la libre circulation de Schengen, et compliquer l'accès des entreprises à une main-d'œuvre étrangère qualifiée. Pour un observateur extérieur, une telle proposition peut passer pour extrême, voire dystopique. Mais, en Suisse, toute idée ou presque, aussi radicale soit-elle, peut être directement soumise au suffrage des électeurs par ce qu'on appelle une "initiative populaire". En vertu de ce dispositif, la signature d'une pétition par 50 000 personnes permet d'obtenir un référendum fédéral pour approuver ou rejeter une loi adoptée par le Parlement. Et, si 100 000 personnes soutiennent

une proposition visant à modifier la Constitution fédérale, celle-ci sera soumise à référendum.

Depuis de longues années maintenant, on veut faire de la Suisse la preuve que la démocratie directe (qui se résume en bonne partie, aujourd'hui, à organiser des référendums à intervalles réguliers) est capable d'apaiser la colère sociale. Seulement voilà, depuis quelque temps, des initiatives

La Suisse a vu fleurir plus de quatre initiatives populaires par an depuis le début de ce siècle.

populaires sont organisées sur des sujets brûlants, comme l'impôt sur la fortune et le plafonnement de l'immigration, et ce mécanisme, qui passait pour un des piliers de la stabilité de la Confédération, semble attiser les polémiques, voire semer la zizanie. Cette évolution donne un avant-goût des tiraillements qui pourraient se faire jour dans d'autres démocraties libérales.

Sismographe. La question est de savoir si cette "culture du référendum" sert véritablement d'amortisseur face au populisme, en coupant court à des polémiques ardentes, ou si, au contraire, elle n'expose pas la Suisse à des votes irréfléchis, voire dangereux, laissant finalement l'électorat sur sa faim. Politologue à l'université de Berne, Hans-Peter Schaub estime que *"d'autres pays pourraient voir dans le modèle suisse un genre de sismographe"*, dans le sens où cette culture du référendum permet d'anticiper des problèmes susceptibles de frapper d'autres pays par la suite. L'immigration en fait partie, comme le désamour de l'UE (qui faisait l'objet

d'un débat en Suisse bien avant le référendum de 2016 sur le Brexit au Royaume-Uni) ou le problème ô combien épineux de la fiscalité. *"Ces tensions, si on les décèle précocement en Suisse, c'est grâce à la démocratie directe,"* ajoute Hans-Peter Schaub. *Ailleurs, elles sont souvent glissées sous le tapis."*

Si la tradition de la démocratie directe en Suisse remonte à la création de l'État fédéral moderne en 1848 et, avant cela, aux cantons du bas Moyen Âge, tout le monde n'est pas satisfait de son fonctionnement actuel. Directeur général d'UBS, première banque du pays, Sergio Ermotti prévenait en janvier qu'il était peut-être un peu *"trop facile"* d'obtenir une votation fédérale, estimant que le seuil de 100 000 signatures requis pour soumettre au vote une modification de la Constitution était en décalage avec la démographie et le rythme de vie de la Suisse moderne. Les derniers seuils fixés pour les initiatives populaires l'ont été en 1977, à l'époque où la population helvétique était inférieure d'un tiers à ce qu'elle est aujourd'hui.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis 1891, les électeurs ont été appelés à se prononcer sur 229 initiatives populaires à l'échelle fédérale. Seules 26 ont été approuvées. Mais, si les initiatives étaient naguère relativement rares – moins d'une par an en moyenne jusqu'en 1970 –, leur fréquence a augmenté au fil du temps. La Suisse en a ainsi vu fleurir plus de quatre par an en moyenne depuis le début de ce siècle, fournissant autant d'occasions aux acteurs politiques de tester des idées, d'identifier les sujets sensibles et de mobiliser des soutiens. *"Depuis l'époque médiévale, les Suisses ont le droit de se mobiliser et de s'exprimer,"* se félicite Fredy Gantner, cofondateur de la



société de capital-investissement Partners Group. S'il estime que le système fonctionne bien, l'homme n'en concède pas moins : *"On vote sur trop de sujets, c'est un peu la facilité."*

Dans son bureau surplombant le centre-ville de Zoug – le canton le plus cossu de Suisse, pôle d'attraction pour les travailleurs étrangers –, le ministre des Finances local, Heinz Tännler, donne l'impression curieuse d'être un peu embarrassé. L'homme est une des figures de proue de l'Union démocratique du centre (UDC), dont le soutien à plusieurs référendums controversés ces trente dernières années a fait de lui le précurseur des partis populistes de droite qui font depuis florès dans une bonne partie de l'Europe. Seulement voilà, il hésite à accorder son soutien à l'initiative *"Pas de Suisse à 10 millions"*, lancée par son propre parti, à l'approche de la votation de juin – qui s'annonce serrée, à en croire les sondages. Le ministre

"On vote sur trop de sujets, c'est un peu la facilité."

Fredy Gantner, COFONDATEUR DE PARTNERS GROUP

des Finances de Zoug est un peu circonspect face à une initiative qu'il juge trop *"rigide"*, mais aussi face à ce qu'il considère comme un manquement de la part de Berne. Le gouvernement fédéral, dénonce-t-il, n'a pas su proposer de contre-projet crédible sur la question de la croissance démographique – ne laissant dès lors aux électeurs qu'un choix binaire. Sans troisième option plus *"intelligente"* et modérée, prévient-il, bon nombre de citoyens risquent de soutenir cette initiative par défaut. La conséquence serait alors, redoute-t-il, une mise en péril du fragile équilibre entre les entreprises, les travailleurs suisses et la vaste diaspora d'expatriés du pays.

↓ Dessin de **Bénédicte** paru dans **24 Heures**, Lausanne.



La votation de juin s'inscrit dans le fil d'une histoire qui ne date pas d'hier. La Suisse, qui accueille une proportion plutôt élevée de travailleurs étrangers, a été confrontée à des tensions sur la question migratoire avant ses voisins. En 1970, les Suisses ont ainsi été appelés à se prononcer sur une initiative visant à plafonner la proportion d'étrangers à 10 % de la population, contre 12 % à l'époque. Si elle était passée, 350 000 personnes auraient dû faire leurs valises. L'initiative n'en avait pas moins recueilli 46 % des voix, nonobstant l'opposition de la quasi-totalité des partis – un choc à la suite duquel le gouvernement a notamment mis en place des quotas pour réduire le nombre de travailleurs étrangers.

En 2009, les Suisses ont voté l'interdiction de la construction de minarets – une proposition qui avait fait un tollé à l'échelle internationale, car qualifiée d'islamophobe, mais qui avait été

approuvée par une majorité très confortable. En 2014, une initiative contre l'immigration de masse a aussi été adoptée, prévoyant l'instauration de quotas sur l'immigration (y compris en provenance des pays européens) sans toutefois en préciser clairement les modalités, plaçant l'initiative en porte-à-faux avec les accords de libre circulation signés par la Confédération.

Retraités. D'autres votations avant-gardistes ont eu lieu dans le domaine économique. En mars, l'électorat suisse a résisté à la pression des conservateurs et des associations familiales en soutenant des mesures visant à individualiser la fiscalité, mettant ainsi fin à la "pénalisation du mariage" dont étaient victimes beaucoup de femmes exerçant un emploi. En mars 2024, les électeurs avaient également donné leur aval à une proposition – lancée par les syndicats et soutenue par les partis de

centre gauche – prévoyant l'instauration d'un treizième mois pour les retraités. Le gouvernement, le Parlement et le patronat étaient vent debout contre cette initiative, jugée trop coûteuse. Elle n'en est pas moins passée, ce qui montre que des propositions qualifiées jusque-là de politiquement irréalistes peuvent désormais recueillir la majorité des suffrages. La votation de juin sur le plafonnement de la population aura valeur de crash-test pour savoir si la vieille orthodoxie se maintient. *"Il y a toujours eu des propositions extrêmes en Suisse, relativise Walter Thurnherr, ancien chancelier fédéral du pays. Ce qu'on a plus de mal à prédire aujourd'hui, c'est si ces propositions extrêmes passeront ou pas."*

En dépit du folklore entourant les origines de la démocratie directe en Suisse, les initiatives naissent rarement de manière spontanée. Les travaux des universités de Berne et de Lausanne montrent en effet qu'elles sont de plus en plus souvent lancées par des acteurs organisés sous l'impulsion, généralement, de responsables politiques cherchant à mettre tel ou tel sujet sur le tapis. *"Les partis traditionnels ont pris l'habitude de systématiser le recours aux initiatives, qui ne sont plus l'apanage des extrêmes"*, constate Georg Lutz, du Centre de compétences suisse en sciences sociales. Il ajoute que le vieil ordre établi n'a plus le poids qu'il pouvait avoir autrefois, à l'heure où la confiance dans les institutions économiques et les entreprises suisses s'est effritée, en particulier depuis la crise financière internationale.

C'est dans les rapports, de longue date houleux, entre la Suisse et l'UE que cette évolution est le plus manifeste. Le dernier point de friction en date concerne un accord destiné à stabiliser les liens avec Bruxelles et le marché communautaire après des années d'étiollement. La votation sur cette intégration accrue devrait être organisée dès l'année prochaine. Avant même que les détails n'en soient finalisés, des

Les initiatives sont souvent conçues pour pousser le gouvernement à s'emparer d'un sujet.

mouvements politiques se sont positionnés. Kompass Europa, une organisation soutenue par des personnalités de droite issues de la classe politique comme du patronat, tente de mobiliser les opposants à un réaligement sur l'UE. *"On dit que 1 million de francs suisses permet d'acheter 100 000 signatures"*, commente un ancien responsable politique de Berne à la retraite, faisant allusion à l'idée très répandue selon laquelle l'argent censément destiné à financer les campagnes joue un rôle de plus en plus précoce dans le processus démocratique.

Si le pays vote non, les responsables européens préviennent que le maintien du statu quo ne sera pas une option. La mesure pourrait d'ailleurs faire un flop même si une majorité de la population vote pour – on ignore en effet à ce jour si la votation sera soumise à la règle de la double

majorité, qui nécessite à la fois une majorité des votants et une majorité des 26 cantons pour que la Constitution puisse être modifiée. Les opposants à ce rapprochement avec l'UE misent plutôt sur les petits cantons, plus conservateurs et jugés plus faciles à gagner, que sur l'obtention d'une majorité à l'échelle fédérale. *"Si les cantons sont autorisés à se prononcer sur cet accord avec l'UE, il sera enterré, même si une majorité de Suisses a voté oui"*, prédit un gestionnaire de fortune implanté à Genève, lui-même favorable à ce texte. *Est-ce juste? Est-ce équitable?"*

Même quand elles ne passent pas la rampe, certaines votations peuvent faire des vagues. Une initiative visant à faire adopter un impôt sur les successions de 50 % pour les ultrariches a été rejetée catégoriquement par les électeurs suisses en novembre dernier. Mais le référendum en question, porté par la Jeunesse socialiste suisse (extrême gauche), a poussé beaucoup de grandes fortunes à claquer la porte de la Confédération. Journaliste et historien, Markus Somm estime que les initiatives sont souvent conçues par des partis de gauche non pour qu'elles soient adoptées, mais pour pousser le gouvernement à s'emparer d'un sujet. *"Ils y voient une stratégie gagnant-gagnant, analyse-t-il. Ils obligent [le gouvernement] à soumettre au suffrage des électeurs une autre loi, qui soit un peu plus proche des termes de l'initiative populaire, sans être aussi extrême."*

Toujours est-il que les débats semblent souvent plus sereins que dans bien des pays voisins. Les référendums gardent le mérite de canaliser la colère dans les isolements et, dans bien des cas, d'aboutir à un compromis. Les groupes de pression ont le dessus ou le dessous selon les enjeux, et rares sont ceux qui se sentent systématiquement exclus du débat. Certains, comme Fredy Gantner, de Partners Group, réfutent l'idée selon laquelle la démocratie directe filerait un mauvais coton en Suisse. Elle refléterait plutôt les tensions qui travaillent l'ensemble du monde occidental – tandis que les autres pays, eux, ne feraient que suivre le mouvement.

— Mercedes Ruehl,
publié le 9 avril,

traduit par Jean-Baptiste Bor

Contexte

Une proposition controversée

●●● *"Limiter la population suisse à 10 millions d'habitants : l'objectif affiché par l'initiative de l'UDC paraît simple"*, écrit la **RTS**. Le parti populiste suisse craint qu'une hausse du nombre d'habitants n'ait des répercussions négatives sur les services publics. Il veut établir un plafond démographique d'ici à 2050 et réduire l'immigration, *"y compris par la résiliation de traités internationaux si nécessaire"*. Mais le projet, sur lequel les Suisses voteront le 14 juin, est complexe. L'immigration est considérée comme *"indispensable"* à l'économie. Et l'initiative va à l'encontre de la Constitution helvète, *"qui prévoit la primauté du droit international sur le droit suisse"*. L'exécutif, lui, propose de trouver un accord avec l'UE pour limiter l'immigration seulement *"en cas de difficultés sérieuses"*.



afrique



Soudan. La pire crise de réfugiés au monde

Le 15 avril 2023, le pays plongeait dans une guerre civile destructrice. Trois ans plus tard, un Soudanais sur quatre, soit 13 millions de personnes, est un déplacé ou un réfugié. Dans les camps, la vie s'organise malgré tout.

—Süddeutsche Zeitung, extraits (Munich)

Aujourd'hui, Salwa Bala a de la chance. Ce matin de bonne heure, elle a réussi à trouver de la viande de bœuf, des tomates et des oignons frais au marché. Le tout mijote désormais dans sa cuisine, en attendant les réfugiés qui viendront déjeuner dans son petit restaurant, installé tout près de l'entrée principale du camp. Comme toutes les cabanes voisines, l'échoppe est faite de branches et de toile de tente.

Le camp de réfugiés d'Ura a été aménagé spécialement pour les exilés comme Salwa Bala. Pour tous les Soudanais qui ont dû fuir leur pays déchiré par la guerre civile, abandonnant derrière eux leur travail, leur maison, leurs proches et leurs amis. Plus de 13 millions d'entre eux auraient aujourd'hui pris le chemin de l'exode, dont trois quarts de femmes et d'enfants.

À lui seul, le camp d'Ura abrite quelque 15000 Soudanais, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), qui administre le camp en collaboration avec 18 organisations non gouvernementales (ONG), dont Plan International, spécialisée dans les droits de l'enfant. Nous sommes ici dans l'ouest de l'Éthiopie, non loin de la ville d'Asosa, à trois heures de route environ de la frontière soudanaise.

Le travail se fait rare dans la région, et, si certains hommes parviennent à se faire embaucher clandestinement dans les mines d'or voisines ou dans les champs, trouver un emploi est une véritable gageure pour les

femmes comme Salwa Bala – qui, au Soudan, vaccinait des enfants pour le compte de l'Organisation mondiale de la santé. Mais elle ne pouvait se résoudre à renoncer. “Quand je suis arrivée ici, je me suis dit : pas question de rester

sans rien faire comme une pauvre femme, comme une folle ! Je vais travailler pour mes enfants, parce que je n'ai personne pour m'aider.” Son mari est porté disparu depuis le début de la guerre [qui a commencé le 15 avril 2023]. Elle suppose qu'il a été tué. Une situation courante, ici, à Ura.

Cela fait maintenant presque deux ans que Salwa Bala, 39 ans, vit dans le camp avec ses six enfants. Quelques semaines à peine après son arrivée, elle a commencé à cuisiner pour les autres réfugiés. “J'étais la première femme avec un restaurant”, confie-t-elle.

Femmes seules. Aujourd'hui, elle est fière de sa réussite. Il faut dire que les femmes sont les premières victimes de la guerre dans le monde, d'après un rapport de l'agence ONU Femmes portant sur l'année 2023, celle du début du conflit au Soudan. Cette année-là, la proportion de femmes tuées dans les conflits armés avait doublé par rapport

à 2022. Chaque jour, plusieurs centaines de femmes enceintes avaient trouvé la mort faute d'assistance médicale. Toujours selon le rapport, les cas de violence sexuelle [liés aux conflits] avaient augmenté de 50 % en 2023. Or, d'après les Nations unies, les deux camps qui s'affrontent au Soudan se servent des violences sexuelles comme d'une arme. Les femmes seules comme Salwa Bala sont particulièrement exposées à cette menace. Lors de leur fuite de Khartoum, la capitale, avec leurs enfants, sa sœur et elle sont tombées aux mains des soldats. Ils les ont agressées, avant de tuer sa sœur.

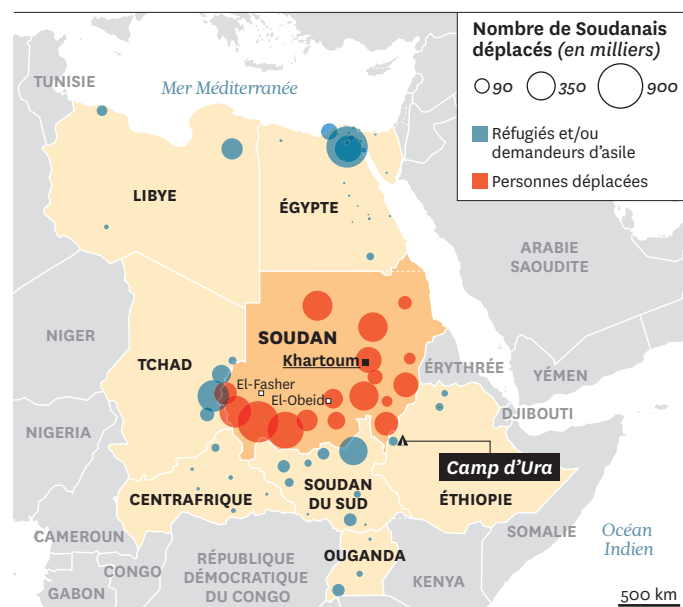
À Ura aussi, “celles qui n'ont pas d'hommes à la maison ne sont pas en sécurité”, assure Salwa Bala : “Tout est contre toi.” Beaucoup de

femmes se sentent en danger et se laissent facilement intimider, explique-t-elle. Pour lutter contre ce phénomène, elle a décidé de fonder un groupe d'entraide. “Au Soudan, je vivais entourée d'une communauté de femmes très soudée. On partageait nos connaissances, sur la façon de gérer l'argent notamment, on s'organisait en groupes dans lesquels chacune versait un peu d'argent. Et puis de temps en temps on donnait une grosse somme à l'une des membres du groupe.”

Elle a transposé ce principe à Ura. Chaque participante met de côté ce qu'elle peut sur les quelque 2,30 euros et l'aide en nature alloués par les Nations unies aux réfugiés. Une fois par mois, elles se réunissent autour d'un thé ou d'un café pour évoquer leur quotidien, les problèmes



REPORTAGE





↑ Salwa Bala, dans la cuisine de son restaurant, au camp d'Ura.

↖ Près du camp de réfugiés d'Ura, dans l'ouest de l'Éthiopie.
Photos Julian Hilgers

au sein du camp, et remettre à l'une d'entre elles l'argent et les denrées épargnés au cours du mois écoulé : un peu d'huile, de blé, de riz et d'espèces, qui financeront l'achat d'un nouveau matelas, voire l'ouverture d'une petite boutique. Plusieurs petites entreprises ont déjà vu le jour de cette façon dans le camp, raconte Salwa Bala, et une fois de plus on entend la fierté dans sa voix.

Midi arrive, son établissement se remplit. La restauratrice remue une dernière fois le contenu de ses marmites à l'aide d'une baguette en bois, dévoilant les cicatrices sombres qui s'étalent sur ses avant-bras. Avant d'arriver ici, elle n'avait pas l'habitude de cuisiner sur un foyer ouvert et au charbon de bois ; chez elle, tout se faisait au gaz. Mais le camp n'a ni l'eau courante ni l'électricité.

Salwa Bala sert ensuite son ragoût dans de petits bols, qu'elle apporte aux convives installés dans la salle, près de la cuisine. Les trois tables en plastique sont occupées par des ouvriers des mines d'or, qui dégustent son plat avec les mains. Elle multiplie les allers-retours entre les tables et les fourneaux, distribuant pain

plat et thé sucré, bavardant et riant avec ses clients.

En début d'après-midi, elle rentre chez elle. Elle franchit l'entrée du camp et remonte la rue principale jusqu'à la place où les réfugiés se rassemblent le matin pour recevoir leurs rations alimentaires. Des touk-touks défilent sur la piste de sable rouge, chargés de passagers ou de marchandises.

Tôle et paille. Salwa Bala et ses enfants vivent dans une rue latérale, derrière une clôture faite de tôle et de paille. Chaque famille possède un petit bout de terrain et une hutte. On entend les voisins comme s'ils étaient assis avec nous. Salwa Bala a tout de même réussi à aménager une petite pièce derrière un mur de glaise. Impossible d'y dormir – il n'y a pas de porte –, mais cela permet aux enfants d'avoir un peu d'espace pour jouer.

Si elle se démène pour donner un avenir aux femmes du camp, elle se sent plus impuissante vis-à-vis de ses enfants. À cette heure-ci, les petits sont déjà rentrés de l'école, et les grands sont en vadrouille quelque part dans le camp. Pour pouvoir poursuivre leurs études après la 4^e, les jeunes réfugiés devraient parcourir plusieurs kilomètres à pied chaque jour, jusqu'au village voisin. Un trajet dangereux, surtout pour les filles, regrette Salwa Bala. Alors la plupart arrêtent l'école à ce moment-là. *“Avec une bonne instruction, ils pourraient se débrouiller seuls. Mais comment faire ici ?”* demande-t-elle, soudain gagnée par l'émotion.

Il y a quelques jours à peine, sa fille de 16 ans a disparu dans un autre camp. Elle voulait épouser un garçon installé là-bas – bien que les mariages de mineurs soient interdits en Éthiopie. Les jeunes n'ayant aucune possibilité d'études à Ura, explique une salariée de Plan International, les mariages de mineurs, la prostitution et les grossesses précoces font des ravages dans le camp.

Le lendemain, une bonne nouvelle arrive pour Salwa Bala : sa fille va bien, les équipes de Plan International ont réussi à empêcher le mariage. Salwa Bala rêve de quitter le camp et d'aller vivre dans un pays avec un bon système éducatif. Mais elle sait qu'elle n'aura jamais assez

Contexte

Un insoluble conflit

●●● Une conférence internationale s'est tenue à Berlin à l'occasion du troisième anniversaire du début de la guerre civile soudanaise. Car l'urgence est là. La famine menace près de 20 millions de personnes et les affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide ont provoqué le déplacement de 12 à 13 millions de personnes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'ONU a défini un plan humanitaire prioritaire, estimé à plus de 2 milliards de dollars, soit 1,7 milliard d'euros, afin de sauver 14 millions de vies. Selon la **Deutsche Welle**, à l'issue de la conférence, 1,3 milliard d'euros ont été promis. Mais l'événement n'a donné lieu à aucune avancée diplomatique. Dès avant sa tenue, des critiques sont venues notamment de l'armée soudanaise. Selon le média soudanais **Radio Dabanga**, le gouvernement a opposé un *“ferme rejet”* de cette conférence, estimant que cette initiative *“représent[ait] un mépris de la souveraineté du pays”* et *“une consécration”* de ce qu'il a décrit comme une approche de tutelle coloniale.

d'argent pour cela. Elle n'envie pas de retourner au Soudan, dans ce pays où les gens s'infligent mutuellement les pires horreurs. Et même si elle le voulait, la situation humanitaire y est catastrophique, et la guerre civile ne semble pas près de s'achever.

— **Katrin Albrecht**,
publié le 3 avril,

traduit par Manon Delfour

SAHARA OCCIDENTAL

Rabat se félicite du revirement malien

Reconnue depuis 1980 par Bamako, la République arabe sahraouie démocratique perd encore un soutien après la décision des nouvelles autorités maliennes de s'aligner sur la position marocaine.

— Courrier International

A l'occasion de la rencontre, le 10 avril à Bamako, entre les ministres des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, et marocain, Nasser Bourita, le Mali a annoncé *“le retrait de sa reconnaissance de la ‘République arabe sahraouie démocratique’ (RASD), proclamée unilatéralement en 1976 par le Front Polisario”*, rapporte le site panarabe **Al-Araby Al-Jadid**. Un *“tournant diplomatique”*, estime le média en ligne : le Mali faisait partie des premiers pays qui avaient

reconnu, dès 1980, l'indépendance du Sahara occidental. Les Marocains revendiquent une victoire diplomatique de plus dans ce dossier, laquelle constitue, selon Boubaker Ounghir, chercheur marocain en histoire des relations internationales, *“un coup dur pour l'Algérie”*, soutien de la RASD.

Al-Araby Al-Jadid observe qu'elle intervient alors que deux sessions du Conseil de sécurité de l'ONU sont prévues à la fin du mois d'avril pour examiner le renouvellement du mandat de la Minurso – la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, une opération de maintien de la paix dans la région. Par ailleurs, le changement de cap malien pourrait peser sur les négociations sur le Sahara occidental parrainées par les États-Unis.

Le média marocain **Le Desk** jubile et estime qu'*“avec le Mali le dernier verrou sahélien saute en faveur du Maroc”*. Avec ce retrait de la reconnaissance de la RASD, Bamako consomme sa rupture avec Alger ainsi que son rapprochement de Rabat, et obtiendrait surtout le *“dégel”* de ses relations avec Washington.

Pour le **Journal du Mali**, ce tournant diplomatique bénéficiera à Bamako. *“La perspective d'un accès facilité aux ports marocains”* offre au Mali une possibilité de désenclavement. Cela permettrait au pays de développer ses échanges économiques. *“Cette orientation pourrait faire du Mali un point de jonction entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, à travers de nouveaux corridors économiques”*, explique un ancien ambassadeur au média malien. Outre ce volet commercial, le choix de se rapprocher du Maroc permet à Bamako d'ouvrir *“une passerelle vers Washington”*, d'autant que les États-Unis sont favorables au plan d'autonomie proposé par Rabat.

Alignement. *“La géographie retrouve toute sa centralité”*, indique pour sa part le site marocain **Atalyar**, qui estime que l'initiative d'autonomie marocaine *“s'impose comme le point d'ancrage du processus politique”* au Sahara occidental. Le Mali rejoint ainsi d'autres pays qui ont choisi de reconnaître la souveraineté marocaine sur cette région, dans un *“alignement progressif de la communauté internationale”* sur ce dossier.

Pourtant, dans un éditorial publié sur la plateforme malienne **Bamada**, le journaliste Gaoussou Madani Traoré rappelle que, en dépit de la fracture diplomatique entre le Mali et l'Algérie, cette dernière *“demeure incontestablement un acteur géographique incontournable [pour le] Mali”*. Les deux pays possèdent 1 329 kilomètres de frontière commune, et *“il y a de l'intérêt réciproque des deux voisins de chercher le plus rapidement possible à rétablir leur coopération multiforme dans le respect mutuel”*.

— **Malik Ben Salem**





—The Print,
extraits (New Delhi)

A Sant Nagar [dans le nord de Delhi], un commerce s'attire les foudres des entreprises voisines depuis son ouverture, l'an dernier. Bien qu'il n'accueille physiquement aucun client et qu'il soit installé au sous-sol d'un bâtiment, sa présence ne passe pas inaperçue : motos et scooters multiplient les allées et venues devant l'entrée et envahissent les parkings voisins.

Cet entrepôt de la société Blinkit [spécialisée dans la livraison de courses à domicile] a même fait fuir l'antenne de la banque Ici installée à l'étage au-dessus. L'agence a fermé ses portes il y a six mois, et une pancarte "local commercial à louer" trône désormais [sur la balustrade] devant les stores fermés du rez-de-chaussée – sans grand succès. "Les clients de la banque devaient se faufiler entre les motos et les groupes de livreurs. Et les employées ne se sentaient pas en sécurité au moment de partir le soir, témoigne Rajan, gérant d'une agence immobilière à deux pas de là. Autrefois, le propriétaire du premier demandait 300 000 roupies [environ 2 700 euros] de loyer, mais il n'arrive même plus à trouver preneur pour deux fois moins."

Les dark stores, des "magasins fantômes" utilisés pour satisfaire les commandes en ligne, sont en train de remodeler le visage des villes. Blinkit [et ses concurrents] Swiggy-Instamart et Zepto ouvrent des antennes à un rythme effréné pour pouvoir assurer leurs livraisons un peu partout. D'ici à 2030, [l'Inde] devrait compter pas moins de 7 500 entrepôts de ce genre, soit trois fois plus que les 2 525 en service en 2025.

Altercation. Ces nouveaux locataires, qui s'acquittent volontiers des loyers demandés, voire davantage, font grimper les prix de l'immobilier. Et partout, des tensions éclatent avec les voisins, particuliers comme commerçants, autour du stationnement, de la sécurité et des conditions d'accès.

En janvier, un livreur Instamart s'est fait renverser par le conducteur d'un 4 x 4 qui lui a roulé dessus à plusieurs reprises, sur

fond de litige au sujet d'un parking, à Hayatpur, dans le district de Gurgaon [au sud-ouest de la capitale]. Au début de février, un entrepreneur est mort des suites de ses blessures après une violente altercation avec trois livreurs [en plein cœur de] New Delhi.

"[Les sociétés de livraison à domicile] cherchent des quartiers à forte densité résidentielle, d'où leurs livreurs pourront arriver rapidement chez les clients, explique Rajan. Les entrepôts classiques étaient installés en périphérie, mais un nouveau modèle est en train d'émerger ici."

La rue principale de Sant Nagar est aujourd'hui parsemée de ces boutiques sans clients. Aucune enseigne n'indique à quelle société elles appartiennent, et leurs entrées sont généralement dissimulées derrière des rideaux en plastique. Mais l'armada de deux-roues stationnés

juste devant suffit à comprendre de quoi il s'agit.

"J'ai déjà fait plusieurs signalements à la police, mais après quelques jours les deux-roues finissent toujours par revenir dans notre parking, soupire Vikas, gérant d'une boutique de prêt-à-porter installée juste à côté de l'entrepôt Blinkit. Le propriétaire n'a pas la place pour garer 300 scooters, mais il aurait dû y penser avant." Chaque étage du bâtiment du dark store appartient à un propriétaire différent, et aucun locataire n'a voulu s'y installer après le départ d'Icici Bank, expliquent les professionnels de l'immobilier locaux.

Les bailleurs, eux, sont bien contents de louer leurs biens à ces entreprises de livraison à domicile. Pleines aux as, elles ouvrent souvent des entrepôts à proximité les uns des autres, dans une concurrence féroce pour desservir les mêmes quartiers. "Les loyers

des grands espaces commerciaux augmentent, tandis que ceux des petites boutiques voisines baissent légèrement, constate le propriétaire de l'agence immobilière Rajji Properties. Ce sont elles qui subissent le chaos et les problèmes de stationnement, alors elles ont plus de mal à attirer les locataires."

Dans les grands quartiers résidentiels de Bangalore, New Delhi ou Bombay, le coût de certains baux commerciaux a flambé de 35 % à cause de ces magasins fantômes. À Domlur, en périphérie de Bangalore, le mètre carré est passé d'environ 500 à 750 roupies [de 4,60 à 7 euros], et certains espaces se louent

D'ici à 2030, le pays devrait compter 7 500 entrepôts de ce genre, soit trois fois plus qu'en 2025.

✎ Dessin de Kazanevsky,
Ukraine.

jusqu'à 40 % au-dessus des prix du marché. "Il n'y a pas de tarif fixe", explique le gérant de Rajji Properties en nous désignant le dernier arrivé dans le quartier, un entrepôt Blinkit installé au sous-sol d'un bâtiment, sous une boutique de vêtements de l'enseigne Zudio. "Les propriétaires s'alignent sur les prix pratiqués par les voisins."

Attente. À Sant Nagar, les cliniques, centres de soutien scolaire et kiranas [petites épiceries de quartier] ont cédé la place à ces entrepôts improvisés au contenu hétéroclite, de la brosse à dents aux outils de jardinage, en passant par les bijoux et les jeux de société.

Devant celui situé sous la boutique Zudio, Harish Kumar (le nom a été modifié) est affalé sur son scooter, une bidi [petite

cigarette indienne] au coin des lèvres, dans l'attente de la prochaine commande. "On ne peut pas réceptionner les produits n'importe où. Chaque livreur est rattaché à un entrepôt. Et une fois que la commande tombe, il faut se dépêcher de livrer."

Il dégaine son portable, ouvre l'application destinée aux livreurs (développée spécialement par Blinkit) et nous montre, quelque peu gêné, la liste des courses effectuées avec succès. Combien touche-t-il pour chaque mission ? Entre 15 et 20 roupies [15 à 20 centimes d'euros environ] par kilomètre parcouru, plus une prime de 10 roupies [9 centimes] à chaque livraison réussie. En treize ou quatorze heures de travail – la journée typique d'un livreur –, il peut empocher 1 200 voire 1 300 roupies [11 à 12 euros], soit environ 100 roupies [un peu moins de 1 euro] de l'heure. Mais les frais s'accumulent : "On consomme environ 250 à 300 roupies [entre 2 et 3 euros] d'essence par jour, sans compter les repas. Si bien qu'à la fin de la journée il nous reste entre 500 et 600 roupies [entre 4,50 et 5,50 euros environ]."

Harish, 26 ans, ne se voit pas faire ça toute sa vie. Originaire d'un petit village près de Lucknow [dans le nord-est du pays], il voulait mettre un pied à Delhi et se faire un peu d'argent avant de trouver un emploi plus



Inde. Les villes en proie à la folie des "dark stores"

Ces entrepôts disséminés dans les métropoles permettent aux sociétés d'e-commerce de livrer rapidement leurs clients. Mais leur multiplication, sur fond de concurrence entre plateformes, accroît les nuisances pour le voisinage.

stable (et moins stressant). *“Mon oncle gère un petit magasin de réparation d'appareils électroniques à Patel Nagar [dans les faubourgs de la capitale], mais même lui n'aurait pas pu me verser le salaire que je touche ici”,* raconte-t-il.

Son téléphone s'allume, une nouvelle commande vient de tomber. Il jette sa cigarette et se dirige vers l'entrepôt en sous-sol. Les livreurs n'ont pas accès aux réserves et doivent attendre à l'accueil qu'on leur apporte la marchandise. À l'intérieur, des appareils électroniques et d'électroménager – radiateurs, imprimantes, casques audios, rasoirs électriques – s'entassent sur des étagères du sol au plafond. Pour mieux s'y retrouver, le contenu de chaque allée est clairement identifié. Le colis de Harish n'arrive pas jusqu'à la réception comme par magie. Plusieurs petites mains s'affairent entre les étagères pour préparer les commandes, assurer l'accueil et coordonner le tout par téléphone.

Flot ininterrompu. *“Les pics d'activité ont lieu le matin de bonne heure et le soir, à l'heure du dîner. Dans ces moments-là, je n'ai même pas le temps de consulter mes messages”,* témoigne un manager d'un entrepôt Blinkit, aussitôt appelé dans l'arrière-salle pour répondre à un client mécontent.

Fort de plusieurs années d'expérience, ces *dark stores* ont aujourd'hui un fonctionnement bien rodé, et les colis défilent à longueur de journée. Harish présente un code à l'accueil et récupère le sien.

Bien qu'un peu en retrait, l'entrepôt ajoute au chaos habituel du quartier. Les livreurs arrivent et repartent dans un

flot ininterrompu de scooters et, dans leur hâte, évitent de justesse les passants. Harish ne voit pas comment faire autrement. *“Le problème, c'est qu'il n'y a pas assez de places de stationnement pour nous – alors je me gare là où je peux”,* admet-il, tout en s'empressant de préciser qu'il reste prudent. *Mais oui, nous essayons de livrer au plus vite. Plus de commandes, c'est plus de primes.”*

“Il n'y a pas assez de places de stationnement pour nous, alors je me gare là où je peux.”

Harish Kumar,
2

À Lajpat Nagar [dans le sud de la capitale], quelques livreurs en uniforme violet errent devant un entrepôt. Lorsque Zepto a décidé d'ouvrir une antenne ici, les petites épiceries locales ont été les premières à en ressentir les effets. *“Ils ne vendent pas de vrais produits”,* dénonce Manohar derrière sa caisse. *Beaucoup de nos clients nous ont dit qu'ils avaient reçu du faux beurre et du faux café.”*

Une grande banderole jaune est accrochée sur la façade de l'épicerie. Entre diverses photos de produits, une promesse s'étale en grosses lettres : *“Tous articles disponibles”*. La boutique a ouvert ses portes en 1957, mais son ancienneté n'a pas suffi à la protéger de la concurrence redoutable des plateformes de livraison. *“Nous avons dû nous séparer de certains employés – avant, nous étions 18 à travailler ici, aujourd'hui, nous ne sommes plus que 10”,* déplore le commerçant. *Mais nos clients les plus fidèles sont restés. Ils veulent pouvoir choisir leurs tomates, sentir le contact du riz dans leurs mains.”*

Malheureusement, cela ne suffit plus. L'épicerie s'est mise aux livraisons à son tour, pour tenter de retenir la clientèle. Elle promet désormais aux habitants du quartier leurs courses chez eux en moins de trente minutes. De l'autre côté de la rue, une autre boutique annonce des *“livraisons gratuites à domicile”* sur une banderole tapageuse, accompagnée de numéros de téléphone.

— **Udit Hinduja,**
publié le 16 février,
traduit par Manon Delfour



(D)étendez-vous

Des sièges confortables avec plein de place pour les jambes.

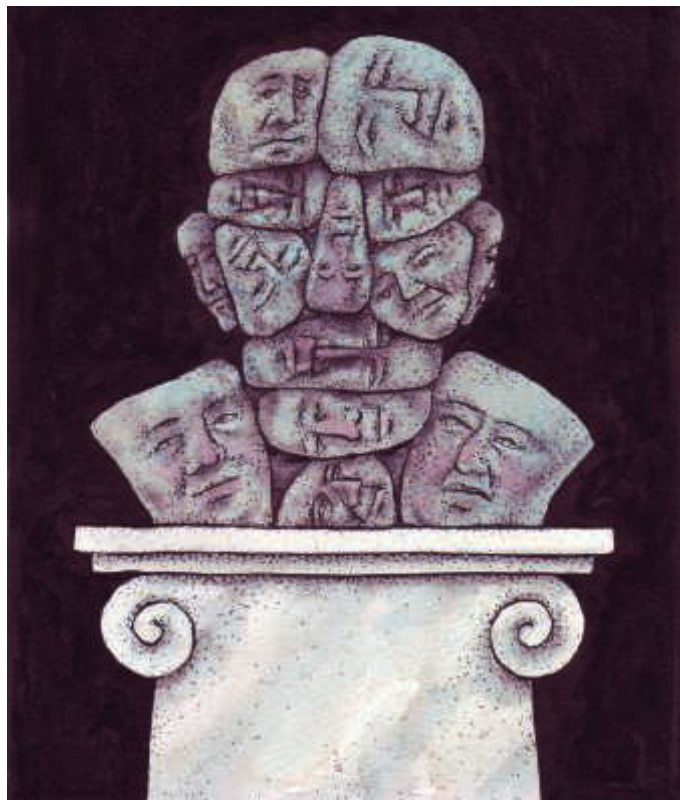
 **eurostar**

L'espace pour les jambes varie selon la classe de voyage. EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n° 2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni. THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 – 1060 Bruxelles, Belgique.

PHILIPPINES

Une loi pour en finir avec les dynasties

Le président Ferdinand Marcos Jr., lui-même fils de l'ancien dictateur, soutient un texte de loi qui entraverait la transmission familiale du pouvoir. Mais le projet se heurte aux pratiques clientélistes.



—Nikkei Asia, extraits (Tokyo)

Un dirigeant peut-il céder le pouvoir à un membre de sa famille ? Voilà une question qui revient régulièrement dans le monde entier. Et notamment aux Philippines, où ce débat ressurgit actuellement avec vigueur. Le président des Philippines, Ferdinand Marcos Jr., a fait part de son soutien à un projet de loi visant à limiter la possibilité de transmettre le pouvoir de manière héréditaire. Pourtant, une visite dans sa ville natale, dans le nord du pays, suffit à mesurer toute l'ampleur du contrôle exercé par le clan Marcos sur le quotidien de nombreux Philippins.

Le 10 février, le Conseil consultatif du développement législatif-exécutif (Ledac) – organe de

coordination politique présidé par le chef d'État, qui rassemble le gouvernement et les élus des deux chambres du Congrès – s'est réuni au palais de Malacañang, la résidence officielle du président. À l'issue du sommet, le Ledac a érigé le projet de loi contre les dynasties politiques au rang de priorité, avec pour objectif de le faire adopter d'ici au mois de juin.

Ce texte entend limiter la succession héréditaire en politique et ainsi prévenir la confiscation du pouvoir par une poignée de familles. La Constitution actuelle, promulguée en 1987 après la longue dictature de l'ancien président Ferdinand Marcos Sr. [père du président en exercice, au pouvoir entre 1965 et 1986], interdit déjà les dynasties politiques. Cependant, aucune législation n'a interdit explicitement

la succession héréditaire [et les dynasties politiques ne sont pas clairement définies par la loi].

Bien que Ferdinand Marcos Jr. fasse lui-même partie d'une dynastie politique, il clame haut et fort son intention de faire adopter le projet de loi dans les plus brefs délais. Cette loi est aussi activement défendue par son fils aîné, Ferdinand Alexander "Sandro" Marcos, très influent à la Chambre des représentants.

Cette posture interroge : pourquoi Ferdinand Marcos Jr. et son fils défendent-ils des restrictions strictes en matière de succession héréditaire ? Selon Arjan Aguirre, maître de conférences à l'université Ateneo de Manille, l'élément déclencheur a été le scandale qui a éclaté en 2025 après des accusations de corruption dans le cadre de la construction des infrastructures de lutte contre les inondations. Alors que l'opinion publique ne décolère pas, soutenir la loi anti-dynastie politique "permet au président de se poser en dirigeant réformateur, à l'écoute des revendications populaires", analyse-t-il.

Le projet de loi est actuellement débattu par les deux chambres du Congrès, faisant apparaître des désaccords quant à la manière de limiter la transmission familiale du pouvoir. Ainsi, les liens familiaux concernés varient du tout au tout selon les amendements : certains concernent les parents au premier et deuxième degrés (comme les frères et sœurs) quand d'autres comprennent les membres de la famille jusqu'au quatrième degré (les cousins germains).

Subterfuges. L'un des enjeux évoqués durant les débats est la méthode qui consiste à se passer le relais entre membres d'une même famille pour occuper les principaux postes de pouvoir. Aux Philippines, les élus locaux comme les gouverneurs, les maires et les représentants au Congrès ont un mandat de trois ans, renouvelable deux fois de suite au maximum. Pour contourner cette règle, certains élus de premier plan ont parfois confié leur poste à des proches ou ont brièvement interrompu leur propre mandat.

L'ancien président Rodrigo Duterte, dont le fief se trouve à Davao, sur l'île méridionale

de Mindanao, en est un parfait exemple. Lorsqu'il a atteint la limite du nombre de mandats consécutifs au poste de maire, il s'est présenté en tant que maire adjoint. Sa fille aînée, Sara Duterte (aujourd'hui vice-présidente du pays), lui a succédé à la tête de la ville. En se relayant aux postes clés, les Duterte ont réussi à s'imposer comme une dynastie politique incontournable à Davao.

"Le président se pose en réformateur, à l'écoute des revendications populaires."

Arjan Aguirre, MAÎTRE DE CONFÉRENCES

De telles dynasties sont monnaie courante dans les zones rurales du pays. Ainsi dans la province d'Ilocos Norte, à la pointe nord de l'île de Luçon, où je me suis rendue à la mi-février pour explorer plus en détail la famille Marcos.

Le siège de la gouverneure d'Ilocos Norte est situé à Laoag, la capitale de la province. À l'occasion du 208^e anniversaire de la fondation de la province, des banderoles accrochées à l'extérieur du bâtiment arborent des photos de la famille Marcos : la sénatrice Imee Marcos, la gouverneure Cecilia Araneta-Marcos ou encore le vice-gouverneur Matthew Marcos Manotoc, respectivement sœur aînée, cousine par alliance et neveu du président.

Le cabinet du député Sandro Marcos est situé non loin de là. Le personnel à l'entrée oriente les visiteurs vers des services spécifiques qui prennent en charge tous leurs besoins : soins médicaux, éducation, transports, alimentation et même funérailles.

En temps normal, les habitants qui rencontrent des difficultés se rendent à la mairie pour obtenir de l'aide, mais les démarches y sont compliquées, et les files d'attente interminables. C'est pourquoi il est devenu courant de se tourner vers ses élus locaux, dans l'espoir de trouver une solution plus rapide.

De l'avis général, l'administration locale et les responsables politiques exercent des fonctions à peu près équivalentes. Face aux

problèmes du quotidien, comme des difficultés à payer les frais médicaux, de nombreuses personnes se tournent donc vers leurs représentants politiques. Manière pour ces derniers d'élargir leur assise électorale. Un système risquant également de mener à des abus comme la corruption ou l'achat de voix.

Un employé du cabinet de Sandro Marcos nous dit soutenir le projet de loi visant à limiter le poids des dynasties en politique. Selon lui, même si la famille Marcos a vu naître de nombreuses personnalités, "ce n'est pas pareil, puisqu'ils occupent des fonctions différentes et ne sont pas tous regroupés dans une seule commune". C'est ce qui les distingue, selon lui, d'autres clans, qui monopolisent "tous les postes d'une même ville" dans certaines régions du pays. "Nous ne voulons pas que tous les élus d'une collectivité locale soient issus d'une seule et même famille."

Scepticisme. J'interroge un groupe de femmes, toutes anciennes camarades de classe, au sujet de la limitation de la succession héréditaire en politique. L'une d'elles, Carmencita De Ocampo, travaille comme infirmière aux États-Unis depuis 2007. Elle soutient les restrictions proposées mais se montre sceptique quant à la volonté du président de s'attaquer aux racines du problème.

D'après elle, il pourra difficilement mettre un terme à cette situation alors que son mandat s'achève dans deux ans à peine. "Je ne pense pas qu'il y parvienne. Et cela lui est bien égal, puisqu'il ne se représentera pas à la prochaine élection." Elle estime également qu'un contrôle strict des finances des élus est essentiel pour mettre fin à la corruption en politique.

Les Philippines se sont engagées dans une transition démocratique après la "révolution jaune" de 1986. Le 25 février, à l'occasion du 40^e anniversaire du soulèvement, des manifestants se sont rassemblés à Manille pour protester contre la corruption du régime. Ainsi, quatre décennies plus tard, la colère gronde toujours face à la confiscation du pouvoir et des richesses par une minorité en place.

—Yuki Fujita,

publié le 16 mars,

traduit par Lucas Testut



ANALYSE

Le Monde PRÉSENTE

LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE

AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN,
FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS



22 JUIN 2026

UNE SOIRÉE AU THÉÂTRE DU ROND-POINT
RETRANSMISE EN DIRECT SUR [ATELIERS.LEMONDE.FR](https://ateliers.lemonde.fr)
ET DANS LES CINÉMAS PARTENAIRES



RÉSERVATIONS ET
INFORMATIONS

[ATELIERS.LEMONDE.FR](https://ateliers.lemonde.fr)

AVEC LE SOUTIEN DE

COMPTOIR
DES VOYAGES

CGR
EVENTS



france

 ✎ Dessin de Falco,
Cuba.


Édition. Grasset sans auteurs : adieu le pluralisme ?

La maison d'édition se vide brusquement de ses auteurs, qui protestent ainsi contre sa reprise en main idéologique par Vincent Bolloré, son propriétaire.

—Tages-Anzeiger (Zurich)

Il s se sont réunis au premier étage d'un café près des Halles, sur la rive droite de la Seine, alors que le monde littéraire parisien a plutôt ses habitudes sur la rive gauche, à Saint-Germain-des-Prés. Dans la soirée du 15 avril, 115 auteurs de Grasset [plus de 200 au 20 avril] ont décidé de quitter cette grande maison d'édition, pour laquelle certains écrivent depuis des décennies, et ce sans savoir exactement ce qu'il va maintenant se passer – tous ensemble, dans une lettre qu'ils ont cosignée.

Il y a là de grands noms, des auteurs célèbres et à succès : Virginie Despentes, Sorj Chalandon, Bernard-Henri Lévy,

Pascal Bruckner, Alain Minc, Vanessa Springora, Laure Adler, Frédéric Beigbeder. D'un seul coup, Grasset perd une grande partie de ses écrivains. Un geste sans précédent.

Les médias français parlent de "saignée". C'est assurément une hémorragie, une émigration massive. La raison en est le limogeage brutal du patron de la maison, Olivier Nora. Cet éditeur charismatique et universellement respecté dirigeait Grasset depuis vingt-six ans et lui avait imprimé sa marque. Il a été licencié par le propriétaire de la société mère Hachette Livre, à laquelle appartient Grasset : le multimilliardaire breton Vincent Bolloré, proche de l'extrême droite. "Virez-le moi !" aurait-il déclaré à ses directeurs.

"Son licenciement est une atteinte inacceptable à l'indépendance éditoriale et à la liberté de création, ont écrit les signataires de la lettre. Nous ne signerons pas notre prochain livre chez Grasset. Et nous sommes 115."

Éviction politique. Grâce à Olivier Nora, Grasset était une maison au pluralisme assumé, où des auteurs issus de sphères intellectuelles très différentes se sentaient chez eux, et les rangs de ces contestataires sont tout aussi éclectiques, un reflet fidèle de l'édition. La diversité des opinions n'est pas la tasse de thé de Bolloré, qui a de la politique une vision à sens unique.

L'éviction de Nora est donc politique et idéologique, comme

toujours avec Bolloré. Quoi qu'il achète – des chaînes de télévision, des radios, des journaux, des maisons d'édition –, il en remplace rapidement les responsables et impose une ligne politique qui vire brusquement à droite.

La chaîne d'information CNews est le Fox News français, et la station de radio Europe 1 est son clone. Les gens qui écrivent dans le *Journal du dimanche*, ou *JDD*, sont les mêmes que ceux qui, sur CNews et Europe 1, rêvent avec tant de zèle de mettre l'extrême droite au pouvoir. Au début, Bolloré se heurte toujours à une vive résistance, mais il s'en défait sans peine, car il a beaucoup d'argent.

Au *JDD*, ils ont fait grève pendant des mois. Bolloré a attendu que 95 % de la rédaction ait démissionné. Et là, il a mis ses fidèles en place. Chez Fayard, maison d'édition qui appartient également à Hachette, il a promptement licencié la directrice, Sophie de Closets, qu'il a remplacée par Lise Boëlle. Fayard ne publie plus désormais que des noms de droite : l'ancien président Nicolas Sarkozy, Jordan Bardella, le président du Rassemblement national d'extrême droite, Philippe de Villiers, un souverainiste.

À 74 ans, Bolloré est en mission. Une mission politique.

L'élection présidentielle doit avoir lieu en France en 2027. Et si Bolloré obtient ce qu'il veut, l'extrême droite pourra poser ses valises à l'Élysée. C'est son objectif avoué, et il exploite tous ses médias et ses canaux de distribution à cette fin. Il détient aussi les kiosques de la chaîne Relay, que l'on voit dans toutes les villes de France, dans les gares, les aéroports. En vedette dans les rayons : Sarkozy, Bardella, Villiers.

Bolloré est en mission. S'il obtient ce qu'il veut, l'extrême droite pourra poser ses valises à l'Élysée.

Par conséquent, le limogeage d'Olivier Nora n'a absolument rien d'une surprise, et selon les critères de Bolloré il survient même étonnamment tard – trois ans après la reprise d'Hachette. Il existe diverses versions des raisons de son départ. L'hypothèse la plus courante est liée à la nouvelle recrue de Grasset, une personnalité célèbre, au cœur des débats : l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, venu de chez Gallimard – dans le monde du mercato, on parlerait d'un énorme transfert.

Officiellement, Nora a déclaré que tout éditeur serait ravi de publier un auteur comme Sansal. Mais en privé, il aurait appelé Gallimard afin de présenter ses excuses pour ce rachat agressif. Bolloré, dit-on, aurait offert une avance de 1 million d'euros à Sansal pour son nouvel ouvrage, *Légende*, où l'auteur livre ses réflexions sur son année d'emprisonnement dans une prison algérienne. Gallimard n'était prêt à verser que 100 000 euros, la somme habituelle.

Olivier Nora insistait pour que le livre ne paraisse pas dès juin, ainsi que le réclamait l'auteur, mais plutôt à la rentrée d'automne. Il considérait que le manuscrit nécessitait d'être retravaillé en profondeur, qu'il était impubliable en l'état. Alors que Bolloré souhaite le sortir au plus vite, tel qu'il est : un livre de combat, comme le présente Sansal lui-même. Le livre paraîtra donc en juin.

Le magazine *Le Nouvel Obs* a une explication différente

MÉDIAS

Un vrai faux procès mené contre l'audiovisuel public

La commission d'enquête sur l'audiovisuel public devrait rendre son rapport à la fin d'avril. Depuis le début des travaux, elle a pris des airs de tribunal.

—Die Tageszeitung (Berlin)

Il y a longtemps que les médias publics hérissent l'extrême droite française. Que ce soit dans les reportages de politique intérieure, les débats et les talk-shows, ses représentants y font bien moins bonne figure que sur les chaînes privées, surtout celles contrôlées par l'ultra-conservateur Vincent Bolloré.

Décidés à prouver à quel point leurs critiques sont justifiées, ils ont demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire afin de vérifier le bon usage des fonds publics versés à l'audiovisuel public. Constituée en octobre 2025, celle-ci a procédé à des auditions sous la direction de son président, Jérémie Patrier-Leitus, d'Horizons, parti de la majorité présidentielle, et de son rapporteur, Charles Alloncle, de l'UDR (Union des droites pour la République).

Les représentants des médias convoqués à ces auditions sont obligés de se présenter sous peine d'amende et s'expriment sous serment. Cela a rapidement donné à la commission le caractère d'un tribunal.

Il est non seulement légitime mais aussi nécessaire que le Parlement se soucie en détail de l'usage des fonds publics. Dépenses excessives et très hauts salaires suscitent méfiance et envie. Charles Alloncle a revêtu lors des auditions le rôle d'un accusateur public pour qui la culpabilité des accusés était établie d'avance. Ce qui lui a valu le soutien de la une de plusieurs magazines d'extrême droite.

L'hostilité avec laquelle il cuisinait dirigeants et stars de l'audiovisuel public a même fini par embarrasser le président de la

commission. Espérait-il vraiment que les personnes interrogées de cette façon avoueraient qu'elles jetaient par la fenêtre l'argent des contribuables ou qu'elles s'étaient enrichies au passage, ainsi que certaines sociétés de production avec qui elles avaient des liens ? Quoi qu'il en soit, son agressivité s'est révélée contre-productive : à force de se comporter comme un inquisiteur, Alloncle a perdu toute crédibilité.

Accusations non fondées.

Plus de 200 personnes du monde des médias ont été entendues au cours de 70 auditions, lesquelles étaient retransmises en direct sur la chaîne parlementaire. Et le volume sonore montait souvent. Le rapporteur de la commission croyait pouvoir démasquer ses interlocuteurs, mais ses informations se sont à plusieurs reprises révélées inexacts ou montées de toutes pièces.

Un exemple, début février : Charles Alloncle affirme que Mediawan, la société de production de Xavier Niel et Matthieu Pigasse, appartient à un groupe étranger ; Jérémie Patrier-Leitus le corrige ; furieux, Alloncle laisse entendre que Patrier-Leitus est financièrement impliqué dans Mediawan. [Il a déclaré : "Que vous ayez des liens, on le verra peut-être, avec des actionnaires de Mediawan, on pourra en répondre."] Patrier-Leitus dément avec indignation et coupe le micro du rapporteur qui a perdu les pédales [et a interrompu l'audition].

Les téléspectateurs qui ont vu cette scène grotesque ont encore entendu Alloncle dire : "Non, mais Jérémie, franchement qu'est-ce que tu fais là ?" Une phrase qui est depuis devenue une grosse blague. Après ça, rien n'est plus allé entre le président et le rapporteur.

Alloncle s'est plaint d'être victime de censure. Interviewé à la radio [sur RTL, le 6 avril], Patrier-Leitus lui a reproché d'être de parti pris politique et intéressé : "Y avait-il un objectif politique dans cette commission d'enquête ? Est-ce qu'il fait tout ça pour faire élire Jordan Bardella en 2027 ?" Avant

"Est-ce que Charles Alloncle fait tout ça pour faire élire Jordan Bardella en 2027 ?"

Jérémie Patrier-Leitus, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

de poursuivre sur ses éventuels projets de carrière : "A-t-il envisagé d'être le ministre de la Culture de Jordan Bardella ?" Bardella et Marine Le Pen souhaitent privatiser l'audiovisuel public.

Fiasco annoncé. Ce qui avait commencé comme un travail de commission s'est soldé par une dispute tragicomique et un fiasco prévisible. Il est en effet improbable qu'un rapport final établi au nom de l'ensemble de la commission soit publié à la fin du mois comme c'était prévu. Une chose est toutefois devenue claire : si l'extrême droite arrive au pouvoir au printemps 2027 après l'élection présidentielle, les jours de l'audiovisuel public seront comptés. Ce qui serait dramatique pour la diversité des opinions, qui est déjà menacée.

Les médias publics sont de toute façon déjà sur la défensive. Radio France et France Télévision, deux entreprises distinctes, sont en train de se battre contre une réforme qui vise à les réunir dans une seule holding. La raison officielle, c'est la nécessité d'adapter l'audiovisuel à un paysage médiatique en pleine évolution, mais on voit bien que l'intention, c'est de réduire les coûts. Et les concurrents privés envient les recettes publicitaires du public.

—Rudolf Balmer, publié le 10 avril, traduit par Isabelle Boudon

pour le licenciement de Nora. Apparemment, on lui aurait imposé un autre auteur de droite, Nicolas Diat, un catholique fervent, qui aurait absolument tenu à ce que son récit sur Rome soit publié sous la prestigieuse couverture jaune clair de Grasset. Nora s'y serait opposé. Mais ces rumeurs de coulisses n'ont guère d'importance. Il y avait de toute façon longtemps que Bolloré voulait se débarrasser de Nora.

Dans leur lettre, les 115 auteurs accusent Bolloré de mener une "guerre idéologique visant à imposer l'autoritarisme partout dans la culture et les médias". Reste à savoir comment ils vont pouvoir se libérer de leurs contrats chez Grasset. Vont-ils engager un recours collectif pour récupérer leurs droits d'auteur auprès d'un nouvel éditeur ? Les auteurs qui cherchent à quitter Fayard ont entrepris une démarche du même type.

C'est facile pour les grands noms comme Virginie Despentes et Bernard-Henri Lévy. Leurs contrats les relient directement à leur directeur licencié, Olivier Nora. Ils n'auront donc qu'à aller où il ira. Des pourparlers seraient déjà en cours avec plusieurs éditeurs. Par ailleurs, il est possible que Nora crée sa propre maison. C'est une époque trouble et agitée sur les rives de la Seine.

—Oliver Meiler, publié le 16 avril, traduit par Raymond Clarinard

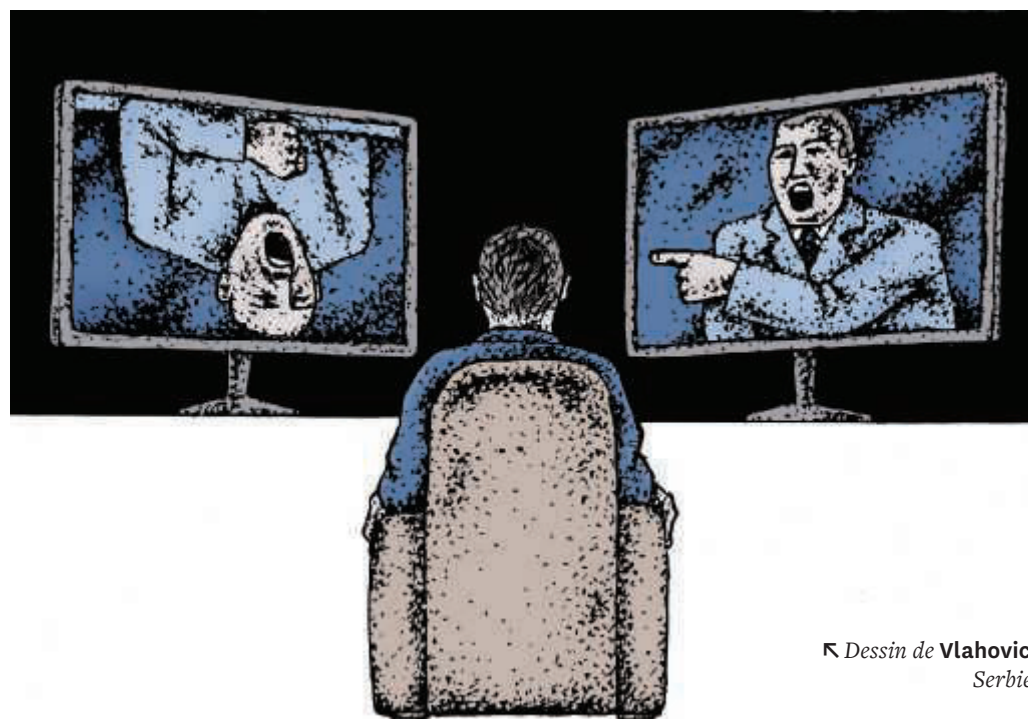
SOURCE

TAGES-ANZEIGER

Zurich, Suisse
Quotidien

tages-anzeiger.ch

Fondé en 1893, ce quotidien de centre gauche appartient au TX group (anciennement Tamedia), qui possède notamment La Tribune de Genève, 24 Heures et la Berner Zeitung. Il compte parmi les journaux les plus influents de Suisse. Établi à Zurich, il traite à la fois l'actualité nationale et celle du canton alémanique, où il est très implanté. Il couvre depuis 2017 l'actualité internationale en coopération avec le journal allemand Süddeutsche Zeitung.



↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

à la une

IA PEUR SUR L'EMPLOI

Avec l'essor de l'intelligence artificielle, partout dans le monde la peur de l'obsolescence gagne les cols blancs. Mais, pour l'heure, c'est surtout l'omniprésence de l'IA qu'il faut redouter. Ainsi, en Chine, elle s'est imposée dans les entreprises sans alléger le travail des salariés, bien au contraire ! Dans la Silicon Valley, elle s'est aussi généralisée à marche forcée. La capacité d'adaptation de l'humain peut-elle malgré tout faire de nous le moteur de cette nouvelle révolution technologique ? s'interroge le magazine américain *The Atlantic*.

—**The Atlantic**, extraits (*Washington*)

Mon métier existera-t-il encore dans cinq ans ?” Avec la montée en puissance de Claude Code et de ChatGPT [un agent et un bot d'intelligence artificielle (IA) générative], à peu près tous les cols blancs dans mon entourage sont amenés à se poser la question. L'IA sait coder comme un ingénieur, rédige un modèle économique comme un consultant, répond aux questions médicales mieux qu'un médecin. L'IA peut aussi livrer un morceau de country prêt à cartonner. Forcément, tout le monde se dit que, dans un avenir proche, l'Amérique n'aura peut-être plus besoin d'autant d'ingénieurs, de consultants, de médecins ou de chanteuses de country. Les requêtes Google sur la “job apocalypse” sont en hausse. Les électeurs commencent à paniquer. Mais les cols blancs feraient mieux de répondre à cette question : “Suis-je plutôt charbon ou cheval ?”

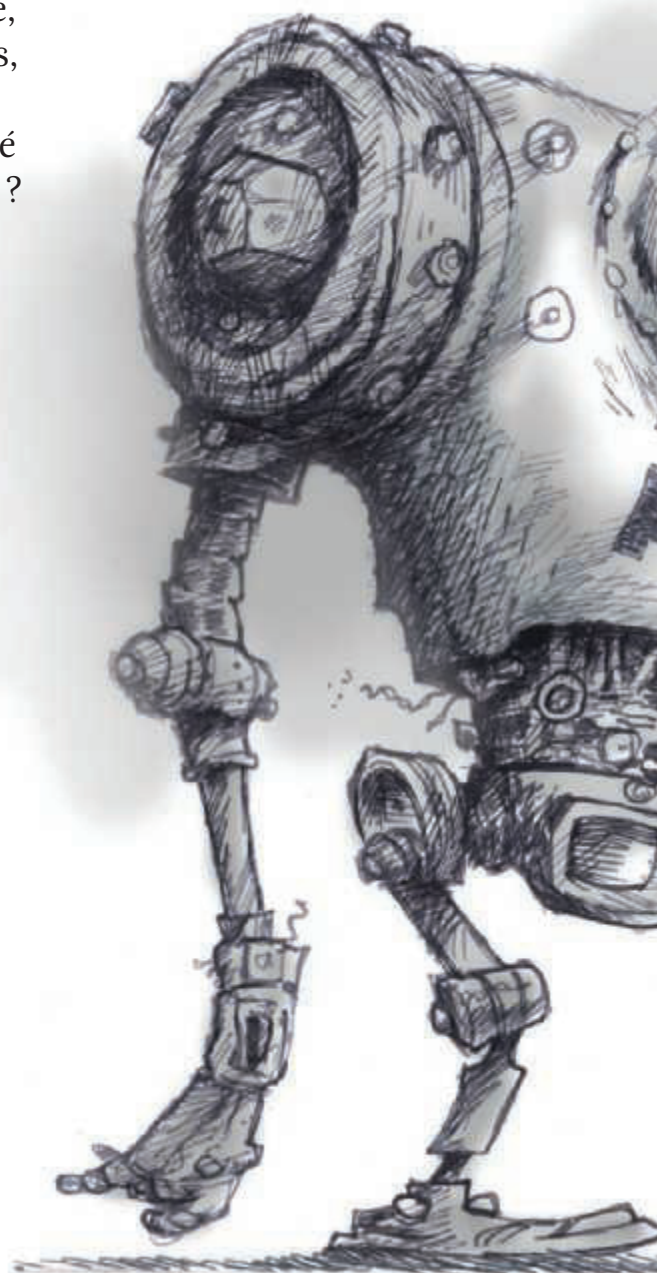
Le marché du travail n'a pas été tendre pour les chevaux et les ânes, sans parler des mules. En 1915, les exploitations agricoles aux États-Unis faisaient travailler 26 493 000 équidés. Un siècle plus tard, le nombre de ces bêtes de somme était passé à 700 000 (pour être honnête, les chiffres ne sont pas très précis). Les agriculteurs ont eu besoin des chevaux jusqu'à ce que les tracteurs et les machines qui faisaient mieux le travail les remplacent

(là encore, les données sont bancales. Le gouvernement a cessé de recenser le nombre de machines agricoles en 2013, mais continue de compter le nombre de tracteurs).

Le problème avec les chevaux, c'est que ce sont de vraies têtes de mules. Quand les moissonneuses-batteuses sont arrivées dans les champs de luzerne, les chevaux ont refusé de voir la réalité en face et d'aller travailler en usine. Ils n'ont pas appris à coder ou suivi des cours du soir. Ils se sont contentés d'attendre en mangeant des carottes.

Adaptation. Les humains s'adaptent bien mieux aux changements. Plus de la moitié de la population active américaine travaillait dans l'agriculture en 1880, contre 2 % aujourd'hui. Mais les agriculteurs ne sont pas devenus obsoletés pour autant. Ils ont commencé à travailler dans des usines de textile, leurs enfants sont devenus mécaniciens, leurs petits-enfants enseignants et leurs arrière-petits-enfants des candidats de télé-réalité. La plupart des emplois qui étaient encore très courants il y a cent ans (laitier, bûcheron, demoiselle du téléphone, colporteur) ont disparu ou presque.

Le passage de l'emploi agricole à l'emploi industriel a entraîné un douloureux exode rural, la misère épouvantable de la crise de 1929 (ainsi que d'autres récessions catastrophiques dont nous avons oublié l'existence) et les douloureux compromis du New Deal [la réforme des



banques, des programmes d'aide sociale et agricole menée par le président Roosevelt entre 1933 et 1938]. La transition des métiers manuels vers les emplois de bureau a également ruiné des régions entières et contribué à creuser les inégalités. Quand la technologie fait disparaître un nombre énorme d'emplois du jour au lendemain, ça tourne forcément mal. Pourtant, les êtres humains sont capables de se transformer. Nous nous adaptons, nous changeons, nous faisons feu de tout bois et parfois même nous évoluons, même quand un robot révolutionne notre métier. Et c'est là que le charbon entre en jeu.

En 1865, un brillant économiste anglais nommé William Stanley Jevons publie *The Coal Question. An Inquiry Concerning the Progress of the Nation, and the Probable Exhaustion of Our Coal-Mines* ["La Question du charbon. Une enquête sur le progrès de la nation et l'épuisement probable de nos mines de charbon"], inédit en français].

Le charbon, écrit-il, "c'est l'énergie matérielle du pays, l'aide universelle, l'élément qui apparaît dans tout ce que nous faisons. Avec le charbon, pratiquement toutes les prouesses sont possibles, voire faciles. Sans lui, nous voilà rejetés dans la pauvreté laborieuse des temps anciens." Le texte est exalté, lyrique même. Mais Jevons n'exagérait pas. À l'époque, l'Angleterre faisait partie de cette poignée de pays au sous-sol riche en charbon, comme les Appalaches ou la Ruhr, rappelle l'historien de l'économie Brad DeLong. Il suffisait de creuser un peu et vous pouviez chauffer votre maison, faire bouillir de l'eau ou forger le métal. C'est grâce au charbon que l'Angleterre est devenue le moteur de la révolution industrielle.

Pourtant, le pays n'en avait qu'une quantité limitée. (Problème.) Améliorer le rendement des machines à vapeur allait faire diminuer la demande, soutenaient les économistes qui ne suivaient pas Jevons. (Solution?) Ces améliorations

allaient faire baisser le prix des biens de consommation, augmenter les profits des entreprises et renforcer la place du charbon dans l'économie. Ce qui allait conduire à une augmentation, et non à une diminution, de la demande de charbon. La vision de Jevons est connue aujourd'hui sous le nom de "paradoxe de Jevons".

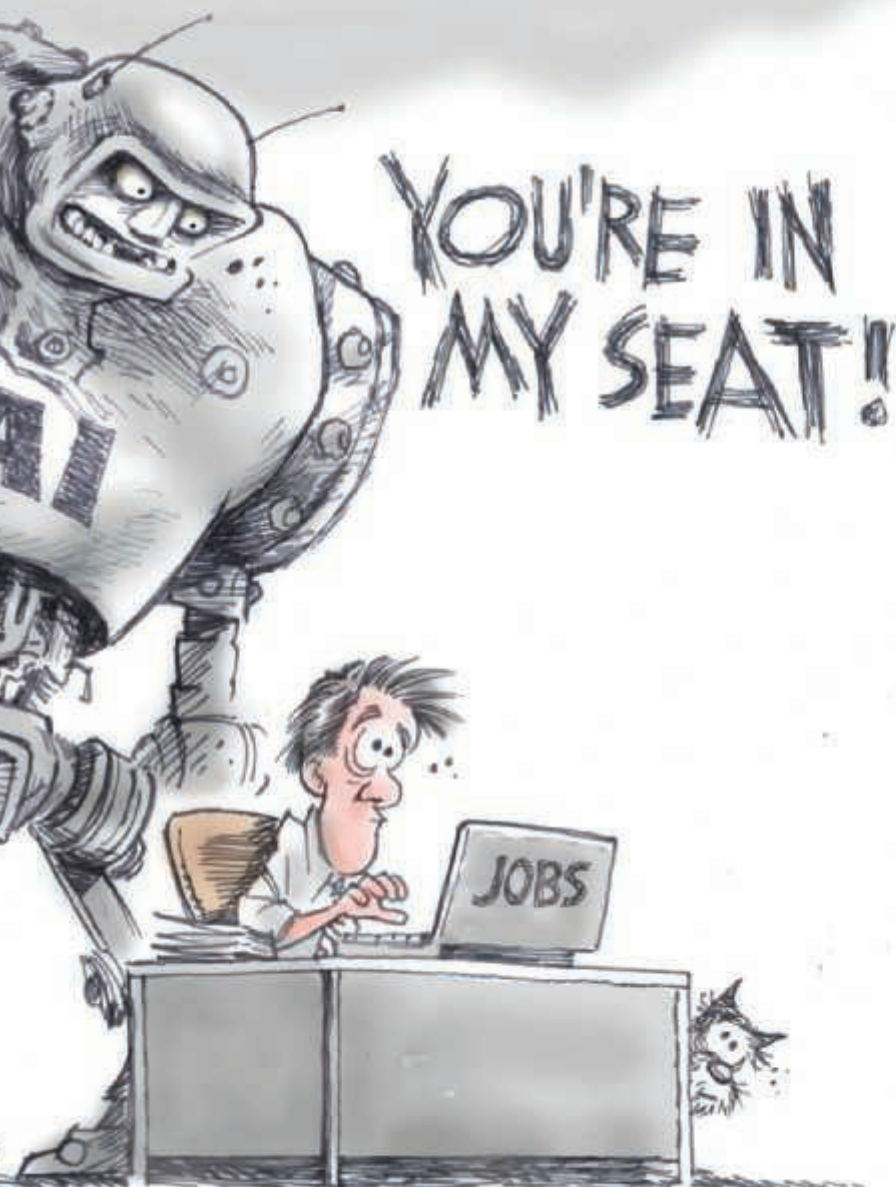
On risque d'entendre beaucoup parler de cet obscur concept de l'époque victorienne dans les années à venir. La Silicon Valley ne parle que de ça. Les exemples actuels du paradoxe ne manquent pas : les LED, les pompes à chaleur,

La plupart des emplois qui étaient encore très courants il y a cent ans (laitier, bûcheron, demoiselle du téléphone) ont disparu ou presque.

les sèche-linge de dernière génération sont bien moins énergivores que les ampoules à incandescence, les chaudières et les sèche-linge avec résistance. Pourtant les États-Unis consomment bien plus d'électricité qu'il y a vingt ou cinquante ans, parce que nous sommes inondés de gadgets électriques. Le haut débit, les données mobiles et les semi-conducteurs relèvent aussi du paradoxe de Jevons. Comme les téléphones et les réseaux sont plus performants, les gens regardent des vidéos gourmandes en énergie dès le réveil, ce qui veut dire qu'il faut encore plus de bande passante. Les puces les plus avancées qui transforment le moindre objet en mini-ordinateur font que n'importe qui peut désormais pirater votre machine à café et vous demander une rançon. D'où la nécessité de consommer toujours plus de puces.

Scanners et IRM. Ce paradoxe existe aussi sur le marché du travail, où dans de nombreuses professions les humains sont un peu comme le charbon. En 2016, le Prix Nobel [de physique] Geoffrey Hinton affirmait qu'il fallait "arrêter de former des radiologues" parce que les logiciels les rendraient bientôt obsolètes. Mais les progrès dans l'imagerie médicale ont ouvert la voie à de nouvelles applications pour les scanners et les IRM. Les patients ont réclamé, et les médecins ont prescrit, davantage d'examens, et ce sont les radiologues qui les réalisent et les interprètent. La technologie a complété le travail humain au lieu de s'y substituer. C'est ce qui s'est passé avec la radiologie et l'IA. Pour le moment du moins, cette dernière change la façon dont les médecins font leur travail, mais elle ne les met pas au chômage.

L'exemple le plus parlant est sans doute celui des ingénieurs informaticiens. [Au début du mois de mars], la fintech Block a licencié la moitié de ses employés. "Nous constatons déjà que les outils que nous développons et utilisons, associés à des équipes resserrées et plus horizontales, facilitent l'émergence d'une nouvelle façon de travailler, expliquait son PDG, Jack Dorsey, sur X. J'avais donc deux solutions : soit réduire progressivement les effectifs, soit être vraiment honnête sur ce qui



CAGLE CARTOONS



THE ATLANTIC
Washington, États-Unis
Mensuel

theatlantic.com
L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création, en 1857. Cette vénérable revue littéraire et politique, où écrivent les plumes les plus prestigieuses du moment, a su faire de son site un très dynamique lieu de réflexion et de débat. Elle n'a que rarement soutenu un candidat à la présidence, mais a pris trois fois parti contre Donald Trump, dénonçant le danger qu'il représente. Elle a même fini par devenir une sorte de bête noire du président républicain.

← "C'est ma place!"
Dessin de **Dick Wright**, États-Unis.

se passait et agir dès maintenant.” Traduction du jargon : pour Dorsey, les humains sont donc des chevaux et l’innovation les voue à disparaître. Mais les gens sont du charbon. Plus précisément, les codeurs sont apparemment aussi précieux que le charbon. Les entreprises emploient actuellement 6 % d’ingénieurs informaticiens de plus qu’il y a un an. (Soit dit en passant, Jack Dorsey avait peut-être d’autres raisons de licencier ses 4 000 employés. Un ancien employé expliquait dans *The New York Times* que ces suppressions d’emplois résultaient d’une “gestion classique des priorités et des coûts”.)

Bien sûr, les gens peuvent être à la fois cheval et charbon et des milliers d’autres choses, parce que l’IA aura différents effets selon les emplois, les secteurs d’activité, les lieux et l’époque. Le gouvernement pourrait aussi peser sur le marché de l’emploi, en taxant les profits des entreprises ou en faisant passer des réglementations pour

Les effets de l’IA sur le marché du travail et la productivité pourraient bien être plus ténus que de nombreuses personnes ne le redoutent.

protéger la main-d’œuvre ou encadrer l’IA. Si la prédiction de Geoffrey Hinton ne s’est jamais vraiment réalisée pour les radiologues, c’est en partie parce que les logiciels d’imagerie médicale doivent d’abord être validés par la FDA [l’agence américaine du médicament], qui place la barre très haut, ce qui a ralenti leur déploiement et augmenté les coûts.

Étant donné le grand nombre de points de friction, les effets de l’IA sur le marché du travail et la productivité pourraient bien être plus ténus que de nombreuses personnes ne le redoutent (moi y compris). Et certains secteurs de l’économie seront très peu touchés, voire pas du tout (les services à la personne par exemple).

Que l’IA change tout, ou rien, ou les deux, le charbon a fini par connaître le même sort que le cheval, du moins en Angleterre. Jevons avait correctement prédit que les avancées technologiques allaient faire grimper la demande en charbon, mais il avait sous-estimé la capacité des mines britanniques et du marché mondial à répondre à la demande. La production de charbon du pays a constamment augmenté jusqu’au début des années 1950. Or tandis que Jevons écrivait son livre, en Pennsylvanie, le “colonel” Drake (qui n’en était pas un en réalité) cherchait à creuser le sol en profondeur pour en extraire du pétrole. Peu après, le pétrole et le gaz ont supplanté le charbon, comme le charbon avait remplacé le bois, et tout comme l’énergie solaire prendra – peut-être – un jour la place du gaz et du pétrole. Toutes les mines de charbon au Royaume-Uni ont fermé, la dernière en 2024. Aujourd’hui, le pays consomme autant de charbon qu’en 1666.

—Annie Lowrey,
publié le 25 mars,
traduit par Mélanie Liffschitz

Le mot

Fobo

Fear of being obsolete, littéralement la “peur de devenir obsolète”.

C’est le “nouvel acronyme qui bouleverse la façon d’envisager sa carrière”, constate

Fortune. Né dans la foulée du désormais classique Fomo (*fear of missing out*, la “peur de passer à côté de quelque chose”), il se distingue de la “classique précarité de l’emploi”, puisque le salarié qui l’éprouve n’a pas “peur d’être licencié mais de devenir inutile”. Selon un sondage KPMG paru en novembre 2025, en effet, 52 % des Américains craignent de perdre leur emploi à cause de l’intelligence artificielle. Pour le magazine économique américain, le Fobo “est devenu en 2026 le principal facteur de risque psychologique sur le lieu de travail aux États-Unis”.

➤ Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.

De gré ou de force

Dans les entreprises de la tech comme Amazon, Google et Meta, la maîtrise des outils d’intelligence artificielle est un critère de recrutement et parfois d’évaluation professionnelle des employés. Car, pour vendre leurs produits, ces sociétés doivent pouvoir montrer que ceux-ci sont utiles et efficaces.

—The Wall Street Journal (New York)

L’utilisation de l’intelligence artificielle (IA) n’est plus un choix pour les travailleurs de la tech. Alors que de nombreux secteurs en sont encore au stade de l’expérimentation, les entreprises du numérique sont passées à l’étape suivante : suivre l’utilisation des outils d’IA au sein du personnel – et la rendre obligatoire si nécessaire. Qu’elles soient de petites start-up ou des géants comme Amazon, Google ou Meta, elles la quantifient dans une perspective de gains de productivité, et vont parfois jusqu’à la prendre en compte dans les évaluations des salariés. Pour certains postes, les candidatures de ceux qui n’apportent pas la preuve de leur maîtrise de l’IA sont écartées d’emblée.

Seth Besmertnik, directeur général de Conductor, une start-up de marketing numérique, explique : “C’est la politique de la carotte et du bâton... La clé d’une entreprise prospère, c’est d’avoir du personnel au top en matière de compétences.” En début d’année, il a souhaité intégrer l’utilisation de l’IA dans les critères d’évaluation professionnelle des 300 employés de l’entreprise. La note de compétence en IA est comprise entre 1 et 5, la note maximale étant réservée à ceux qui créent des systèmes améliorant le flux de travail de leurs collègues. Il a également mis en place une nouvelle récompense : une prime de vacances de

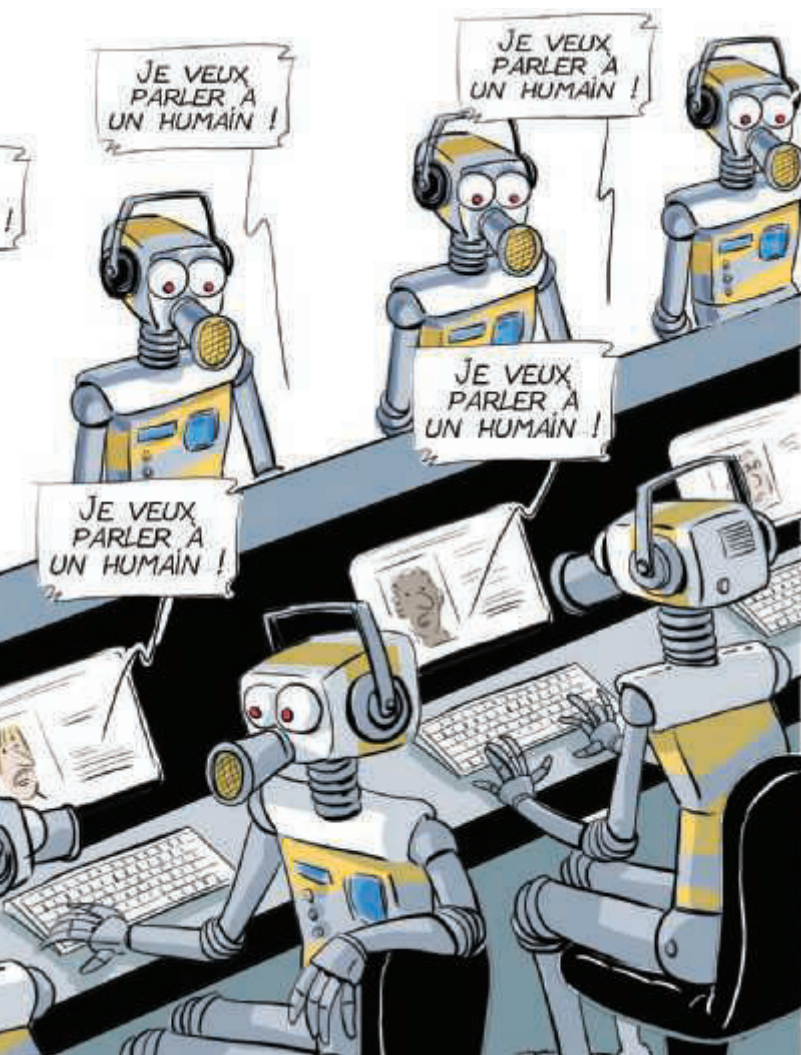


plusieurs milliers de dollars accordée à l’employé qui propose le processus fondé sur l’IA le plus efficace.

Pour Seth Besmertnik, il est inconcevable de recruter des gens qui ne maîtrisent pas l’IA. (Lors des entretiens d’embauche, deux personnes sont présentes pour évaluer les compétences dans ce domaine.) Les candidats doivent s’attendre à être testés sur leur capacité à résoudre des exemples de problèmes à l’aide de l’IA. Il leur est demandé de justifier le choix de l’outil utilisé, de préciser quels prompts [ou instructions] ils ont rédigés et en quoi leur démarche est différente de celle qu’ils auraient eue six mois auparavant.

Selon une enquête du cabinet de conseil en IA Section, en octobre dernier, environ 42 % des travailleurs de la tech ont déclaré que leur supérieur hiérarchique direct attendait d’eux qu’ils utilisent l’IA dans leur travail quotidien, contre 32 % huit mois plus tôt. Par ailleurs, dans les milieux du numérique et des télécommunications, près de la moitié des entreprises estiment que l’IA générative présente un bon retour sur investissement, contre 35 % dans l’ensemble des secteurs, selon une récente enquête menée par la Wharton School de l’université de Pennsylvanie et le cabinet de conseil GBK Collective.

Néanmoins, même dans un secteur habitué à lancer les tendances dans les manières de travailler, l’adoption de l’IA n’a pas été chose facile.



Les travailleurs de la tech partagent en grande partie les sentiments du grand public, en particulier le scepticisme par rapport au temps que l'IA fait gagner. De plus, entendre leurs patrons affirmer que l'IA finira par réduire les effectifs ne laisse pas de les inquiéter. *“Dans la tech, ces craintes sont encore plus fortes, souligne Jeremy Korst, coauteur de l'étude de la Wharton School. Comment peut-on penser que les employés vont massivement adopter une technologie susceptible, à leurs yeux, de leur faire perdre leur emploi à terme?”*

Tableau de bord. Les entreprises peuvent certes rendre obligatoire l'utilisation de l'IA et la mesurer, mais pour encourager son adoption il faut promouvoir une culture d'entreprise fondée sur l'expérimentation, valorisant les réussites et les échecs. C'est beaucoup plus difficile à faire dans les grandes organisations, et tout le monde ne le fait pas correctement, explique Jeremy Korst.

Plusieurs géants du numérique mesurent scrupuleusement l'utilisation de l'IA par leurs employés. Ainsi, les responsables des développeurs de logiciels chez Amazon Web Services ont un tableau de bord présentant l'utilisation des outils d'IA par les ingénieurs. Bien que cela ne fasse pas partie des critères dans les évaluations professionnelles, dans les faits, l'engagement des employés en faveur de l'IA joue lorsqu'il s'agit d'obtenir une promotion, de

“Nous évaluons effectivement le degré d'adoption de cette technologie. Nous n'arrêtons pas de regarder les chiffres.”

Joe Inzerillo, DIRECTEUR DU NUMÉRIQUE DE SALESFORCE

source bien informée. (*The Information* avait déjà relaté le suivi par Amazon de l'utilisation de l'IA par ses employés.) *“Nous veillons à une bonne adoption de l'IA et au partage des meilleures pratiques pour stimuler l'innovation et les gains d'efficacité opérationnelle dans toute l'entreprise, que ce soit lors d'un processus d'évaluation ou tout au long de l'année”,* explique une porte-parole d'Amazon, qui précise que les employés sont censés utiliser différentes ressources, dont l'IA, pour aider les équipes à devenir plus efficaces.

Selon des personnes bien informées, pour la première fois cette année Google prend en compte l'utilisation de l'IA dans certaines évaluations de performance de ses ingénieurs logiciels. Mais c'est laissé à la discrétion des équipes et des responsables, qui n'ont pas l'obligation de le faire, précise une chargée de communication. Elle ajoute que l'entreprise encourage tous ses employés, quel que soit leur rôle ou leur échelon, à intégrer les outils d'IA dans leur travail quotidien.

Chez Meta, le nouveau système d'évaluation des performances inclura l'utilisation de l'IA, selon une personne bien informée. Ce dispositif peut compter le nombre de lignes de code écrites par un ingénieur avec l'IA, et des outils d'IA fournissent à chacun des indications sur les effets de son propre travail, ce qui lui permet de s'autoévaluer. (*Business Insider* et *The Information* ont déjà consacré des articles à ce projet.)

Du côté de Microsoft, l'utilisation de l'IA fait partie des thèmes abordés lors des entretiens professionnels. Les employés doivent quantifier leur utilisation des outils d'IA dans leur travail.

Quant à Salesforce, il a ajouté à son tableau de bord un outil de suivi des progrès en matière de maîtrise de l'IA en fin d'année dernière. Bien que l'entreprise n'ait pas fixé d'objectif à atteindre par les employés pour être bien

notés, l'usage des nouveaux outils pèse dans la balance, selon une responsable de la communication, car une personne qui n'utilise pas l'IA a de fortes chances d'être moins performante. Joe Inzerillo, vice-président exécutif et directeur du numérique de Salesforce, le reconnaît : *“Nous évaluons effectivement le degré d'adoption de cette technologie. Nous n'arrêtons pas de regarder les chiffres.”*

Contrairement aux logiciels classiques que les gens utilisent dès leur lancement, l'IA est plus compliquée à déployer. Au cours de l'année écoulée, l'entreprise a eu comme ligne de conduite d'essayer puis d'itérer : les meilleurs outils s'imposent naturellement et sont vite adoptés. Quand un outil a convaincu un nombre suffisant d'utilisateurs, la bascule est possible et on peut rendre son emploi obligatoire.

Ainsi, les salariés de Salesforce ont désormais la possibilité de poser leur demande de congés payés en ayant uniquement affaire à un agent d'IA. La plupart des autoévaluations et des évaluations professionnelles se font également ainsi. *“Quasiment 100 %”* des employés ont recours à l'IA, d'une manière ou d'une autre, dit Joe Inzerillo.

Selon Brian Elliott, qui aide les entreprises à envisager l'avenir du travail, les géants de la tech mettent particulièrement la pression sur leur personnel pour qu'il utilise davantage l'IA. *“Ces entreprises, notamment Microsoft, Amazon et Google, dépensent des sommes colossales pour créer ce genre d'outils”,* constate-t-il. Et si elles ne parviennent pas à les faire fonctionner correctement en interne, elles auront du mal à les vendre à leurs clients. *“Il faut montrer que c'est un bon retour sur investissement.”*

Andrew Anagnost, PDG du fabricant de logiciels Autodesk, estime que le principal obstacle à l'adoption de l'IA, c'est l'accès. Au départ, certains outils de codage comme Cursor avaient été bloqués et des salariés y recouraient en cachette. Plutôt que d'imposer des outils, l'entreprise met l'accent sur les tâches que l'IA permet d'améliorer, tout en sachant qu'il y aura toujours un petit nombre de personnes réfractaires. Mais *“elles ne feront probablement pas long feu”,* conclut le dirigeant.

— **Katherine Bindley et Katherine Blunt,**
publié le 24 février,
traduit par Françoise Lemoine

SOURCE

THE WALL STREET JOURNAL

New York, États-Unis
Quotidien
wsj.com

C'est la bible des milieux d'affaires. Mais à manier avec précaution : d'un côté, des enquêtes et reportages de grande qualité, avec un souci de neutralité. De l'autre, des pages éditoriales très partisans défendant, souvent avec virulence, les points de vue conservateurs.

89 %

C'EST LE POURCENTAGE DE DIRIGEANTS qui disent n'avoir constaté aucune amélioration de la productivité depuis l'arrivée de l'IA, selon une enquête réalisée auprès de 6 000 directeurs financiers, PDG et cadres supérieurs. Menée aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Australie, l'étude du National Bureau of Economic Research, un institut privé de recherche américain, montre que l'IA est déjà utilisée dans 69 % des entreprises des sondés sans qu'ils aient pu identifier un quelconque effet sur l'emploi.

“J’AI L’IMPRESSION D’ÊTRE DEVENUE UNE BÊTE DE SOMME”

Sur la plateforme Weixin, deux journalistes du *Shuzhi Qianxian* dressent un bilan de l’utilisation de l’intelligence artificielle dans le monde du travail en Chine au travers de quatre exemples édifiants.

—Weixin (WeChat), extraits (Shenzhen)

Il y a eu comme un renversement [début mars], quand les gens sont rentrés au travail après la coupure du Nouvel An chinois. Les discussions en ligne sont soudain devenues très techniques : on s’est mis à parler d’OpenClaw, de vitesse de consommation des jetons, de widgets créés sans ligne de code... Les outils d’intelligence artificielle (IA), jadis réservés aux développeurs, deviennent accessibles à tous, même sans aucune formation technique.

Si cette tendance s’accélère, elle s’accompagne d’un nouveau constat. Il y a un an, tout le monde pensait que l’IA était l’outil miracle pour alléger notre charge de travail, puisqu’elle pouvait rédiger des rapports, concevoir des affiches ou analyser des données à notre place.

Aujourd’hui, on prend conscience du prix à payer : la nécessité de suivre le rythme effréné des itérations technologiques, de maîtriser toujours plus d’outils, et de supporter toute la charge intellectuelle et émotionnelle que cela implique. En fait, l’IA ne nous rend pas plus détendus. Elle nous force à vouloir tirer le meilleur de nos capacités pour atteindre des sommets que nous n’aurions jamais osé imaginer atteindre. D’où, inévitablement, un état de fatigue accrue.

GUAN YUE DRH DÉBORDÉ

Fin 2024, à 40 ans, Guan Yue a pris une décision audacieuse : directeur des ressources humaines (DRH) d’une grande entreprise bien installée, il a répondu à l’appel d’un chasseur de têtes pour rejoindre une jeune pousse du secteur numérique, au rythme de travail effréné.

Le recrutement fait partie des premiers processus à avoir intégré l’IA, en particulier pendant les campagnes d’embauche sur les campus, pour présélectionner les CV des jeunes diplômés et vérifier l’adéquation des profils avec les postes à pourvoir. Dans certaines entreprises, l’IA assure les trois quarts du travail lors d’une première étape de recrutement.

Dans les missions effectuées par Guan Yue, l’IA intervient tout au long du processus : dès la fin d’un entretien, elle génère immédiatement un rapport détaillé sur le candidat, censé apporter une aide très précieuse au DRH. Pourtant, constate Guan Yue, l’humain

reste irremplaçable. “L’IA teste surtout le professionnalisme de la personne à travers les réponses fournies. En revanche, elle est encore incapable de cerner la personnalité du candidat à partir du ton employé, de son langage corporel ou de ses traits de caractère.”

Résultat, le DRH doit redoubler de concentration à chaque entretien : au-delà des compétences professionnelles d’un individu, il doit jauger avec davantage d’acuité son dynamisme, son aptitude à communiquer, la conscience de ses limites et sa capacité à travailler en équipe. Car pour l’instant, seul l’être humain est capable de mesurer de telles compétences comportementales, d’une importance capitale.

“Dans les grandes entreprises, être capable d’exploiter 70 % de ses compétences professionnelles, c’est déjà formidable ! En fait, la plupart des gens n’en utilisent que 40 % à 50 %”, rappelle Guan Yue. Qui ajoute : “Le reste n’est qu’une affaire de communication et de synergie – des domaines qui sont précisément des angles morts de l’IA.”

Paradoxalement, lors des entretiens d’embauche, le DRH doit aussi jouer au plus fin avec l’IA. Car certains candidats se font assister par elle.

Guan Yue se retrouve à devoir fixer le regard de son interlocuteur pour vérifier qu’il n’est pas en train de trouver des réponses sur son smartphone. Pour lutter contre la tricherie, il a même dû ajuster sa stratégie : il évite autant que possible les questions ouvertes et s’intéresse surtout aux expériences professionnelles concrètes de la personne interrogée – des éléments que l’IA ne peut pas inventer.

FENG WEI RÉDACTRICE MULTITÂCHE

Dans la même entreprise, Feng Wei, qui travaillait avant dans les médias, perçoit l’IA de manière radicalement différente. Elle venait juste d’être embauchée quand on lui a récemment confié une mission un peu absurde pour une plume aiguisée comme la sienne : raconter par écrit les histoires de plusieurs dizaines d’employés exemplaires ; elle ne disposait que de cinq jours pour le faire.

Elle a vite compris que cette demande était foncièrement différente des articles de presse qu’elle publiait avant. Là, il s’agissait de transmettre les valeurs de l’entreprise, selon un modèle stéréotypé bien défini, en forçant le

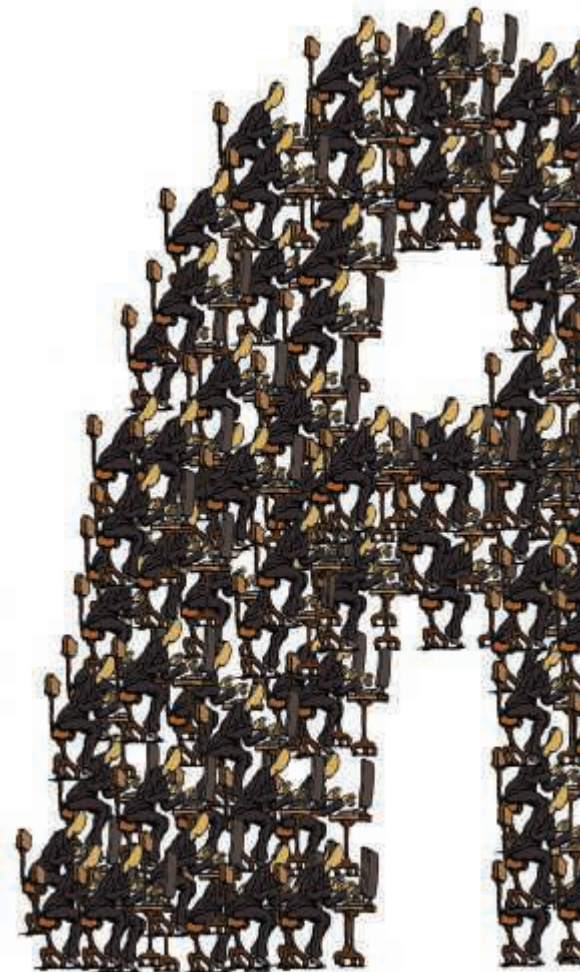


SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Quand les robots remplacent les salariés, faut-il leur faire payer des impôts ?

L’IA attire des investissements massifs et bouleverse le monde du travail. Alors que les géants de la tech multiplient les licenciements, la question fiscale refait surface. Si l’automatisation réduit les recettes fondées sur l’emploi humain, faut-il taxer les machines, le capital, ou repenser entièrement l’impôt à l’ère de l’IA ? se demandait le quotidien espagnol *El País* en janvier dernier.

➤ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

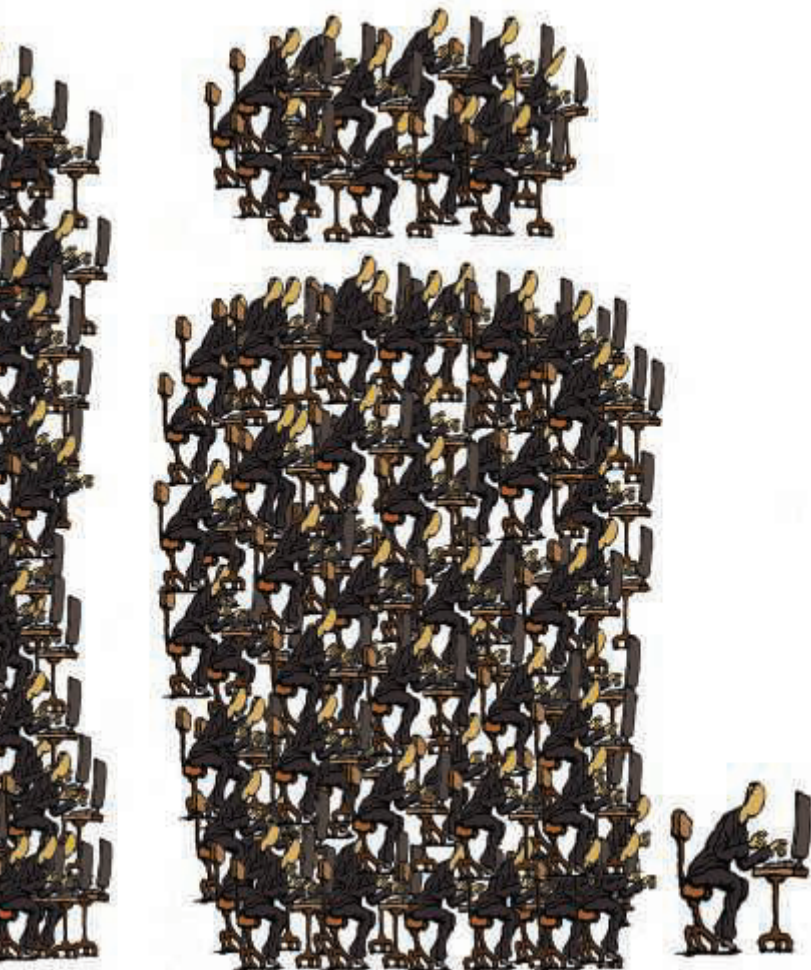


trait et en utilisant des phrases chocs très appréciées de la hiérarchie. Or c’est une tâche que l’IA sait parfaitement gérer.

Feng Wei a en effet constaté que les textes générés par l’IA sont souvent un peu exagérés, avec beaucoup, précisément, de phrases chocs stéréotypées. “Sans l’IA, j’aurais été complètement dépassée.” Elle a donc alimenté un grand modèle de langage (LLM) avec ses données, ce qui lui a permis d’obtenir très rapidement des articles conformes aux critères de l’entreprise.

Pourtant, même si elle accomplit ces tâches plus rapidement grâce à l’IA, elle ne quitte pas le bureau plus tôt : ses indicateurs clés de performance (ICP) sont paradoxalement devenus moins bons. Car un travail qui, auparavant, était réparti entre plusieurs personnes retombe désormais sur ses seules épaules. Les visuels autrefois réalisés par un graphiste ? C’est désormais à elle de s’en occuper, en sondant l’IA pour trouver des idées.

Le plus terrible, c’est le profond sentiment d’aliénation que cela lui procure : “Souvent, j’ai l’impression d’être devenue l’IA de mon patron. Dès qu’il me donne une instruction, je la saisis tout de suite dans mon LLM. Puis je dois réajuster le résultat, encore avec l’IA, en fonction des remarques de mon chef.” “Les différentes interactions avec l’IA représentent une nouvelle charge de travail considérable. J’ai l’impression d’être devenue une bête de somme !” La fatigue, ajoute-t-elle, n’est pas seulement physique. L’impression d’être



soi-même réduit à un simple outil contribue à un profond sentiment de lassitude.

Dans les grandes entreprises, l'IA améliore l'efficacité des employés, les libère des tâches répétitives et fastidieuses et compense leurs faiblesses. Mais elle rend aussi la survie en entreprise plus difficile. Puisqu'elle uniformise les compétences de base, on ne peut plus compter que sur des valeurs fondamentales : la compréhension de la nature humaine, l'ouverture à l'inconnu, ainsi qu'un esprit capable de penser de manière indépendante.

LUO ZHENG TRADEUR AUX AGUETS

Cela fait une dizaine d'années que Luo Zheng roule sa bosse dans le secteur des hautes technologies. Ces deux dernières années, l'entreprise pour laquelle il travaillait a mené des restructurations qui ont mis son service sur la touche et ont créé de nombreux mouvements de personnel. Après avoir hésité, il a décidé de démissionner, sans nouvelle offre en vue : "J'étais dans mes plus belles années, le temps était venu pour moi de faire ce qui me plaisait vraiment."

Plutôt que de se précipiter sur un nouveau poste en profitant de son expérience en entreprise, il s'est convaincu d'une chose : "Face à la vague de l'IA, si je ne m'y mets pas à fond, je risque d'être écarté d'ici quelques années, même si je trouve un nouvel emploi." L'idée était de se familiariser avec cette nouvelle technologie en

cherchant une voie. L'IA étant de plus en plus accessible, pourquoi ne pas essayer d'en faire quelque chose ? Il s'est abonné à ChatGPT, a commencé à "discuter" avec le LLM et à bidouiller... Et au bout de quelques semaines, il a mis au point un système de trading.

Les LLM disponibles sur le marché, a-t-il constaté, manquent en général de capacité de mémoire à long terme. Il a résolu ce problème en utilisant la fonction "Projets" de ChatGPT : dans un même "projet", il a regroupé son profil d'investisseur, une sélection de titres recueillie sur les réseaux sociaux, ainsi que des formules de rendement boursier données par l'agent conversationnel. À partir de cela, il a demandé au système de lui recommander vingt titres et de lui fournir des analyses quotidiennes et hebdomadaires de leur évolution.

"En apparence, c'est l'IA qui s'occupe de tout. Mais en réalité, je dois vérifier chaque étape moi-même."

Luo Zheng,
TRADEUR INDÉPENDANT

À cette fin, il a trouvé, toujours sur les conseils de ChatGPT, une interface de données en accès libre fournissant une mise à jour des cours de la Bourse. L'architecture est belle. Mais à chacune de ces étapes, il doit faire preuve d'une logique extrêmement rigoureuse pour interagir avec l'IA, et la pousser à lui fournir ces résultats. "En apparence, c'est l'IA qui s'occupe de tout. Mais en réalité, je dois vérifier chaque étape moi-même. En devant gérer tout cela à la fois, je suis surchargé de travail."

Luo Zheng se retrouve pris dans un processus mentalement très exigeant. Au point qu'il a parfois du mal à trouver le sommeil à cause d'échanges, tard dans la nuit, avec l'IA.

LIU JINGRAN ANALYSTE BRICOLEUR

Diplômé en analyse de mégadonnées, Liu Jingran, dans la vingtaine, travaille depuis trois ans dans un institut de recherche. Ses tâches consistaient au départ à "poser des briques" : extraire des données, les ranger dans des tableaux, vérifier leur cohérence et les analyser. Rares étaient les fois, en définitive, où il devait mettre en pratique les logiques de traitement complexes apprises pendant ses études. Au point qu'il avait perdu l'habitude d'utiliser [le langage de programmation] Python, faute d'occasion de le faire.

Une seule fois, un collègue lui a soumis une demande d'analyse de données complexe et multidimensionnelle. Tout émoustillé, il a passé la nuit à échafauder plusieurs solutions... Mais une fois celles-ci mises en œuvre, il avait dû reprendre son travail de Sisyphe.

Puis s'est enclenché un mouvement de restructuration du personnel au sein de l'entreprise. Un tournant pour Liu Jingran : alors qu'il constatait de plus en plus de postes de travail

Décryptage

Une nouvelle maladie professionnelle ?

●●● L'IA pourrait avoir "des conséquences potentiellement graves sur la santé mentale" des travailleurs, explique **Raconteur**, au point qu'elle a déjà inspiré à des chercheurs la nouvelle pathologie AIRD, pour *AI replacement dysfunction*, littéralement "syndrome du remplacement par l'IA". Cette nouvelle maladie professionnelle pourrait "entraîner des symptômes allant de l'anxiété à l'insomnie, en passant par la paranoïa ou la perte d'identité, même chez des personnes en bonne santé", détaille le média britannique destiné aux dirigeants. Même lorsque les salariés ne sont pas directement menacés, "l'évolution rapide de la technologie peut susciter de l'anxiété dans les équipes". Brittany Straton, spécialiste en cyberpsychologie à l'université Arden, souligne qu'il s'agit d'un "facteur de stress chronique".

inoccupés autour de lui, lui se retrouvait avec toujours plus de demandes d'analyses de données en provenance d'autres services.

Un collègue lui a suggéré de créer un système automatisé d'extraction de données. Un dilemme, pour le jeune homme : d'un côté, il avait très envie de se débarrasser de ces tâches répétitives ; mais de l'autre, il s'interrogeait sur la possibilité de conserver son poste de simple "poseur de briques" une fois ces tâches automatisées.

Pour sortir de cette impasse, il a envisagé un temps de passer un diplôme supérieur en intelligence artificielle – histoire de sortir de son statut de plus en plus précaire de "poseur de briques". Il y a renoncé, constatant que plusieurs de ses connaissances qui avaient fait ce choix se retrouvent en réalité au chômage leur diplôme en poche. Il y avait pourtant cette phrase, soufflée par un collègue plus âgé, qui avait fait tilt chez Liu Jingran : "L'IA élimine les travailleurs qui effectuent des tâches répétitives. Toi, il faut que tu sois celui qui la contrôle."

C'est donc à travers une sorte de "reconversion professionnelle sans quitter son poste" que le jeune homme a décidé d'intégrer l'IA à ses tâches professionnelles. Il savait que Cursor [un éditeur de codes] était très apprécié de ses amis développeurs. Mais avec un abonnement annuel à plus de 1 000 yuans [126 euros], il n'avait pas envie de miser une telle somme sans avoir l'assurance que cet outil lui soit vraiment utile. La solution qu'il a trouvée est

SOURCE

WEIXIN (WECHAT)

Shenzhen, Chine

weixin.qq.com

C'est le moyen de communication le plus populaire en Chine. Tencent, qui détient cette application de messagerie, fait état de plus de 1 milliard de comptes. Weixin est aussi une plateforme où s'expriment la presse indépendante et la blogosphère, octroyant ainsi un espace de relative liberté aux Chinois, dans un environnement médiatique très contrôlé.

d'utiliser Yuanbao, le chatbot d'IA développé par [la société chinoise] Tencent, pour générer des lignes de code en exprimant ses besoins en langage clair; après quoi, il devait copier ces codes dans PyCharm pour les exécuter [en langage Python]. Mais basculer sans cesse d'un logiciel à l'autre est devenu par trop fastidieux.

Il a alors découvert Trae, un outil de programmation par IA gratuit, qu'il avait tout de suite su maîtriser grâce à ses bases sur Python. Alors qu'auparavant il lui fallait écrire des dizaines de lignes de code avant de pouvoir extraire les données voulues, il lui suffit désormais de décrire ses besoins pour que l'IA génère automatiquement le script et corrige les bugs.

Avec l'apparition des IA agentiques, les technologies évoluent à une vitesse bien supérieure à celle du rythme d'apprentissage humain.

Ravi de sa découverte, il a partagé sa connaissance de Trae à son ami Xiao An, titulaire d'un doctorat en sciences humaines. Celui-ci s'est lancé tête baissée dans le développement d'un logiciel adapté à ses recherches à l'aide de l'IA. Mais après avoir bataillé dessus pendant deux jours, tout ce qu'il a obtenu, c'était une interface surchargée et sans aucune utilité. Ce qui lui a valu un verdict sans appel : "Cette programmation par IA, c'est vraiment de la daube!"

"L'IA n'est pas omnipotente, lui a expliqué un utilisateur expérimenté de Cursor. C'est simplement un outil d'exécution. Il faut d'abord étudier et comprendre sa logique, être capable de la déboguer soi-même, avant qu'elle puisse travailler à votre place."

L'épisode a échaudé Liu Jingran. Il prend conscience, avec l'apparition des nouvelles IA dites "agentiques", comme Claude Code ou OpenClaw, que les technologies évoluent à une vitesse bien supérieure à celle du rythme d'apprentissage de l'être humain. C'est l'illustration parfaite du fait que les outils sur lesquels on s'appuie aujourd'hui ne font que retarder notre remplacement futur, sans pour autant constituer eux-mêmes des barrières irremplaçables.

Le monde du travail est en pleine recomposition à cause de l'IA. Au lieu de faciliter la vie, elle alourdit la charge de travail de certains, peut générer davantage de stress et nécessite des capacités d'apprentissage parfois considérables. Chaque pas en avant exige des efforts intellectuels et émotionnels toujours plus intenses.

Nous voilà contraints de sortir de notre zone de confort pour tenir la dragée haute aux algorithmes. L'IA établit un niveau d'exigence extrêmement élevé, ouvrant peut-être aussi des perspectives inédites pour les personnalités les plus ambitieuses. Elle n'est pas là pour nous servir : elle fait un tri parmi nous.

—Zhao Yanqiu, Wang Zhong,
publié le 4 mars,

traduit par Françoise Lemoine-Minaudier

Contrepoint

PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Les entreprises "qui se lancent à fond dans l'IA brûlent les étapes", assure **The Register**. Cette technologie

ne "fonctionne toujours pas très bien", rappelle le média britannique spécialisé dans la tech. "Personne ne sait exactement" quelle architecture implémenter ou même dans quel cas l'utiliser, affirme Dorian Smiley, cofondateur de la start-up américaine CodeStrap. "Un grand nombre de personnes font semblant de savoir", ajoute-t-il. Ce spécialiste des systèmes d'intelligence artificielle évoque un cas d'école, celui d'une IA à qui l'on demande de réécrire un moteur de base de données SQLite. Elle a "réussi tous les tests", mais son programme comptait 576 000 lignes de code, soit "3,7 fois plus" que nécessaire. "Ses performances étaient 2 000 fois moins bonnes" que la version précédente. Il n'y avait plus qu'à "tout jeter".

↓ Dessin de Rivers, États-Unis.

D'où vient cette peur d'être tous remplacés par l'IA?

Avec les licenciements dans la tech américaine, on pourrait croire les humains devenus superflus. Pourtant, les économistes n'ont pas de certitudes sur les effets que cette technologie aura sur l'emploi.

—Courrier international

Et si on jouait à se faire peur? Les prophéties sur l'IA qui viendrait radicalement transformer le monde du travail ne sont-elles pas autoréalisatrices? Depuis quelques mois, les licenciements se multiplient chez Oracle, Block, Amazon ou Meta. À San Francisco, "capitale mondiale de la tech", l'emploi total "a baissé de 3 % depuis le début de l'année 2023", constate **The Economist**. Les patrons de la tech jurent que le secteur connaît "un essor sans précédent, grâce à l'IA", mais qu'avec les progrès "fulgurants" de cette technologie "les humains deviennent superflus", poursuit l'hebdomadaire.

Des voix s'élèvent pour remettre en cause ce discours dominant. Et elles n'émanent pas de syndicalistes opposés à toute adaptation des conditions de travail. **The Wall Street Journal** donne ainsi la parole à Peter Bell, le dirigeant d'une start-up dans laquelle des agents IA endossent certains postes, qui a même été "jusqu'à leur donner des noms et leur inventer des parcours personnels". Bref, "on aurait du mal à trouver quelqu'un qui croit plus fermement que lui au potentiel de l'IA". Mais l'entrepreneur "estime que de nombreux chefs d'entreprise exagèrent aujourd'hui le rôle de cette technologie dans leurs plans de licenciements" et pratiquent l'IA washing, terminologie empruntée au greenwashing ("écoblanchiment"). L'IA est un "excellent écran de fumée", dit-il, pour améliorer les résultats financiers en supprimant des emplois.

Comme lui, "des économistes et des experts de l'apprentissage automatique affirment que la technologie actuelle n'est pas prête à prendre le travail des humains à grande échelle", écrit le grand quotidien économique. Les véritables raisons de ces suppressions sont "toujours les mêmes": de moins

bons résultats, de nouvelles priorités ou le dégraisage d'un trop-plein d'embauches.

The New York Times confirme le "scepticisme, sinon le mépris", des économistes face aux "technos-évangélistes" persuadés que l'IA "va rapidement transformer le marché du travail". Si le chômage des jeunes augmente, c'est en raison des "taux d'intérêt élevés et de l'incertitude macroéconomique". Parler de "suppressions majeures d'emploi" relève d'"une incompréhension majeure des révolutions technologiques passées". Cependant, leur "discours a subtilement changé" depuis peu, note le quotidien new-yorkais. S'ils ne voient aucun "signe évident" d'une révolution

IA au travail, ils "commencent à prendre au sérieux la possibilité que cela puisse arriver".

En mars, une équipe scientifique a demandé à des économistes de présenter leur diagnostic à une échéance allant de cinq à vingt-cinq ans. "La

plupart s'attendent à ce que la croissance soit plus rapide à mesure que l'IA progresse", mais si l'IA venait à "évoluer plus rapidement" (une hypothèse selon eux "peu probable, mais plausible"), le scénario "bien plus radical" comporterait la "disparition de millions d'emplois". Les professionnels de l'IA, eux aussi interrogés, partagent ce diagnostic : "L'avenir est incertain, l'IA pourrait soit faire disparaître des catégories entières d'emplois, soit n'entraîner que peu de pertes."

Nous voilà bien avancés... La révolution numérique et l'automatisation depuis les années 1980 ont "permis la création nette de plus de 70 millions d'emplois dans l'économie américaine", rappelle **Time**. Mais la productivité "a augmenté 2,7 fois plus que la rémunération moyenne des ouvriers et des employés depuis 1979" (alors qu'ils représentent "80 % de la population active américaine"). L'IA pourrait changer la donne, estiment les trois auteurs de cette tribune. Pas sur la productivité, mais sur le partage des fruits du progrès. Car cette technologie s'appuie sur le langage, et son adoption ne nécessite pas d'immenses compétences techniques. Même non diplômés, les travailleurs pourraient s'y adapter.

Dans **The Atlantic**, Martha Gimbel, directrice du Budget Lab à l'université Yale, tempore : "Je n'écarte pas du tout l'hypothèse que l'IA puisse barrer la route aux jeunes travailleurs. Sauf que rien dans les données que nous avons ne le montre."

—Annick Rivoire



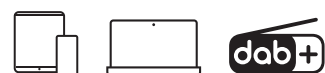


**L'INFO SEREINE,
L'ESPRIT LIBRE**

**7H/9H
LA MATINALE
AVEC
DAVID ABIKER**



**Mettez de l'harmonie
dans votre vie.**



trans-
versales.

environnement

Tchernobyl, au cœur de la zone interdite

Nucléaire. Le 26 avril 1986, l'explosion d'un réacteur de la centrale projetait des éléments radioactifs dans l'atmosphère. Quarante ans après, les efforts de décontamination de la zone sont mis à mal par la guerre.

— **New Scientist**, extraits
(Londres)

Il est 1 h 23 du matin [le 26 avril 1986] quand survient la catastrophe. Un test de sécurité de routine tourne mal et provoque une énorme explosion. En raison d'une mauvaise conception de la centrale et de procédures de sécurité inadéquates, des matières radioactives sont dispersées partout sur le globe. En l'espace de quarante-huit heures, Tchernobyl devient le théâtre de la pire catastrophe nucléaire de l'histoire. Quarante ans plus tard, je me rends en Ukraine sur les traces des séquelles qu'elle a laissées.

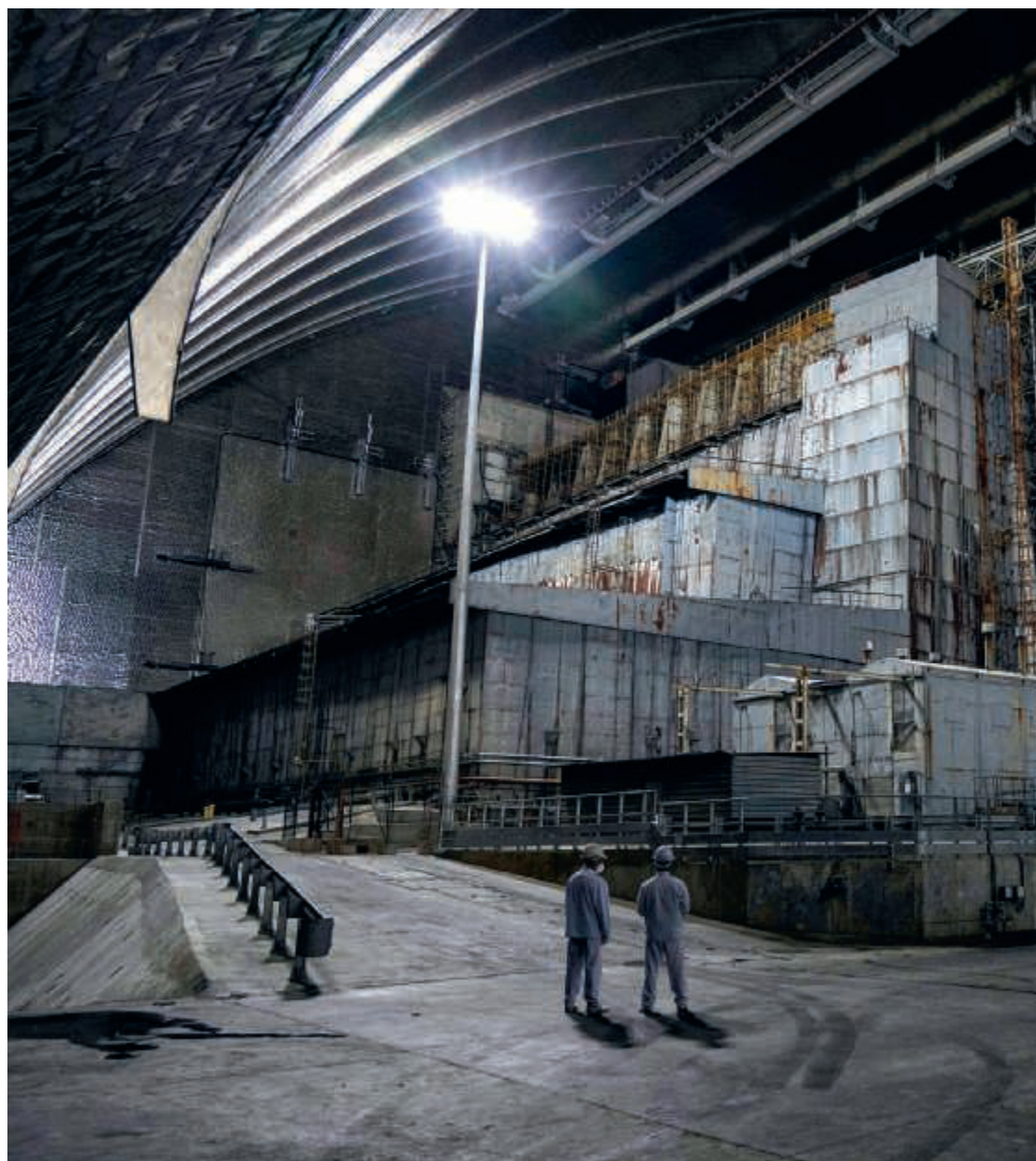
Ma première guide se nomme Kateryna Shavanova, une universitaire qui étudiait les bactéries radiophages [qui se nourrissent de matières radioactives] à Tchernobyl quand la Russie a envahi le pays, en 2022, et qui travaille aujourd'hui dans un service de l'armée ukrainienne chargé d'évaluer les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Elle porte sur son uniforme un écusson dont la traduction

approximative serait "Trop tôt pour l'iode", un clin d'œil optimiste au traitement d'urgence qu'on donne aux irradiés.

Tandis que nous nous abritons du froid dans ce qui fut autrefois la maison d'une famille de Tchernobyl, à 15 kilomètres au sud de la centrale nucléaire du même nom, Kateryna Shavanova m'explique qu'il n'existe pas de réponse simple à la question de savoir si la région est sûre aujourd'hui. Tout dépend de qui la pose et de ce que l'on entend faire sur place.

Radionucléide. Ce qu'on peut dire avec certitude, c'est qu'une bonne centaine de substances radioactives ont été libérées lors de l'explosion du réacteur n° 4 de Tchernobyl, en 1986. L'une des plus dangereuses était l'iode 131, que le corps humain accumule dans la thyroïde. D'une demi-vie d'un peu plus d'une semaine [le temps nécessaire pour que la

moitié des atomes se désintègrent naturellement], ce radionucléide n'était un problème qu'à relativement court terme. Le risque généré par les éléments plus



dangereux, comme le césium 137 et le strontium 90, dont la demi-vie est d'une trentaine d'années, commence aussi à s'estomper.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : nous allons vivre avec la catastrophe de Tchernobyl encore longtemps. La zone la plus contaminée du site est de loin le réacteur n° 4, qui contenait au moment de l'explosion 1,9 tonne d'uranium 235 et 760 kilos de plutonium 239, dont les demi-vies sont respectivement de 704 millions d'années et de 24 110 ans. Par chance, le sinistre a surtout libéré des polluants à faible durée de vie, et l'essentiel des résidus radioactifs a été récupéré puis enfoui sous terre par 600 000 "liquidateurs" dépêchés sur place au lendemain de la catastrophe, au péril de leur santé.

Cela fait des années que j'écris sur la sûreté nucléaire et je me suis déjà retrouvé dans les entrailles de réacteurs britanniques, à quelques mètres de substances radioactives mortelles, bien à l'abri derrière le blindage de protection. Mais à Tchernobyl le ressenti est différent. Les matières radioactives sont là, sous nos pieds. Et je n'ai aucune honte à avouer qu'une "radiophobie" tenace me conduira à me débarrasser de mes bottes avant de regagner mes pénates.

Au lendemain de la catastrophe, les villes naguère très animées de Tchernobyl et de Pripjat, non loin de là, ont été évacuées, les employés de la centrale et leurs familles relogés dans la ville nouvelle de Slavoutytch. Les ouvriers de Tchernobyl y vivent encore, mais ils doivent désormais faire

260 kilomètres aller et autant au retour, en voiture, pour rejoindre un pont afin de traverser le Dniepr. Auparavant, ils prenaient le train, bien plus rapide, mais qui passe brièvement par la Biélorussie, un pays dangereux en raison de ses liens étroits avec la Russie.

Des années durant, les gens qui travaillaient à Tchernobyl étaient essentiellement des scientifiques chargés de surveiller les niveaux de contamination et d'étudier les incidences sur l'environnement de l'exposition

"Les gens qui travaillent ici adorent ce lieu. Ils s'y sentent chez eux."

Kateryna Shavanova,
BIOLOGISTE



REPORTAGE



← Le 14 novembre 2025.
Les travailleurs dans
la nouvelle enceinte
de confinement observent
le vieux sarcophage de béton
bâti à la hâte après l'accident.
Photo Pierpaolo Mittica/Panos/Rea

suivre. Quand la Russie déclenche son invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, Tchernobyl se trouve entre les troupes russes et la capitale, Kiev. En pénétrant dans Tchernobyl aujourd'hui, les signes de l'invasion sont manifestes : des immeubles défigurés par les bombardements, des cimetières militaires et des champs de mines à perte de vue. Quand ils ont pris la ville, les Russes ont creusé des tranchées dans les zones contaminées, pillé tout ce qui pouvait avoir de la valeur et détruit les laboratoires, les analyses en cours et les données.

Capsule temporelle. L'occupation, qui a pris fin en avril 2022 quand les troupes ukrainiennes ont repris la centrale, fait aujourd'hui partie de l'identité du site. Dans un bâtiment appartenant à l'Institut ukrainien de sûreté et de sécurité des installations nucléaires (ISPNNP), je découvre ainsi plusieurs salles mises à sac et laissées telles quelles, comme des capsules temporelles. Des documents et du matériel sont éparpillés au sol, les ordinateurs fracassés, le mobilier en morceaux. Comme si les Russes venaient de partir. Chercheuse à l'ISPNNP, Olena Pareniuk me montre son laboratoire, où ses travaux destinés à identifier des bactéries radiophages ont été sérieusement entravés par le saccage.

Reste à savoir ce qui va se passer maintenant, et ce qu'il en est du chantier de décontamination. Aux enjeux scientifiques et écologiques déjà complexes s'ajoutent des enjeux géopolitiques et logistiques particulièrement épineux.

Sergii Obrizan et Denys Vyshnevskiy, qui travaillent à la réserve de biosphère de Tchernobyl, ont dû réduire l'étendue de leurs études. Une de leurs missions consiste à suivre l'évolution de la faune sauvage dans la zone d'exclusion, dont on a du mal à imaginer la diversité. Je découvre bien des empreintes de loups et d'élan, mais les animaux

eux-mêmes jouent les arlésiennes. En vingt-six années passées à travailler dans la zone d'exclusion, Denys Vyshnevskiy n'a aperçu que cinq ou six loups et n'a jamais vu ni lynx ni ours, même si certains de ses collègues en ont croisé. Hélas, ces excursions sont désormais impossibles dans la plupart des secteurs de Tchernobyl, truffés de mines par les troupes russes comme ukrainiennes.

Avant la guerre, des instituts et des équipes de chercheurs se répartissaient une enfilade de maisons tout près de la rue Lénine. Ce soir, nous nous réunissons dans l'une d'elles, qui servait naguère de laboratoire de fortune à l'Institut ukrainien de radiologie agricole. La maison possède un grand jardin planté de pommiers dont les fruits, me dit-on, sont parfois consommés. Des sachets en coton suspendus aux plafonds d'une annexe servent à mener des expériences sur les insectes. Témoins d'anciens travaux, des

À la une



●●● Grâce au soutien de scientifiques travaillant à Tchernobyl, **New Scientist** a obtenu l'autorisation de se rendre dans la zone d'exclusion délimitée au lendemain de la catastrophe nucléaire de 1986. Cette région d'Ukraine est d'autant plus difficile d'accès qu'elle est aujourd'hui militarisée pour protéger le pays contre d'éventuelles incursions russes. La visite du site a donné lieu à un long reportage dont nous présentons ici de larges extraits traduits en français. Il montre à quel point est erronée l'idée communément admise que Tchernobyl est une zone désolée. *“La région a une histoire fascinante, la nature reprend ses droits, la contamination est en grande partie maîtrisée et la zone d'exclusion est un endroit envoûtant, fascinant et magnifique”*, assure l'éditorial ouvrant l'édition du 18 avril.

carnets remplis de données scientifiques manuscrites garnissent les étagères.

Historienne de l'art, Oksana Semenik me raconte au dîner que son père a été anéanti d'apprendre que son ancienne maison, dans un village évacué, venait d'être démolie. Nul ne sait pourquoi, ni si elle a été détruite par les Russes ou les Ukrainiens. Quand elle

L'idée selon laquelle Tchernobyl est désertée depuis l'accident est un mythe.

était enfant, les habitants avaient le droit – officiellement – d'y retourner en visite une fois par an. Sur le ton de la plaisanterie, elle raconte que les Soviétiques disaient alors aux radiations de prendre un jour de congé.

En réalité, l'idée selon laquelle Tchernobyl est désertée depuis l'accident de 1986 est un mythe. Le réacteur n° 2 est resté en service jusqu'en 1991, le n° 1 jusqu'en 1996 et le n° 3 n'a été arrêté qu'en 2000. Le personnel vaquait à ses occupations à peu près normalement, dans des bureaux ordinaires, à quelques centaines de mètres de l'un des sites les plus radioactifs du globe.

Jim Smith, de l'université de Portsmouth, en Angleterre, dit que près des deux tiers de la zone d'exclusion se prêtent, en principe, à l'occupation humaine. *“Le danger pour les humains est moins grand aujourd'hui, et d'ailleurs, il n'a jamais vraiment été grand. Les Soviétiques ont mis le paquet : une fois qu'ils ont pris conscience de la catastrophe, ils sont presque allés trop loin sur certaines mesures et dans l'évacuation de la population.”* Jim Smith rappelle que des millions de personnes dans le monde reçoivent des doses de radiations naturelles plus importantes, émanant des roches ou lors de voyages en avion, que les personnes revenues vivre dans la zone interdite.

Ce qui ne veut pas dire que la catastrophe n'a pas occasionné de maladies ou de décès. Deux personnes ont été tuées par l'explosion et 28 pompiers et secouristes sont morts dans les trois mois qui ont suivi à cause des radiations. Des décès survenus des années voire des dizaines d'années → 38

aux rayonnements. Tout a changé en 2010, avec le lancement du chantier de l'“arche”, une gigantesque enceinte de confinement destinée à protéger à la fois les ruines du réacteur n° 4 et le sarcophage de béton qui avait été construit par-dessus à la hâte dans les mois qui ont suivi l'explosion. Quand l'arche a été achevée, en 2016, les scientifiques ont poussé un soupir de soulagement et ont pu commencer à plancher sur le calendrier de démantèlement du réacteur n° 4 et l'entreposage en toute sécurité de ses résidus mortels – un chantier qui était censé s'étaler sur un siècle.

Les gens que je rencontre me parlent de cette époque avec nostalgie, qualifiant le site d'aussi beau qu'envoûtant. *“Les gens qui travaillent ici adorent ce lieu.*

Ils n'arrivent pas à en partir. Ils s'y sentent chez eux”, confirme Kateryna Shavanova. On les comprend : l'endroit fait l'effet de la réserve naturelle la plus pittoresque qui soit. L'absence de vie humaine et la présence de vieilles carcasses d'infrastructures semblant provenir d'un autre monde confèrent au lieu une atmosphère surnaturelle.

Cette étonnante harmonie a volé en éclats en 2019, quand HBO a diffusé une série événement faisant découvrir à une nouvelle génération la catastrophe dans toute son horreur. *“Après ça, se souvient Kateryna Shavanova, on ne pouvait plus faire notre travail en raison de la surfréquentation touristique.”*

Mais ce déferlement n'était rien comparé à celui qui allait

La catastrophe qui a forgé l'Ukraine moderne

●●● À l'approche du 40^e anniversaire de l'accident, les médias ukrainiens publient de nombreux témoignages, comme celui du scientifique Serhiy Mirnyi. En 1986, à la tête d'une unité spécialisée dans les risques nucléaires, radiologiques, chimiques et bactériologiques, il a été envoyé dans la zone pour étudier les conséquences de la catastrophe, raconte-t-il au site d'information **LB.ua**. Il y a passé "trente-cinq jours qui ont changé sa vie" : Serhiy Mirnyi va dès lors consacrer son existence à Tchernobyl et à ses répercussions. Dans les années qui suivent, il participe à la surveillance du site, y compris en 2022, "pendant les premiers jours de l'invasion" par la Russie. "Des colonnes de matériel russe traversaient la zone en provenance de Biélorussie." Une caméra de surveillance "a permis de filmer en direct l'offensive russe. Pendant les trente-six premières heures, elle a enregistré l'invasion. Les collègues de Serhiy ont transmis les informations aux militaires." C'est en 1986, selon lui, que les Ukrainiens ont pris conscience "pour la première fois de leur force collective, quand des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées pour accomplir leur mission". "Après Tchernobyl, nous avons surmonté notre peur du pouvoir, explique-t-il. Ce même sentiment s'est de nouveau manifesté pendant la révolution de 2013-2014 et en 2022, au début de l'invasion à grande échelle."

37 ← plus tard sont beaucoup plus difficiles à imputer à la catastrophe. Selon les chiffres les plus fiables, fondés sur des modèles démographiques à grande échelle, le bilan serait de 15 000 morts, précise le chercheur. La médiocrité des données avant 1986, le gonflement artificiel de certains chiffres et la méconnaissance des rayonnements radioactifs de la part de l'opinion ont donné l'impression que les répercussions ont été bien plus lourdes que ce que disait le bilan réel.

Pour en savoir davantage, je ressens le besoin de pénétrer au cœur même de la zone d'exclusion de Tchernobyl, sur le site du réacteur n° 4. En arrivant au pied de l'arche de 36 000 tonnes, dont le chantier a coûté 1,5 milliard d'euros, j'ai du mal à juger de l'ampleur de la structure. Elle semble plutôt trapue, et c'est en voyant l'escalier extérieur, à son extrémité, que l'on prend la mesure de son immensité. L'arche s'étire sur 257 mètres de long et s'élève à 100 mètres de hauteur. Quelque 650 000 boulons en maintiennent l'ossature. De tous les vestiges et curiosités de la région, cette enceinte de confinement est le plus troublant. Elle est relativement récente et n'a rien de particulier, mais à l'intérieur – à quelques mètres à peine – se trouvent le réacteur éventré, le sarcophage coulé à la hâte par les Soviétiques, le corps d'au moins un employé de la centrale et certaines des salles les plus célèbres et les plus létales de la planète, dans lesquelles le simple fait de toucher le mauvais objet ou de s'attarder au mauvais endroit peut signer votre arrêt de mort.

À l'intérieur, contre le plafond de l'arche, des grues portiques

doivent servir au démantèlement minutieux du sarcophage et du réacteur. Seulement voilà, l'année dernière, la Russie a lancé une attaque de drone sur le toit de l'arche, perçant de part en part sa structure multicouche. J'ai le temps d'apercevoir la rustine provisoire posée pour colmater le trou avant que des agents de sécurité en civil ne surgissent de nulle part pour me faire sortir.

Viktor Krasnov, directeur scientifique par intérim de l'ISPNNP, me montre un échantillon du toit

Les scientifiques doivent aujourd'hui relever le défi de sécuriser de nouveau le site.

en question, glissé dans un sac-poubelle derrière son bureau. Il m'explique que le métal ne brûle pas puis détache un bout d'isolant à l'intérieur de l'échantillon, sort un briquet et me démontre qu'il ne brûle pas non plus. C'est au cœur de l'isolant que se trouve le problème : une membrane de caoutchouc destinée à assurer l'étanchéité. C'est cette membrane qui a pris feu et qui s'est consumée pendant trois semaines.

Viktor Krasnov ajoute que la surveillance étroite des conditions régnant à l'intérieur du réacteur n° 4 a repris tout de suite après le départ des Russes, mais que les scientifiques doivent aujourd'hui relever le défi de sécuriser de nouveau le site – un contretemps dont ils se seraient bien passés. Il résume : "On ne peut pas dire à la radioactivité de cesser d'être radioactive. La guerre n'a pas interrompu nos travaux. On planche



actuellement sur une solution pour le remettre en état."

En avril 2025, les ingénieurs ont colmaté provisoirement les enveloppes interne et externe de l'arche de manière à assurer son étanchéité avant l'arrivée des pluies et des neiges hivernales.

Réparation. "Ça fait vraiment mal au cœur de voir détruit un bâtiment qui a été extrêmement difficile à construire", déplore Balthasar Lindauer, de la Banque européenne de reconstruction et de développement (Berd), qui a supervisé le financement et la construction de l'arche. L'argent restant, qui aurait dû servir aux travaux de démantèlement, avait été réaffecté à la sécurisation du site après l'occupation russe, et la seule réparation de l'arche nécessite aujourd'hui de nouveaux fonds. Il n'existe aucun plan détaillé du démantèlement définitif et de l'entreposage en toute sécurité des résidus radioactifs du réacteur n° 4.

Il existe cependant des signes plus encourageants. Les bassins de refroidissement de Tchernobyl prenaient la forme de grands réservoirs artificiels alimentés en permanence par des pompes, à 7 mètres au-dessus du niveau de la rivière Pripjat. Des villages entiers, antérieurs à la construction de la centrale, avaient été

noyés lors de la mise en eau des bassins en question – on voit encore les enfilades de pylônes en béton qui traversaient l'endroit, bien avant que la centrale soit construite. Les pompes ont été mises à l'arrêt en 2014, et il a fallu quatre ans pour que le niveau de l'eau s'équilibre avec celui de la rivière. Les zones les plus basses restent en eau, donnant à voir le tracé des anciens méandres de la rivière, que l'on ne voyait plus depuis des dizaines d'années, et qui ont accumulé les éléments radioactifs lourds, ce qui veut dire qu'elles sont encore plus contaminées que ne l'étaient les bassins au lendemain de la catastrophe.

Je crapahute dans une zone asséchée des bassins, en compagnie d'Olena Burdo, de l'Institut de recherche nucléaire de Kiev. Nous entendons crisser sous nos pas l'épaisse couche de coquillages laissés par les vidanges, découvrons des os de sangliers et traversons des bosquets de jeunes bouleaux, en prenant soin de rester dans la zone délimitée par un ruban blanc, signe qu'elle a été vérifiée par les démineurs de

Nous prenons soin de rester dans la zone vérifiée par les démineurs.



SOURCES : "NEW SCIENTIST", CONTRIBUTEURS OPENSTREETMAP



← Le 16 novembre 2025.
Des chevaux sauvages
de Przewalski traversent
une route menant
à la centrale. Photo Pierpaolo
Mittica/Panos/Rea

type dans le monde.” Certains signes laissent supposer que les bassins sont en train de redevenir ce qu’ils étaient : une forêt fonctionnelle et un écosystème en bonne santé. “On en aura le cœur net plus tard, disons dans une dizaine d’années”, dit la chercheuse.

Compte tenu de l’évolution rapide de la situation et des incidences imprévues des activités humaines, les affectations futures de la zone doivent faire l’objet de réflexions approfondies.

Certains pensent par exemple que la zone se prête à une utilisation agricole, même si le statut de réserve naturelle rend le projet peu probable à grande échelle. Jim Smith a eu l’idée de produire de la vodka dans la zone d’exclusion. Si les céréales que [les porteurs de projet] faisaient pousser près de Tchernobyl contenaient suffisamment de césium pour dépasser la limite fixée par l’Union européenne, qui est de 1250 becquerels par kilo, la vodka distillée ne contenait aucun niveau décelable de césium ni de strontium. L’année dernière, 2000 bouteilles ont été vendues, et la recette inversée à l’Ukraine.

Nombre de mes interlocuteurs estiment que Tchernobyl permet de mener des recherches sur les catastrophes nucléaires et que l’endroit a vocation à fourmiller de scientifiques. “La zone de Tchernobyl est un lieu unique pour les chercheurs, il n’existe pas d’endroit équivalent dans le monde”, relève ainsi Sergii Obrizan, qui garde un souvenir ému des universités occidentales qui venaient en visite ici avant la guerre, et dont il regrette la collaboration. Denys Vyshnevskiy voit “un supermarché pour les chercheurs”. Vous voulez identifier les effets des radiations de césium sur les étangs et les cours d’eau? Ceux du strontium sur les insectes, les rongeurs, les grands mammifères ou les oiseaux? Vous voulez étudier la renaturation des friches industrielles? Tester de nouveaux équipements de sécurité ou de surveillance pour d’autres réacteurs? Tout cela, vous pouvez le faire ici.

l’armée. Il y a aussi des bateaux et un camion de pompiers abandonnés. En moins d’un siècle, l’endroit aura été terre, eau, puis terre de nouveau. Olena Burdo rappelle : “Avant 2022, on ne pensait qu’aux radiations. Aujourd’hui, il faut penser aux radiations et aux mines.” Les terres mises à nu par la vidange des bassins ne présentent pas de danger particulier en surface, précise-t-elle, mais les polluants comme le strontium se trouvent à seulement 20 centimètres de profondeur. La chercheuse mène actuellement des études sur les rongeurs afin de déterminer quelles espèces investissent cette zone asséchée depuis peu.

Vodka. La végétation a vraiment commencé à se réveiller il y a deux ans, ce qui signifie aussi que le strontium remonte à la surface. L’herbe fortement contaminée est mangée par les rongeurs, qui sont à leur tour mangés par leurs prédateurs. Les radiations ont à l’évidence une influence sur les animaux vivant dans le périmètre des bassins de refroidissement, mais cela ne veut pas dire qu’elles soient dangereuses. Olena Burdo aimerait mener des expériences permettant d’isoler les effets uniquement dus aux radiations. “On est en terra incognita. Il n’existe peut-être aucun autre endroit de ce

L’idée fait froid dans le dos, mais toutes ces informations pourraient bien être utiles un jour. Des catastrophes nucléaires se sont produites par le passé et se produiront probablement à l’avenir. Une étude parue dernièrement laisse entendre qu’il faut s’attendre à un accident tous les vingt-cinq ans, ou un toutes les 3704 années de fonctionnement des réacteurs, en comptant tous ceux qui ont été construits sur terre, donc on est peut-être en retard. “Ce n’est pas une question de croyance, mais de probabilité”, avertit Olena Pareniuk.

Si l’on veut rester positif, comme dans le transport aérien, chaque accident est l’occasion d’apprendre, si bien que la probabilité d’un accident décline avec le temps. Mais on se retrouve aussi dans la situation inédite d’une guerre qui fait rage à proximité de centrales nucléaires, les combats autour de celle de Zaporijjia, dans le sud de l’Ukraine, mettant en péril la sécurité du site. “C’est triste à dire, mais on aura toujours la Russie pour voisine, et elle possède des tas d’armes nucléaires et de centrales, dont elle s’occupe mal, dit Kateryna Shavanova. On peut tirer les leçons de ce qu’on vit ici. On peut s’y former.”

Des centaines d’espèces se portent bien mieux ici qu’ailleurs.

Qualifier la zone d’exclusion de Tchernobyl de friche toxique est exact sur le plan technique, mais revient à passer complètement à côté de l’essentiel. Des centaines d’espèces se portent bien mieux ici qu’ailleurs. La nature y dispose d’un espace dans lequel se régénérer et prospérer. Les radiations sont toujours là, émises par intermittence par des points isolés ou métabolisées par les plantes et les animaux. Et si les feux de forêt, les inondations et les troupes russes représentent une menace, la zone demeure relativement sûre du moment qu’on la laisse tranquille. Si elle est gérée avec soin et que la paix revient, Tchernobyl pourrait devenir un véritable joyau européen plutôt que le symbole d’une catastrophe.

—Matthew Sparkes,
publié le 13 avril, traduit par
Jean-Baptiste Bor

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/104-hors-series>



8,90 €*

Parution juin-juillet 2025

Femmes, le combat continue

Face au retour du masculinisme, partout dans le monde **les femmes se mobilisent pour leurs droits**. Et font entendre leurs voix. Reportages, analyses et témoignages traduits de la presse étrangère, articulés en quatre parties : “Réparer”, “Résister”, “Agir”, “Créer”.



8,50 €*

Parution février-mars 2018

Femmes, un combat mondial

D’un pays à l’autre, les problématiques diffèrent : parvenir à l’égalité salariale, témoigner au sujet des **agressions sexuelles** et du harcèlement dans la foulée du mouvement #MeToo, revendiquer le droit de ne pas être mère ou obtenir celui de conduire...

Offre valable en France métropolitaine jusqu’au 31 décembre 2026, dans la limite des stocks disponibles.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

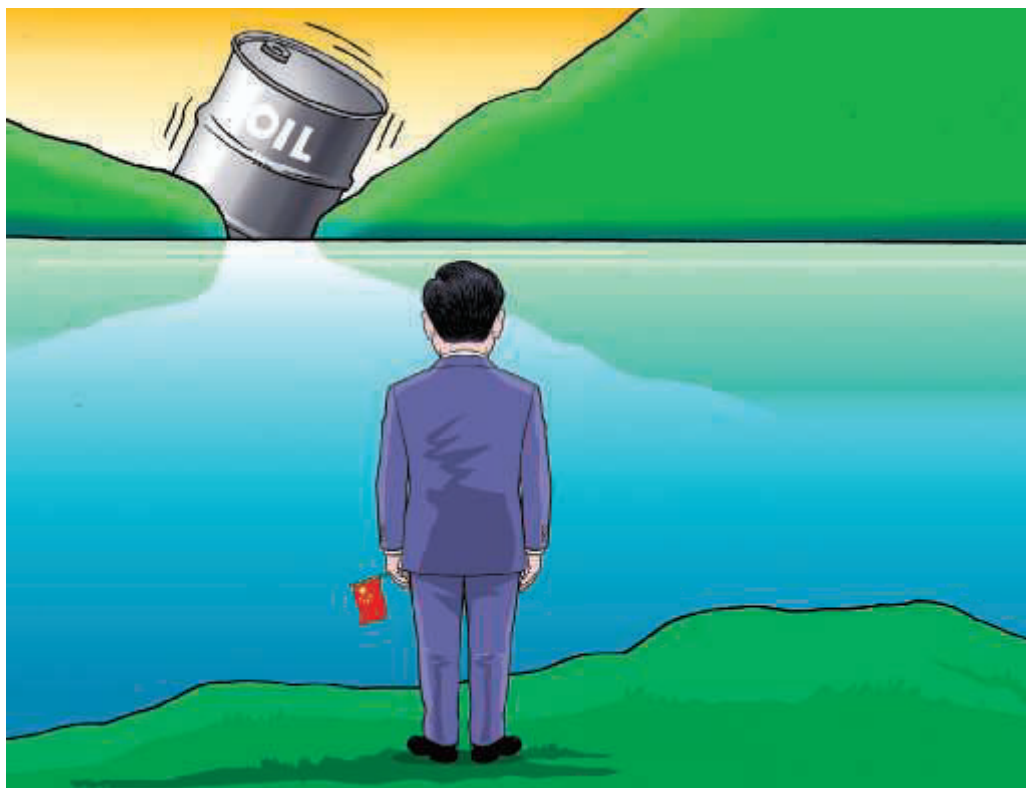
Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

ÉCONOMIE



✎ Dessin d'Arcadio paru dans
La Prensa libre, San José (Costa Rica).



L'Iran et la Chine “dédollarisent” l'ordre international

Monnaies. En poussant à l'adoption du yuan dans le détroit d'Ormuz, Téhéran et Pékin échappent aux sanctions américaines tout en remettant en cause le roi dollar. Mais la route est longue pour détrôner le pétrodollar.

—Al-Jazeera, extraits (Doha)

Alors que l'économie mondiale est sens dessus dessous depuis plus d'un mois en raison de la guerre américano-israélienne contre l'Iran (suspendue pour deux semaines depuis le mercredi 8 avril), c'est pour Téhéran et Pékin l'occasion de tenter de mettre fin à ce qu'ils considèrent comme un problème pour le système monétaire mondial : l'hégémonie du dollar américain.

Voilà des années, jugent-ils, que Washington se sert de la position dominante de sa monnaie dans les échanges internationaux pour jouer de son influence et nuire à ses adversaires et

concurrents, parmi lesquels la Chine et l'Iran.

Cette suprématie est particulièrement flagrante sur le marché mondial du pétrole, où près de 80 % des transactions se règlent en dollars, selon une estimation faite en 2023 par [la banque] JP Morgan Chase. Avec la mainmise de l'Iran sur le détroit d'Ormuz, ce passage du golfe Arabo-Persique par lequel transitent près de 20 % de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz naturel liquéfié, Téhéran et Pékin ont trouvé un moyen de pousser le yuan comme une solution de rechange au billet vert.

De facto, avec le péage instauré par le régime iranien, les navires commerciaux doivent

payer un droit de passage facturé en yuans, assurent diverses sources – et ce n'est là que le dernier exemple en date du resserrement des liens sino-iraniens autour de la monnaie chinoise. [le 13 avril, les États-Unis ont instauré leur propre blocus sur le détroit].

Place au “pétroyuan”. Samedi [4 avril], l'ambassade d'Iran au Zimbabwe postait sur les réseaux sociaux un message estimant qu'il était temps de faire place au “pétroyuan” sur le marché mondial de l'or noir.

“D'un côté, il y a une envie, de la part de l'Iran, de faire la nique aux États-Unis, d'ajouter à leur humiliation, assure Kenneth Rogoff,

ancien économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI) qui enseigne l'économie à l'université [américaine] Harvard. De l'autre, Téhéran cherche vraiment à privilégier le yuan, pour contourner les sanctions américaines mais aussi pour complaire à son allié chinois, qui a entrepris un travail de longue haleine pour que ses propres échanges commerciaux et ceux des Brics [les pays non alignés, dont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Iran...] passent au yuan.”

Pour Téhéran et pour Pékin, donner plus de place au yuan n'a que des avantages. En utilisant cette devise, les deux pays peuvent contourner les sanctions américaines. Les transactions entre eux, qui ont bondi depuis la signature en 2021 d'un “partenariat stratégique” de vingt-cinq ans, se trouvent ainsi simplifiées et moins chères.

“L'Iran mesure tout l'intérêt d'ébranler la domination financière américaine, et donc la prééminence du dollar et des pétrodollars”, confirme Bulent Gokay, qui enseigne les relations internationales à l'université de Keele, au Royaume-Uni. Du côté chinois, cela va dans le sens des ambitions de Pékin, à savoir créer “un monde financier multipolaire où le rôle central du dollar américain est de plus en plus contrebalancé par des puissances émergentes”, poursuit-il.

Plus de 80 % des exportations de pétrole iranien sont destinées à la Chine, qui profite de prix préférentiels pour ces transactions qui, selon de nombreuses sources, se font en yuans. En échange, l'Iran importe de grandes quantités de produits chinois, machines, équipements électroniques, produits chimiques et composants industriels. Et la guerre n'a guère perturbé le commerce du pétrole entre les deux pays. Durant les deux premières semaines du conflit, l'Iran a exporté entre 12 millions et 13,7 millions de barils, pour l'essentiel vers la Chine, selon [les services de surveillance maritime] Kpler et TankerTrackers.

L'ambition de contester la primauté du dollar n'est pas nouvelle pour les Chinois. En 2024, le président Xi Jinping disait déjà son espoir de voir le yuan devenir une devise banale du commerce international et une “monnaie de réserve mondiale”.

Et le fait est que la monnaie chinoise gagne du terrain, dans un contexte marqué aussi par la montée en puissance des économies du Sud global, qui, pour beaucoup, ont des relations tendues avec Washington.

Mais il reste encore beaucoup de chemin à faire. Contrairement au dollar, le yuan n'est que partiellement convertible, Pékin exerçant un contrôle strict des capitaux. La mainmise de l'État chinois sur ses institutions financières, y compris sa banque centrale, n'encourage pas l'adoption du yuan, car elle conforte l'idée que les marchés chinois manquent de transparence et de prévisibilité.

Si la part des réserves de change détenues en dollars par les banques centrales est en déclin depuis plusieurs décennies, la devise américaine reste de loin la première monnaie de réserve dans le monde. Le dollar représentait 57 % des réserves mondiales l'année dernière, contre 20 % pour l'euro et 2 % pour le yuan, selon le FMI.

“Il y a une envie, de la part de l'Iran, de faire la nique aux États-Unis.”

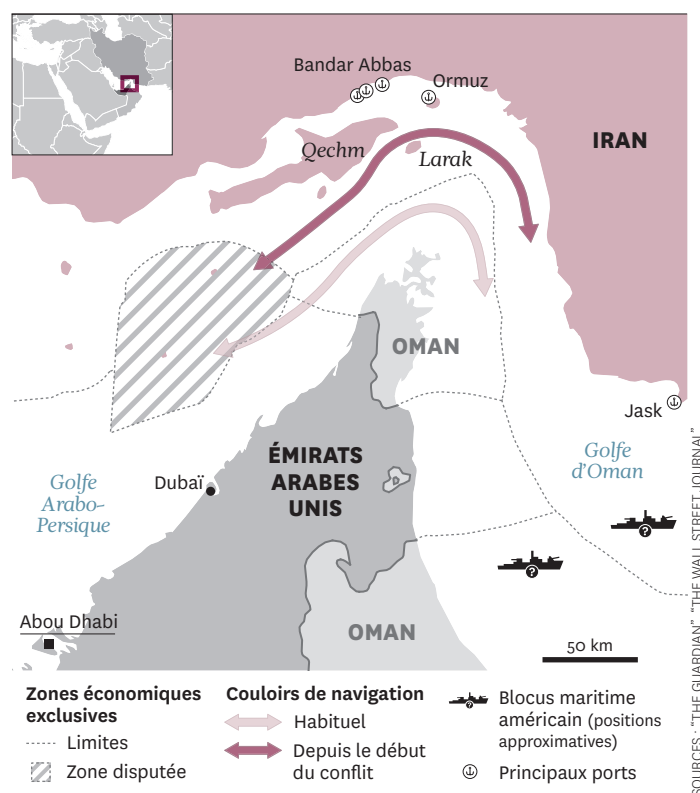
Kenneth Rogoff, ÉCONOMISTE

Parallèlement, seuls 3,7 % des échanges transfrontaliers ont été réglés en yuans en 2024, contre moins de 1 % en 2012, selon [le cabinet] S&P Global.

“Tout cela ne va pas suffire à ‘dédollariser’ la planète”, souligne Alicia Garcia-Herrero, économiste en chef pour la zone Asie-Pacifique à [la banque] Natixis à Hong Kong. L'utilisation du yuan dans le détroit d'Ormuz vient seulement “ajouter un peu de pression et normaliser des échanges alternatifs sur le marché de l'énergie”.

Une dédollarisation de grande ampleur nécessiterait l'implication des pays du Golfe, poursuit-elle, alors que tous facturent leur pétrole en dollars depuis les années 1970, quand l'Arabie saoudite avait choisi d'utiliser exclusivement cette devise en échange de garanties de sécurité états-uniennes.

Même si la Chine ne parvient pas à ébranler la domination du dollar, ce n'est peut-être pas un problème pour Téhéran, relève Hosuk Lee-Makiyama, Le directeur du Centre européen



d'économie politique internationale, [un groupe de réflexion] à Bruxelles, explique : "La Chine achète la quasi-totalité du pétrole iranien, et leurs échanges commerciaux sont pratiquement équilibrés puisque l'Iran lui achète toutes les machines et produits industriels qu'il ne peut pas se procurer ailleurs."

"Supermarché mondial". Si les devises européenne et japonaise n'ont pas réussi à supplanter le dollar, c'est qu'aucune de ces deux puissances n'était en mesure de satisfaire l'intégralité des besoins en importations des pays producteurs de pétrole, ajoute Hosuk Lee-Makiyama. Alors que la Chine "est sans doute ce qui s'apparente le plus à un énorme supermarché mondial", puisqu'elle est, de loin, le premier producteur manufacturier.

Pour Dan Steinbock, fondateur du cabinet de conseil Difference Group, le billet vert ne perdra pas de sitôt sa suprématie, mais l'usage grandissant du yuan pourrait "grignoter" progressivement la domination américaine dans certains secteurs. "Il ne faut pas s'attendre à un remplacement brutal, plutôt à une érosion graduelle."

Pour Kenneth Rogoff, de Harvard, la façon dont la guerre se terminera et ses retombées dans les années à venir seront décisives. "Si l'Iran et la Chine l'emportent,

d'autres pays se trouveront incités à s'éloigner du système financier du dollar, pour ne pas risquer d'être pris en otage par d'éventuelles sanctions économiques américaines. Mais si Washington atteint l'objectif affiché de dénucléariser et de déradicaliser le régime iranien (ce qui semble aujourd'hui possible mais extrêmement risqué et coûteux), alors cela permettra de renforcer l'hégémonie des États-Unis et du dollar."

—John Power,
publié le 8 avril,
traduit par Julie Marcot



**Les pétroyans
remplaceront-ils
les pétrodollars
au Moyen-Orient ?**

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Irak ont ouvert la voie à des transactions libellées en yuans avec la Chine. Un signe de l'influence économique croissante de Pékin dans le monde arabe.

SCIENCES

Échange de bons procédés entre fourmis

Éthologie. Les fourmis rouges moissonneuses se laissent grimper dessus par des congénères d'une autre espèce, bien plus petites, afin qu'elles les nettoient. Une coopération inattendue.

—Courrier international

Les fourmis sont connues pour nouer des partenariats avec d'autres insectes, par exemple avec les pucerons, auxquels elles accordent protection (contre des prédateurs) en échange de nourriture (le miellat sucré qu'ils produisent). Mais avec d'autres fourmis, elles ont plutôt tendance à se montrer agressives.

Mark Moffett le sait bien, il les observe depuis longtemps. Néanmoins, toutes ne se comportent pas de la sorte. Dans une étude publiée le 12 avril dans **Ecology and Evolution**, l'entomologiste et photographe



REVUE
DE PRESSE

Pendant plusieurs jours, l'entomologiste documente ces interactions entre les deux espèces au niveau de plusieurs nids, en prenant toute une série de photos qu'il écarte, pensant ne pas avoir suffisamment de données pour les interpréter. "Il a compris récemment en les étudiant à nouveau que 'tout était clair sur les clichés'", raconte **The New York Times**. Des échanges avec de nombreux experts étudiant des interactions du même ordre chez d'autres espèces l'ont conforté dans l'idée que

ce qu'il avait sous les yeux était une sorte de "station de nettoyage" pour fourmis. "On dirait vraiment du mutualisme, commente dans **Science** Joe Parker, un biologiste évolutionniste du California Institute of Technology qui n'a pas participé à l'étude. Les avantages doivent être sacrément substantiels pour qu'on soit parvenu, au cours de l'évolution, à cette interaction."

Cependant, les données limitées dont dispose Mark Moffett ne permettent pas d'identifier clairement les bénéfices qu'en tirent les



vedette du Smithsonian National Museum of Natural History décrit d'étonnantes interactions entre deux espèces et propose ce qui serait le premier exemple de mutualisme "de nettoyage" chez les fourmis.

Mark Moffett a été nommé "légende de l'entomologie" par la revue **American Entomologist** l'année dernière. Ses photos se retrouvent régulièrement dans des magazines emblématiques comme **National Geographic**. C'est d'ailleurs grâce à une série de clichés, laissés de côté pendant près de vingt ans et récemment réexaminés, qu'il a compris ce qui se jouait entre les petites *Dorymyrmex* et les grosses moissonneuses *Pogonomyrmex barbatus*.

En 2006, alors qu'il est de passage dans un centre de recherche en Arizona, il remarque de grosses fourmis rouges moissonneuses à l'arrêt devant le nid d'une espèce encore non décrite de petites fourmis, et s'en étonne. À travers la lentille grossissante de son appareil photo, il observe les petits hyménoptères grimper sur les gros et lécher ou grignoter des particules à la surface de leur corps, y compris entre les mâchoires dentelées des moissonneuses. Un peu comme ces poissons qui nettoient les dents des requins.

deux espèces, en particulier les petites *Dorymyrmex*. Interrogée par le **New York Times**, Alexandra Grutter, écologue marine à l'université du Queensland, en Australie, qui étudie les poissons nettoyeurs depuis trente ans, avance l'hypothèse que les deux espèces échangent des micro-organismes précieux, créant ainsi un microbiome plus sain pour les *Dorymyrmex*, voire pour les deux espèces.

"Il y a encore des comportements fascinants qui attendent d'être découverts par un observateur attentif", s'enthousiasme dans **Science** Neil Tsutsui, biologiste de l'évolution de l'université de Californie à Berkeley qui n'a pas pris part à ces travaux. Et de conseiller, en guise de conclusion : "Si vous voyez une créature qui fait quelque chose d'intéressant ou de bizarre, prenez beaucoup de bonnes photos !"

—Carole Lembezat

360



MAGAZINE

- Le rap ukrainien se cherche encore • Musique..... 46
En Haïti, le fragile espoir de l'art • Culture..... 48
Les perceurs de crânes du néolithique • Histoire .. 50



✓ Anthony “Ant” Williams, 54 ans. Les photos qui illustrent cet article ont été prises au large de Torquay, sur la côte sud-est de l’Australie, où le Néo-Zélandais vit désormais.

Photos Julian Kingma

SOURCE



THE SYDNEY MORNING HERALD

Sydney, Australie

Quotidien

smh.com.au

Fondé en 1831, ce quotidien est le plus vieux d’Australie. Ce journal de référence se situe politiquement au centre gauche,

proche du Parti travailliste. À ses débuts, en revanche, à l’époque coloniale, il reflétait les positions racistes des colons, allant jusqu’à justifier les meurtres d’Aborigènes. Le portrait d’Anthony Williams a fait la une de *Good Weekend*, son supplément du samedi.

Anthony Williams ou l’appel des profondeurs

Coach mental pour sportifs d’élite, ce Néo-Zélandais a décidé sur le tard de se mettre à la plongée en apnée pour mieux comprendre les dangers affrontés par ses clients. Cela lui a valu de mémorables aventures, quelques belles frayeurs et une moisson de records.

—*The Sydney Morning Herald*, extraits [Sydney]

Septembre 2006, dans la matinée. Champion de plongée en apnée, Anthony “Ant” Williams quitte à la nage la baie de Honaunau, sur la côte ouest d’Hawaii, en compagnie de son ami Andy Ross, direction le grand large. Les deux hommes sont venus disputer le championnat américain de plongée en apnée, un événement qui attire une soixantaine des meilleurs plongeurs du monde. Anthony Williams, alors âgé de 33 ans, appartient au top 20 mondial de la catégorie apnée en poids constant, dans laquelle les athlètes, lestés d’un poids [qui ne doit pas varier entre la descente et la remontée], doivent atteindre la plus grande profondeur possible en ne prenant qu’une seule inspiration.

Seule ombre au tableau, la profondeur insuffisante de la baie. Les deux hommes veulent descendre à 85 mètres, voire 100 mètres, mais le fond marin les attend à seulement 80 mètres. Les riverains leur expliquent que, pour trouver des eaux plus profondes, il leur faudra dépasser la pointe. Alors, les deux amis s’élancent.

“Les conditions étaient idéales”, se rappelle le Néo-Zélandais. L’eau est chaude, claire, ils peuvent voir jusqu’à 60 mètres de profondeur et se font même escorter hors de la baie par un banc de dauphins. Les deux nageurs ne disposent que d’une bouée jaune de 60 centimètres de diamètre à laquelle est attachée une longue et fine corde. Au bout de celle-ci, un poids. “La technique consiste à le laisser tomber à la profondeur désirée avant de se servir de la corde pour se guider.”

Après vingt minutes de nage, ils décident de s’arrêter. Ils sont à 500 mètres de la côte. Ils laissent alors le poids couler jusqu’à 85 mètres. Anthony Williams commence à se préparer pour son premier plongeon, un simple échauffement, qui consiste à descendre à seulement 10 mètres et à y rester quatre ou cinq minutes, explique-t-il : “Le but, c’est d’entrer dans un état de méditation. Plus vous êtes calme, moins vous utilisez d’oxygène.”

Il commence alors ce qu’il appelle sa “grande respiration”, une série d’inspirations à intervalle régulier qui permettent à ses poumons d’engranger plus de 10 litres



PORTRAIT

d'air. Il plonge ensuite à 10 mètres et, une main sur la corde, ferme les yeux et se détend autant que possible. *“C’était parfait, mon rythme cardiaque est descendu aux alentours de 35 battements par minute, j’étais parfaitement zen.”*

Trois minutes à peine s’écoulent et il sent la corde se tendre; il décide de l’ignorer et de garder les yeux clos. *“J’ai pensé que ça devait être le vent en surface qui soulevait la bouée.”* Une vingtaine de secondes plus tard, rebelote, avec plus d’insistance cette fois. Il ouvre alors les paupières à contrecœur, et c’est là qu’il découvre un requin-tigre de 4 mètres de longueur, qui dessine calmement des cercles autour de lui. *“C’est sa largeur surtout qui m’a frappé, on aurait dit un sous-marin.”* Pour autant, le sportif ne cède pas à la panique. *“La plongée en apnée nous entraîne justement à rester calme, pour gérer au mieux toute situation.”*

Anthony Williams observe alors le squalo jusqu’à ce qu’il s’éloigne, puis retourne à la surface, où deux bateaux se trouvent : *“Ils avaient suivi le requin”*, se rappelle-t-il. Depuis les embarcations, on crie aux deux hommes de sortir de l’eau. Si son ami trouve l’idée bonne, Anthony Williams, lui, réclame un dernier plongeon. *“Je n’allais pas laisser un requin saborder ma préparation !”* Son ami accepte, et Williams réussit à descendre à 85 mètres de profondeur – un record personnel.

Quand j’entends parler d’une telle force d’esprit, je m’attends à rencontrer une espèce de moine bouddhiste bronzé par le soleil, athlétique, entouré d’une aura mystérieuse. Mais quand j’entre dans sa maison moderne de Torquay, dans l’État de Victoria [à la pointe sud-est de l’Australie, où le Néo-Zélandais s’est installé], je rencontre un homme qui semble parti pour bruncher sur un superyacht. Il arbore un polo bleu marine Hugo Boss et un short blanc, me salue avec une politesse irréprochable, et je ne peux que remarquer son charme bienveillant.

Mais Anthony Williams est avant tout un homme occupé. Ces dernières années, l’homme de 54 ans s’est bâti une carrière de préparateur mental et croule sous les demandes de gens sérieux aux prises avec des situations risquées, qu’ils soient ambulanciers, sportifs de l’extrême ou directeurs financiers. *“Je leur explique comment être au maximum de leur capacité à l’instant où tout se joue”*, raconte-t-il.

Certes, les coachs sont légion, mais Anthony Williams – psychologue de formation – se démarque du lot : il a déjà tenu plus de huit minutes sans respirer, peut nager sur 240 mètres sans sortir la tête de l’eau et a déjà plongé – en apnée – jusqu’à 100 mètres sous la surface, un exploit que seule une soixantaine de personnes ont réussi. En avril 2024, il a même établi un record du monde en nageant 182 mètres sous la banquise arctique.

“Ant a appris à regarder la mort en face”, raconte Lachlan Penfold, directeur sportif des Melbourne Storm, une équipe [australienne] de rugby à XIII. Le psychologue travaille avec ses joueurs pendant la présaison, lesquels *“le respectent naturellement et sont d’autant plus réceptifs”*.

Le seul but de la plongée en apnée, c’est d’atteindre la plus grande profondeur possible sans autre ressource qu’une grande inspiration. Pour qui aime respirer, autant dire que la discipline peut surprendre. Elle reste néanmoins une pratique millénaire : les Grecs anciens plongeaient pour récolter des éponges ou récupérer des denrées tombées des bateaux, d’autres peuples pour dénicher des perles ou pêcher au harpon. Les Bajau d’Asie du Sud-Est – surnommés les “nomades des mers” – sont célèbres pour leurs descentes à 70 mètres de profondeur à la recherche de crustacés : ils n’ont pour tout

équipement qu’une ceinture lestée et des lunettes de plongée artisanales.

La plongée en apnée est restée inconnue du grand public jusqu’au *Grand Bleu* de Luc Besson, sorti en 1988. Inspiré assez librement de la rivalité qui a opposé deux vrais plongeurs, Jacques Mayol et Enzo Maiorca, le film dépeint la plongée en apnée comme une quête spirituelle à la recherche d’une plus grande connaissance de soi, au cœur de l’immensité obscure de l’océan. C’est le film préféré d’Anthony Williams, qui est allé jusqu’à appeler son fils Luc Enzo, en hommage à Enzo Maiorca.

Si la plupart des plongeurs en apnée commencent le sport jeune, le Néo-Zélandais ne s’y est mis qu’à 30 ans. Né à Auckland dans une famille religieuse, il est le deuxième d’une fratrie de trois garçons. Église le dimanche, chants religieux à la maison, *“le maître mot de [s]on éducation a surtout été la sécurité”*, explique-t-il. Il connaît sa première histoire d’amour au lycée avec une certaine Merryn, qui l’a *“largué trois semaines plus tard parce qu’[il] était [t]rop ennuyeux !”* Il s’essaie bien au rugby, mais les contacts lui font trop peur. À la place, il se met au surf. Dans son livre *Let It Be Tough* [paru en mars 2026, inédit en français], il écrit qu’à *“l’adolescent timide [qu’il était alors] le surf a procuré un sentiment de liberté exaltant”*.

C’est à l’université d’Otago qu’il se lance dans l’étude d’une science alors balbutiante, la psychologie du sport. *“C’était une discipline complètement neuve”*, me dit-il. En 1997, une fois son diplôme en poche, il décide de proposer ses services dans les pages jaunes. Peu de temps après, il reçoit un coup de téléphone et se fait accueillir par un accent sud-africain à couper au couteau : *“Vous savez que vous êtes le seul poseur de tout Auckland à faire psychologue du sport ?”* Au bout du fil se trouve Ian McIntosh, l’ancien sélectionneur des Springboks, l’équipe nationale d’Afrique du Sud de rugby. Son nouveau club, les Natal Sharks [une équipe de Durban], doit affronter les Blues d’Auckland trois jours plus tard, mais le moral de ses joueurs est au plus bas tant ils sont convaincus d’être condamnés à la défaite. Au jeune Néo-Zélandais de leur sortir la tête de l’eau.

“C’était complètement dingue, je n’avais que 24 ans !” hal-lucine-t-il encore. Il enfle alors son seul costume – son ancien uniforme d’école – et se précipite à l’hôtel où loge l’équipe. Dès qu’il pénètre dans la salle de réception où tout le monde l’attend, l’entraîneur s’adresse à ses joueurs : *“OK, les gars, je suis ravi de vous présenter Ant Williams, un vieil ami à moi que j’ai croisé par hasard ici. On était dans le même staff à Durban. Ant est un p**** de bon psychologue du sport et il a accepté de nous filer un coup de main.”* Ian McIntosh invite ensuite le jeune homme sur l’estrade. Quand ils se croisent, le Sud-Africain lui glisse à l’oreille : *“Tu as deux heures avec eux.”*

Si les Sharks finissent quand même par perdre, le résultat final, 55 à 36, dépasse largement les attentes. Anthony Williams travaille ensuite avec un combattant en arts martiaux et un grimpeur, jusqu’à ce qu’en 1999 une équipe de moto néo-zélandaise l’envoie en Europe pour aider leur coureur phare, un jeune et revêche Australien du nom de Mark Willis. Malgré son titre de coureur australien de l’année en 1996, ses performances sont jugées décevantes. Leur collaboration va durer jusqu’en juillet 2000 et la victoire de l’équipe aux 24 Heures de Spa-Francorchamps Motos, en Belgique, peut-être la course d’endurance la plus difficile à remporter du monde.

Sa carrière a beau atteindre son zénith, le natif d’Auckland n’arrive pas à s’enthousiasmer : *“Au début, j’ai cru que c’était de l’épuisement. Mais ce sentiment ne s’est jamais estompé”*, raconte-t-il. C’est là qu’il comprend :



il n'est qu'un imposteur qui enseigne à des sportifs d'élite comment gérer la pression et les risques, mais sans jamais s'y être confronté lui-même; ses conseils sont tout droit sortis de manuels. *"J'ai compris que, pour pleinement faire mon métier, je devais à mon tour mettre mon corps en danger."*

À en croire Ernest Hemingway, il n'existe que trois vrais sports : l'alpinisme, les sports mécaniques et la tauromachie. *"Le reste, ce ne sont que des jeux."* Anthony Williams ne se reconnaît dans aucune de ces activités et doit trouver une autre activité pour se prouver sa valeur. Un jour, son professeur de français lui prête un DVD du film *Le Grand Bleu*. Après l'avoir regardé, il prend un cours avec un plongeur du coin. Très vite, il se prend de passion pour la plongée : *"J'aimais la sensation d'apesanteur, mais aussi l'adrénaline que l'on ressent"*, se rappelle-t-il.

En 2001, il retourne à Auckland et retrouve sa petite amie du lycée, Merryn, qu'il épouse en 2008. C'est là qu'il commence les compétitions de plongée en apnée : il bat rapidement le record national de plongée dans un lac d'eau douce (45 mètres) ainsi que celui d'apnée (6 minutes et 9 secondes).

C'est difficile d'imaginer Williams en compétition, à essayer de battre un adversaire. *"C'est une personne très gentille et attentionnée, confie son ami Brendon Brackin. Pas du tout un alpha dominateur."* Mais, en plongée, la légèreté et le calme sont justement des qualités vitales. Le Néo-Zélandais finit par incarner le paradoxe de la plongée en apnée : concentrer tous ses efforts à se détendre. Il se repose sur un tapis de yoga entre deux événements et écoute du reggae avant de plonger : le rythme, léger et aérien, est proche de son rythme cardiaque au repos, dit-il. *"Il y a beaucoup de très bon reggae néo-zélandais, ça m'aiderait beaucoup."*

En 2006, Ant, Merryn et leur bébé, Luc, quittent Auckland pour Sydney, où le premier vient d'obtenir un poste de coach auprès de l'équipe de vente de PricewaterhouseCoopers [un grand groupe international d'expertise comptable et juridique, d'audit et de conseil]. Il s'inspire alors de plus en plus de sa passion. *"Pour être performant, il faut savoir prendre des risques calculés, explique-t-il. Prendre les bonnes décisions nécessite de prendre son temps, de respirer et de garder le contrôle de ses émotions."* C'est le début aussi de nombreux voyages [pour participer à des compétitions de plongée] : *"Il a commencé à se rendre à des événements en Turquie et en Égypte, relate Merryn. Je gardais mon téléphone sous mon oreiller et je lui disais : 'Quelle que soit l'heure, envoie-moi un message pour me dire que tu vas bien.'"*

Quiconque plonge en apnée doit affronter la pression hydrostatique. Le poids de l'eau augmente à mesure que le plongeur descend. À 10 mètres, la pression double déjà. À environ 30 mètres, elle déclenche un phénomène appelé "réflexe d'immersion". Le sang est redirigé des membres vers les organes vitaux. La rate se contracte et inonde le corps de globules rouges. Enfin, pour éviter l'écrasement des poumons, les vaisseaux capillaires qui se trouvent autour s'emplissent de plasma et de sang. Ce processus s'inverse lors de la remontée vers la surface.

Ce réflexe d'immersion serait une adaptation évolutive apparue il y a des millions d'années, du temps où toute vie sur Terre était aquatique. Il reste toutefois difficile de combattre la pression au-delà de 60 mètres de profondeur. À 100 mètres, elle est si forte que les poumons se réduisent à la taille d'un pamplemousse, raconte le psychologue. *"Il m'arrivait de remonter en crachant du sang,*

une hémorragie dans la trachée. Pour l'éviter, j'ai commencé à rentrer mon menton vers ma poitrine."

Pour prévenir une perforation des tympanes, il compense la pression en expirant tout en se pinçant les narines (les apnéistes utilisent des pinces nasales pour garder les mains libres). Mais pour compenser à plus de 55 mètres, il doit "charger", c'est-à-dire pousser l'air de ses poumons vers ses fosses nasales, puis le retenir grâce à la glotte (la partie du milieu du larynx). Il devient tellement adroit qu'il devient capable de faire rouler l'air comme une balle, à l'arrière de sa langue. Vers la fin de ses plongées, le besoin de respirer devient si intense que sa poitrine convulse mais il s'entraîne à ignorer ses réflexes. *"Il faut une acceptation totale, dit-il. Avec le temps et la pratique, on apprend à accepter la douleur."*

"Si ma vision passe soudainement en noir et blanc, je sais qu'il ne reste que quinze secondes avant que je ne m'évanouisse."

Anthony Williams

En 2012, il se rend aux Bahamas pour le Vertical Blue, une compétition sur invitation réunissant les meilleurs apnéistes du monde. Là-bas, dans un gouffre sombre et profond surnommé "Trou bleu de Dean", il plonge à 100 mètres de profondeur en poids constant et devient le 23^e humain à réussir un tel exploit.

C'est une évidence, la plongée en apnée est un sport extrême. Les apnéistes souffrent d'hémorragies oculaires, de perforation des tympanes, de ruptures pulmonaires et de symptômes neurologiques tels que des picotements, des engourdissements, des faiblesses musculaires, voire de paralysie. Ils peuvent être emportés par les courants ou se retrouver pris au piège d'épaves et de récifs. D'ailleurs, tous les apnéistes de haut niveau, comme Anthony Williams, ont déjà perdu connaissance.

Ne jamais plonger seul, connaître ses limites, voilà les règles d'or de la plongée en apnée, explique-t-il. *"Par exemple, si ma vision passe soudainement en noir et blanc, je sais qu'il ne reste que quinze secondes avant que je ne m'évanouisse."*

Et les risques sont décuplés lorsqu'il s'agit de plonger sous la glace. Déjà, sous l'effet du froid, le diaphragme et les muscles intercostaux se contractent, et retenir son souffle devient bien plus ardu. Les problèmes logistiques s'accumulent eux aussi : en 2019, Anthony Williams se rend sur un lac gelé à Kirkenes, en Norvège, pour essayer de battre le record du monde de plongée sous glace. Il fait pourtant -36 °C, et il faut huit heures pour découper une ouverture à la tronçonneuse dans l'épaisseur de 1,2 mètre de glace qui tient les eaux prisonnières.

Sa première tentative échoue dans les premiers 50 mètres, car le verre de son masque explose et son visage se retrouve en contact direct avec l'eau glaciale. Il remonte à l'aveugle, paupières closes, puisqu'en cas de contact ses rétines pourraient geler, ce qui nécessiterait une opération. À sa deuxième tentative, il atteint 70 mètres de profondeur, nouveau record mondial, et remonte en luttant contre l'endormissement provoqué par tout le CO₂ accumulé dans son sang. Ce record tiendra jusqu'en 2021 et la descente à 81 mètres du russe Alexei Molchanov, multiple champion du monde.

En 2024, il décide de se frotter à un nouveau défi : nager la plus longue distance sous la glace, une performance filmée par les studios Apple [pour l'épisode "Plongée sous

la glace" de la série *Adventure*, mise en ligne en 2024 sur Apple TV]. Sa préparation n'a duré que sept semaines, et un épisode de Covid l'a encore raccourci. Pourtant, le jour J, au milieu des dizaines de membres de l'équipe de tournage, Anthony Williams paraît serein. Voilà plusieurs semaines qu'il contrôle et affine sa psyché, qu'il se visualise à la troisième personne et dans les moindres détails réussir chaque étape de la descente. Il a modulé sa posture et ses expressions faciales, pour optimiser sa production de neurotransmetteurs, renchérit d'affirmations positives pour museler ses doutes et réussi à prendre du recul sur ses peurs. Et, bien sûr, il s'est entraîné chaque jour à respirer, en imaginant que ses poumons étaient deux énormes bonbonnes d'oxygène en acier, capables d'aspirer des quantités si colossales d'air que les gens autour de lui en étaient privés. Quand ses bonbonnes sont pleines, il les referme mentalement et sent grandir dans sa poitrine une force immense et inarrêtable.

Il s'immerge, nage sans bruit sous la glace et traverse en ondulation l'eau d'un vert laiteux. Son corps n'est plus qu'un long ruban qui ondule, parfaitement à son aise. Quand il émerge 182 mètres et un record du monde plus tard, il ne halète même pas.

Après cet exploit, son épouse Merryn lui demande de lever le pied. *"Je lui ai dit que je ne voulais pas qu'il devienne de ceux qui ne savent pas s'arrêter."* Il accepte mais consacre alors plus de temps à d'autres hobbies tout aussi risqués, comme le motocross. Le problème d'Anthony Williams, *"c'est qu'il est accro aux sensations fortes. Il s'en défend, mais c'est vrai"*, estime son ami Karl Adolfsson.

Il plonge d'ailleurs toujours une fois par semaine, mais de façon plus détendue, souvent au large de Torquay. Au lendemain de notre entretien, il m'y donne d'ailleurs une leçon de plongée. Il nous emmène à environ 1 kilomètre de la côte en jet-ski. J'ai beau être un surfeur habitué aux vagues, l'idée de me retrouver en pleine mer me glace le sang jusqu'aux os. Et la météo n'arrange rien, puisque le ciel est gris et qu'une bruine incessante nous harcèle. Même l'océan semble anxieux, ses remous s'entrechoquent comme des festivaliers ivres devant une scène.

Anthony Williams passe le poids par-dessus bord, et la corde plonge avec lui. À nous ensuite de nous mettre à l'eau. J'enfile mon masque avant de regarder sous moi : l'eau est trouble, couleur vert d'algue, pleine de petites particules – impossible de voir au-delà de trois mètres. *"Cette plongée, c'est pour toi. Détends-toi complètement et concentre-toi sur ta respiration."* Il met son masque. *"Je descends le premier et tu peux me suivre quand tu es prêt"*, et à ces mots, il disparaît.

S'ensuit une série de plongées où je descends à chaque fois plus profondément. La première fois, je n'atteins que quelques mètres de profondeurs avant de remonter précipitamment. À ma deuxième tentative, je plonge à 6 mètres. À la troisième, je passe la barre des 10 mètres, mais cherche l'air désespérément quand je retrouve la surface. Je panique directement la fois d'après et remonte illico. Mais je plonge une dernière fois et j'atteins cette fois-ci 12 mètres de profondeur.

Anthony Williams m'attend là, tranquillement, comme s'il avait tout le temps du monde. Mes poumons réclament de l'air, je lutte pour ne pas paniquer et le sang bat dans mes tempes mais, un bref instant, je ressens quelque chose d'ancien, d'amphibien, une vérité enfouie il y a de ça des millénaires dans mon ADN, qui comprend ma présence sous l'eau et me rassure. Alors je fais demi-tour et nage en direction de la surface et de sa lumière.

—Tim Elliott, publié le 21 mars, traduit par Théo Ainley

—Oukraïnska Pravda,
extraits (Kiev)

Le rap ukrainien est un enfant à problèmes, celui qui dérange dans l'environnement familial de la musique du pays. Tel un bâtard solitaire à qui on demande de s'habiller normalement et de moins parler pendant les fêtes de famille, il est rarement invité dans les cérémonies officielles. On l'évoque surtout quand il faut souligner *“la palette exceptionnelle des genres de la musique ukrainienne”*, une des rares occasions où sa présence est officiellement admise.

Il a connu un développement anarchique, avec une courte période de reconnaissance publique, puis un long séjour dans l'ombre de la russophonie. Même dans les années 1990, qui, non sans raison, ont été considérées comme une période de floraison de la pop ukrainienne, le rap est resté un phénomène de niche, exotique.

À cette époque, la musique ukrainienne faisait l'actualité dans tout le pays – on écoutait Iryna Bilyk [une autrice-interprète qui chantait alors en russe et en ukrainien], Scriabine [un groupe de rock ukrainophone] ou Akva Vita [un groupe de dance ukrainophone] – y compris à Donetsk [dans le Donbass russophone, une ville aujourd'hui occupée par la Russie] et à Sébastopol [sur la presqu'île de Crimée, annexée par Moscou en 2014]. Dans le même temps, les fans de rap se tournaient fréquemment vers les productions russophones, et la langue ukrainienne était vue par la plupart comme un instrument imposé par les autorités. Aux yeux des amateurs de rap, elle représentait le nouveau mainstream artificiel.

Quête de crédibilité. Dans une interview, Fozzi, le chanteur de TNMK, racontait que, quand son groupe [fondé en 1989 à Kharkiv, dans le nord-est du pays] a commencé à chanter en ukrainien (ce qui était une des conditions pour participer à Tchervona Routa [un festival biennal de musique folklorique et pop ukrainienne]), leurs collègues du hip-hop leur ont reproché d'être des vendus. TNMK était plus présent dans les médias, à la radio et à la télévision, mais, du point de vue des valeurs dominantes dans le milieu, sa créativité n'était pas considérée comme authentique.

Pour les fans de rap de l'époque, qu'ils soient de Loutsk [à l'ouest] ou de Louhansk [à l'est], les formations comme TNMK étaient plus proches de la pop. Dans les textes de ces groupes, il manquait l'appel de “la rue”, la contestation sociale directe, alors que la thématique urbaine était essentiellement russophone. Toutefois, en l'absence d'une véritable industrie du rap, les musiciens qui s'exprimaient en russe ou en ukrainien se retrouvaient approximativement



Le rap en ukrainien se cherche encore

Trente-cinq ans après l'indépendance du pays, l'ukrainien bataille toujours pour s'imposer, face au russe, comme une langue de rap. L'invasion de 2022 n'a pas durablement changé la donne.

dans un même champ culturel, ils participaient aux mêmes festivals, comme In Da House à Kharkiv. Les “privileges” des ukrainophones tenaient au fait qu'ils avaient plus facilement accès à la télévision d'État et aux festivals nationaux. Au lieu de cela, les russophones, eux, pouvaient compter sur le public des pays de l'ancienne Union soviétique.

Dans les années 2000, la situation est devenue encore plus affligeante. La scène du rap s'est ouvertement russifiée, tandis que l'unique rappeur ukrainophone présent dans les médias était

VovaZIL'Vova [un artiste de Lviv (ouest du pays) aujourd'hui installé aux États-Unis], qui occupait la niche des rappeurs stéréotypés de la télévision. Des groupes tels que Boombox, Tartak, Na Vidminou Vid, connaissaient un certain succès, mais leur musique se situait à la limite de différents genres, ils n'étaient pas uniquement associés au rap.

Progressivement, dans les villes, des scènes locales sont apparues. Opposées au mainstream, elles prétendaient “dialoguer avec la rue”. C'est vraiment là que se sont affirmées les particularités

clés du rap ukrainien, encore vivaces aujourd'hui : dans le rap, la langue ukrainienne a été de plus en plus associée non à la culture de masse, mais à une forme de résistance culturelle qui prônait la préservation des traditions.

Si cette défense des traditions prend avant tout une forme linguistique, elle s'exprime aussi au niveau des sonorités. En s'efforçant de préserver leur propre identité, la majorité des rappeurs ukrainiens ont gravité vers le boom-bap [un courant musical issu du rap East Coast américain] des années 1990 en n'intégrant pas des sons contemporains plus à la mode. Par conséquent, le rap ukrainien s'est progressivement établi en tant que musique réservée aux “siens”, ceux qui soutenaient sciemment des productions ukrainiennes.

À partir de 2014 [année où la Russie a annexé la Crimée et occupé des régions de l'est du pays], le rap ukrainien devient le théâtre du développement progressif d'une infrastructure industrielle propre se mettent en place : des spectacles, des récompenses, des médias spécialisés (comme le portail rap.ua), des labels (Enko Music), qui assurent une certaine légitimité à la scène.

Mais, en dépit de tous ces changements, les mécanismes de la reconnaissance

MUSIQUE

connaissent toujours la même asymétrie : un artiste qui “perce” en Russie [en chantant en russe donc] est ensuite davantage pris au sérieux en Ukraine. À ses débuts, tel a été le cas, par exemple, d’Alyona Alyona [une rappeuse de Kapitanivka (centre), une des porte-étendards de l’“ukrainité”], dont le premier clip avait été apprécié par les médias russes spécialisés. En même temps, en parallèle, beaucoup d’interprètes de rap ukrainien s’orientent délibérément vers le marché russe, tant au niveau de la langue que des institutions. De quoi compliquer un peu plus la formation d’une scène nationale autonome.

Un artiste qui “perce” en Russie [en chantant en russe donc] est ensuite davantage pris au sérieux en Ukraine.

En 2022, la situation change brusquement. À cause de l’agression à grande échelle de l’Ukraine par la Russie, on assiste à une mobilisation émotionnelle du public. Les gens sont en quête de catharsis, d’apaisement, peu importe sa forme, du moment qu’elle est ukrainienne. Dans les faits, le son, en lui-même, ne change pas, mais c’est plutôt le public qui connaît une formidable expansion, quand presque tous les segments de la population se tournent vers la musique ukrainienne.

Pendant l’année 2022-2023, toute une pléiade de nouveaux artistes fait son apparition (Clonnex, jockii druce, Tery, Oi Fusk, Nikow), tandis que les artistes déjà connus (Kalush [un groupe qui a remporté l’Eurovision en 2022 avec une formation parallèle, Kalush Orchestra, qui intègre davantage de folk ukrainienne dans son rap], Alyona Alyona, Skofka) consolident définitivement leur position. Ce qui engendre alors le sentiment que le rap ukrainien est enfin devenu un genre à part entière, avec un public stable, un potentiel commercial et une hiérarchie interne. Mais, à partir de la deuxième moitié de 2023, l’impulsion émotionnelle s’épuise progressivement dans les rangs du public. La fatigue de la société se fait sentir, et la demande en ukrainien commence à diminuer.

Paradoxe. En 2025, la scène entre dans une phase de stabilisation post-émotionnelle. L’effet d’enthousiasme de masse pour tout ce qui est ukrainien se dilue peu à peu. La scène rap se trouve dans la situation où il lui faut travailler à partir de son potentiel réel, sans se reposer sur la mobilisation du grand public. Chez presque tous les interprètes, l’audience chute en comparaison avec 2022-2023. Même pour les artistes habitués à de bons chiffres en streaming, il est difficile de faire face à la concurrence ou de s’adapter

à la nouvelle réalité. Par exemple, Tehou, une des plus grandes stars du R’n’B ukrainien, n’a rien sorti de nouveau depuis déjà plus d’un an.

Par ailleurs, alors que les contenus russes ont dans une large mesure été expulsés, certains artistes ont tendance à revenir à la langue russe. Le cas du duo LOVER & lord enemy, des nouveaux talents parmi les plus prometteurs, est particulièrement révélateur. Ces rappeurs ont sorti subitement un album commun en russe, ce qui a suscité la consternation dans le monde du rap ukrainien.

La jeunesse, qui est le consommateur principal du genre, effectue aussi un retour partiel vers la musique russe et prend ses distances vis-à-vis du discours dominant de la musique populaire ukrainienne, en la traitant de nouveau comme du mainstream infligé par les élites. En ce sens, le rap est considéré de manière paradoxale. Malgré le développement de l’ensemble de la scène ukrainienne, le rap ukrainophone continue à perdre du terrain face à son concurrent russophone dans les charts et en streaming.

La situation rappelle les années 1990, quand il y avait une demande de musique ukrainienne dans la société, mais que les groupes alternatifs continuaient d’être accueillis avec un certain scepticisme. Aujourd’hui, la scène rap ukrainienne est cependant beaucoup plus autonome et elle manifeste les premiers signes d’une industrie digne de ce nom. Toutefois, quand on parle de “l’ascension et de la renaissance” du rap ukrainien, il faut se montrer prudent dans la formulation. On ne parle pas du développement stable de la scène, mais plutôt de la reconnaissance institutionnelle de sa version la plus confortable et la moins dérangeante. Le rap ukrainien, aujourd’hui, n’est pas en crise, pas plus qu’il ne vit une renaissance, il stagne toujours dans une situation intermédiaire où le potentiel est encore très loin d’être pleinement exploité. On est encore loin d’une véritable maturité du genre.

—Mark Hrychaj,
publié le 12 janvier,
traduit par Raymond Clarinard

SOURCE

OUKRAÏNSKA PRAVDA
Kiev, Ukraine
pravda.com.ua
Le journal en ligne “Vérité ukrainienne” a été créé en 2000 par le journaliste Guéorgui Gongadze, assassiné au cours de la même année alors qu’il enquêtait sur la corruption au sein du pouvoir. Le titre a su préserver son indépendance.

A. Chal,
le nouveau son
des Andes

Déçu par les États-Unis,
ce musicien est revenu
avec succès dans son pays
natal, le Pérou.

C’est la sensation du moment au Pérou. A. Chal affole les auditeurs avec son morceau *Chologante*, un mélange fusionnant électro-rock et sonorités traditionnelles péruviennes. Ayant grandi à New York, Alejandro Salazar, alias A. Chal, s’est fait un petit nom sur la scène hip-hop et trap états-unienne avant de revenir au pays et de bifurquer vers une musique plus proche de sa culture natale, encore souvent objet de mépris. En célébrant ses origines indigènes et modestes, le chanteur de 36 ans a conquis les réseaux sociaux. Sorti en mars, le titre *Chologante* se réapproprie

le mot *cholo*, un terme dépréciatif pour évoquer les habitants de la Sierra qui ont des origines indigènes, en l’associant au fait d’être élégant. Et le pari est payant. Désormais, “son influence va au-delà de la musique et de la mode : A. Chal incite d’autres artistes et les jeunes à revendiquer leurs origines et à s’exprimer authentiquement”, se félicite le quotidien péruvien *El Comercio*.
Un tournant que l’artiste a amorcé en 2025 avec *Pituko* et *Chuco*, où il faisait déjà l’éloge d’un mode de vie rural et festif, en puisant dans l’imagerie et la musique andines. “Ce qui auparavant était perçu comme inesthétique et huachafo [‘kitsch’] est aujourd’hui mis en avant par A. Chal. *Chologante*, sa dernière chanson, renforce ce message. Il assume son esthétique avec une identité péruvienne qui n’a pas l’air forcée”, explique *El Comercio*. Et ce faisant, il crée de nouvelles formes et sonorités.—



Un magnifique film d’amour et de filiation. VO.

à voix basse

un film de Leyla Bouzid

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

PHOTO XAVIER SCOTT MARSHALL

En Haïti, le fragile espoir de l'art

Cofondé en 1996 par le sculpteur haïtien André Eugène, le collectif Atis Rezistans continue de créer et d'exposer, malgré la violence des gangs et le chaos qui règne dans le pays.



—The Christian Science Monitor (Boston)

Nichée au fond d'un dédale de ruelles situées juste derrière la Grand-Rue, l'avenue principale de Port-au-Prince, se trouve l'une des galeries d'art les plus singulières d'Haïti, ou ce qu'il en reste. L'entrée est surplombée d'une arche noire ornée de lettres en ferraille indiquant : "Atis Rezistans", "artistes en résistance", en créole haïtien. Ici, pendant près de trente ans, des détritiques ont été transformés en sculptures, une pratique ancrée dans la croyance culturelle selon laquelle les matériaux, tout comme les êtres humains, peuvent avoir plusieurs fonctions.

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, la société haïtienne est plongée dans une vague de violence qui a effrité et restructuré toute sa vie culturelle. L'expérience des artistes de la Grand-Rue vient d'ailleurs illustrer ce bouleversement. Ceux qui, autrefois, aidaient les artistes de la ville à se faire connaître d'un public international sont aujourd'hui dispersés dans tout le pays. Pendant ce temps, leur galerie est abandonnée aux violents affrontements entre les gangs, la police, les missions de sécurité internationale et le gouvernement.

"Nous récupérons ce qui est cassé, abandonné ou sans valeur, et nous le transformons

en œuvres puissantes pour dénoncer les injustices", explique André Eugène, qui a participé à la création du collectif en 1996, dans la rue même où il a grandi. Il envisage l'art comme un outil pour remettre Haïti sur la voie de la paix.

André Eugène a appris seul à sculpter le bois, inspiré par les artistes du marché en fer de la capitale [un grand marché public, ainsi nommé en raison de son architecture métallique datant des années 1890] et par les cérémonies du vaudou, une religion qui mêle les traditions spirituelles ouest-africaines à des éléments du catholicisme. Il a commencé à créer à partir de matériaux trouvés dans la rue, et notamment dans le quartier informel des réparations de voitures.

À l'aide de pneus usés, de composants de moteurs, de jouets en plastique ou d'instruments de musique, il a peint des tableaux, fabriqué des bijoux et fondu des sculptures. L'art, selon lui, permet de raconter des histoires sur Haïti. Il rejette toute esthétique visant à attirer les touristes et privilégie des sujets comme les interventions des Nations unies ou la migration. Au fil des années, plusieurs artistes l'ont rejoint, jusqu'à former un mouvement de plus d'une dizaine de membres. "Tout le monde était bienvenu ici, peu importait le quartier d'origine", se remémore Ricardo Boucher, un militant

✎ André Eugène, dans son atelier de la Grand-Rue, à Port-au-Prince. En 2025, il a dû quitter la capitale.

Photo Leah Gordon

qui organise des joutes de poésie pour les jeunes déplacés. Petit, il a baigné dans la littérature de la Bibliothèque nationale avant d'apporter ses vers dans la rue, où il s'est mis à peindre aux côtés des artistes de la Grand-Rue.

En 2009, ces artistes, autodidactes pour la plupart, ont commencé à organiser la Ghetto Biennale, un festival d'arts multiculturel dans les quartiers informels de Port-au-Prince. Une véritable prise de position politique visant à contester l'exclusivité et les hiérarchies économiques des foires d'art traditionnelles. "C'était incroyablement inspirant", s'enthousiasme Leah Gordon, photographe britannique qui a participé à la fondation de la Ghetto Biennale. Créer à partir de sujets socio-économiques est "une chose que nous avons perdue au Royaume-Uni", déplore-t-elle.

Cela fait bientôt deux ans que les civils ne peuvent plus pénétrer dans la galerie de la Grand-Rue. En mars 2024, des groupes armés ont lancé une vague d'attaques dans Port-au-Prince et sont arrivés jusque sur le pas de la porte d'André Eugène. Les membres d'une puissante coalition de gangs, Viv Ansanm, "sont entrés avec des fusils de chasse", se rappelle-t-il. Mais dès qu'ils ont aperçu les œuvres, l'ambiance a changé. "Vous êtes un artiste vaudou, ont-ils constaté. On ne détruira pas votre espace." André Eugène soupçonne leur croyance superstitieuse de les avoir empêchés d'endommager son travail... mais pas de réquisitionner le lieu pour stocker leurs armes.

Pays "enchaîné". La Grand-Rue n'a pas été la seule à être ciblée. La Bibliothèque nationale a également été pillée et saccagée, des maisons d'édition et des studios de radio ont été incendiés, et des lieux de rencontre bohémiens, où se rassemblaient auparavant les artistes du pays, ont été attaqués. Le Théâtre national et le ministère de la Culture et de la Communication ont quant à eux été transformés en refuges pour accueillir les déplacés.

Environ 90 % de la capitale est actuellement aux mains des gangs armés, et on compte près de 1,5 million de déplacés internes. Haïti n'a connu aucune élection depuis dix ans. Une nouvelle force de sécurité multinationale [a commencé à se déployer en ce mois d'avril] afin de venir en aide à la police haïtienne, souvent dépassée par les gangs.

L'année dernière, André Eugène a fui à Port-Salut, dans le sud du pays, pour sa sécurité. Ses dernières œuvres s'accumulent dans une cour avec vue sur les

montagnes coiffées de nuages. Les sculptures forment de longues ombres suivant la course du soleil sur cette vallée côtière. Pourtant, l'artiste peine à s'adapter à la tranquillité de la vie rurale. "Lorsqu'ils détruisent notre culture, dit-il au sujet des gangs qui s'emparent de vastes zones d'Haïti, ils détruisent nos racines."

Malgré ces turbulences, les artistes déplacés de la Grand-Rue continuent leur travail, créent de nouveaux partenariats et de nouvelles expositions. En vue d'une exposition à Pétiion-Ville, dans les collines de l'est de la capitale, Frantz Jacques [dit "Guyodo"] nous présente l'une de ses dernières sculptures, élaborée en collaboration avec l'artiste David Thébaud. Elle représente un arbre dont les racines luttent contre des chaînes qui les entraînent dans le sol. Frantz Jacques explique : "C'est le

"Lorsque les gangs détruisent notre culture, ils détruisent nos racines."

André Eugène, ARTISTE HAÏTIEN

symbole d'un pays enchaîné dans tous les sens du terme. Les esclaves qui se sont soulevés contre la domination coloniale. Les chaînes imposées par les nations qui nous oppressent. Les chaînes mentales que nous, Haïtiens, nous imposons à nous-mêmes."

Plus loin dans Port-au-Prince, le cofondateur d'Atis Rezistans Céleste Jean Hérard organise une exposition qui s'accompagne de cours d'art gratuits à destination des jeunes, et dispensés par l'artiste lui-même. Odanie Pierre, qui étudiait la médecine avant que son cursus ne soit interrompu par la crise qui frappe le pays, participe au cours. Elle peint une femme vêtue d'un manteau bleu qui représente la protection, indique-t-elle. Peindre "me permet d'exprimer ce que j'ai dans la tête", affirme la jeune femme, qui témoigne de sa gratitude envers cette échappatoire artistique.

À l'étranger, certains tentent désormais de montrer au monde ce que la Grand-Rue ne peut plus exposer. La dernière Ghetto Biennale d'Haïti a été suspendue en 2024, mais elle a pu être accueillie en 2025 par l'Utah Museum of Contemporary Art [aux États-Unis]. [En février de cette année], elle a également été exposée au public lors de la Biennale de Kochi-Muziris, en Inde.

D'après ce que sait André Eugène, les œuvres que ses collègues et lui ont réalisées avant de fuir Port-au-Prince demeurent dans la galerie de la Grand-Rue, à attendre le retour des artistes. L'espoir de pouvoir un jour reprendre là où ils en étaient lui semble être l'acte de résistance le plus audacieux, pour l'instant.

—Linna Fehrm, publié le 19 mars, traduit par Anna Kerautret

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véroane Cottin



☐ **11,55 € / mois**
au lieu de ~~21,10 €~~ sans engagement.
Je m'abonne directement sur le site.

OU



☐ **139 €** pour **1 AN**
(soit ~~52 n°~~) au lieu de ~~253 €~~.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

45%*
de réduction



LE MAGAZINE PAPIER
LIVRÉ CHAQUE SEMAINE.



L'ACCÈS AU SITE INTERNET
EN ILLIMITÉ SUR TOUS LES SUPPORTS NUMÉRIQUES.

+ EN CADEAU LA GOURDE DOPPER

- Une empreinte carbone nulle : grâce à 85 % de matériaux recyclés et à une usine basée aux Pays-Bas qui tourne à 100 % à partir d'énergie renouvelable, la Doppler Original se démarque par **sa neutralité carbone**
- Aucun gaspillage d'eau : l'eau utilisée lors de la production est traitée dans un cycle fermé et n'est pas rejetée dans l'environnement
- La Doppler Original est **fabriquée aux Pays-Bas** grâce à l'énergie éolienne
- **100 % recyclable** en fin de vie
- Tous les matériaux sont sans toxines ni produits chimiques nuisibles
- Contenance : 450 ml



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : **Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9**

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/auto3>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

RCO26BA03

☐ MONSIEUR ☐ MADAME NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CP : VILLE : E-MAIL :

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. ☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



✓ Crâne retrouvé à Pritschöna (Allemagne) présentant une double trépanation. Photo State Office for Heritage Management and Archaeology of Saxony-Anhalt, Juraj Liptak



L'incroyable talent des chirurgiens de la préhistoire

Néolithique — Monde

Dès l'âge de la pierre, des opérations médicales audacieuses ont été pratiquées. Y compris des trépanations qui semblent avoir sauvé la vie des patients.

—Der Spiegel, extraits (Hambourg)

Dans son édition du 1^{er} juillet 1911, le *General-Anzeiger für Halle und den Saalekreis* faisait état d'une mystérieuse découverte. Quelques mois plus tôt, Paul Berger, un pharmacien, avait mis au jour des ossements néolithiques dans la gravière municipale de Pritschöna, dont un crâne qui présentait deux trous circulaires de la taille d'une pièce de monnaie.

Ces ouvertures avaient été méticuleusement pratiquées, et ce, du vivant même de cet homme de l'âge de la pierre. Quelqu'un avait dû mettre des heures à lui percer le crâne sans anesthésie moderne. L'homme était peut-être même conscient pendant l'opération.

Quelle histoire raconte ce crâne vieux d'environ 4500 ans ? S'agissait-il d'une méthode de torture particulièrement monstrueuse ? Ou bien la manipulation du cerveau s'inscrivait-elle dans un rituel dont on ne peut comprendre le sens aujourd'hui ?

Pratique répandue. Ce qui est certain, c'est que le crâne de Pritschöna n'était pas la première trouvaille de ce type. Des crânes trépanés avaient déjà été mis au jour au cours des décennies précédentes. Non seulement en Allemagne, mais aussi en France, en Grande-Bretagne, en Égypte, en Russie, en Afrique centrale, en Italie et au Pérou. De toute évidence, cette pratique était un phénomène mondial, et pas seulement à l'âge de la pierre. Dans l'Antiquité et au Moyen Âge, on intervenait encore sur le crâne à l'aide de divers outils. Mais pourquoi ?

À l'époque de Berger, les scientifiques considéraient que ces orifices appartenaient au domaine de la magie. Ce qui était plausible, car même dans le passé les gens souffraient de maladies comme les migraines, la confusion et l'épilepsie. Contrairement à aujourd'hui, cependant, ils leur attribuaient sans doute des causes surnaturelles. En pratiquant une ouverture dans le crâne, on permettait aux démons et aux esprits de s'échapper et d'emporter avec eux les maux qu'ils causaient. De nos jours, cette hypothèse exclusivement rituelle ou magique ne séduit plus autant les spécialistes.

Selon l'anthropologue Kurt W. Alt, les perceurs de crânes du néolithique savaient ce qu'ils faisaient et disposaient déjà de connaissances anatomiques de base. Selon lui, cette procédure, la trépanation, aurait d'abord été un rituel, avant de devenir courante parce qu'elle avait des effets thérapeutiques. *“Simon, on voit mal comment expliquer le grand nombre de crânes trépanés retrouvés sur plusieurs millénaires”,* affirme-t-il.

Dans le cas d'un traumatisme crânien, après une chute par exemple, le cerveau peut saigner et enfler. Or la boîte crânienne, du moins chez l'adulte, n'est plus capable de se dilater et de créer de l'espace. Ce qui entraîne des maux de tête violents, parfois insupportables, accompagnés de vomissements, de difficultés de concentration et d'une altération de la conscience. En l'absence de traitement, cela peut souvent aboutir à un œdème cérébral, puis à un arrêt respiratoire.

Les hommes du néolithique semblent avoir déjà compris que le seul moyen d'y remédier est de soulager la pression. Ils ont dû considérer que la solution évidente était de faire un trou dans le crâne. Si l'opération réussissait et que le patient ne succombait pas à la trépanation, l'ouverture soulageait souvent la douleur et augmentait les chances de guérison. Surtout si on nettoyait la plaie et retirait les fragments d'os, comme ceux résultant de chocs violents.

Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si la plupart des crânes qui présentent des orifices de trépanation appartiennent à des hommes. Il est possible que plusieurs d'entre eux aient été blessés lors d'affrontements avec d'autres groupes et aient dû ensuite être soignés.

On ignore si l'homme de Pritschöna a lui aussi été blessé lors d'un combat. Ce qui est certain, c'est qu'il a survécu à deux trépanations et qu'il a continué à vivre par la suite. En témoignent les bords aplatis et arrondis des trous, signes de la régénération des tissus osseux.

Des études sur la trépanation permettent effectivement de penser que de nombreux patients ont survécu. Si tel est le cas, cela démontrerait le formidable savoir-faire et la concentration des neurochirurgiens de l'âge de la pierre, de l'Antiquité et du Moyen Âge.

“La précision et l'assurance dont faisaient preuve les médecins de l'âge de la pierre sont stupéfiantes.”

Kurt W. Alt,
ANTHROPOLOGUE

La région située sous le crâne est extrêmement vulnérable : une infime incision dans un des vaisseaux qui parcourent la dure-mère peut provoquer une hémorragie qu'il serait très difficile d'arrêter encore aujourd'hui. *“La précision et l'assurance dont faisaient preuve les médecins de l'âge de la pierre sont stupéfiantes”,* s'émerveille Alt.

Pour ce qui est de l'homme de Pritschöna, le trou a probablement été creusé dans le crâne avec une sorte de spatule en silex, mais il arrivait aussi que l'on découpe et fore l'os. À en juger par certaines découvertes, les médecins romains utilisaient des outils spéciaux pour cette procédure, des trépan à couronne. Ces instruments ressemblaient à des tubes munis de dents de scie, et on les faisait tourner à l'aide d'une tige de guidage jusqu'à ce qu'une pièce circulaire du crâne puisse être retirée, un peu comme une plaque d'égout.

Cet instrument était sans doute souvent utilisé. Les soldats romains qui portaient au combat au nom de l'Empire portaient des casques, mais ces derniers ne garantissaient pas une protection complète contre les blessures graves à la tête. Des blessures dont beaucoup auraient été mortelles sans traitement.

Il existait donc diverses méthodes pour perforer l'os dur du crâne, mais ce qui est certain, c'est que le patient devait endurer de terribles douleurs, et ce pendant des heures. D'après les spécialistes, il est tout à fait possible que l'on ait administré des extraits de plantes ou des champignons psychotropes aux patients avant une opération. Ces substances auraient pu provoquer une perte de conscience ou, au moins, rendre plus supportables le grattage et le forage du crâne.

—Guido Kleinhubbert,
publié le 8 avril,
traduit par Raymond Clarinard

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



 **Courrier
international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



PRODUIRE L'ÉLECTRICITÉ DONT LA FRANCE A BESOIN

Produire plus d'électricité
made in France*, pour importer
moins d'énergies fossiles**.
Bâtir une nouvelle génération
de nucléaire.
Produire, depuis 80 ans.

* produite en France.
** GIEC, 2023 : Rapport de synthèse sur le changement climatique. L'électricité d'EDF est à 99 % sans émissions de CO₂ en France.
Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - Périmètre EDF SA, 2024. [edf.fr/climat](https://www.edf.fr/climat)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

